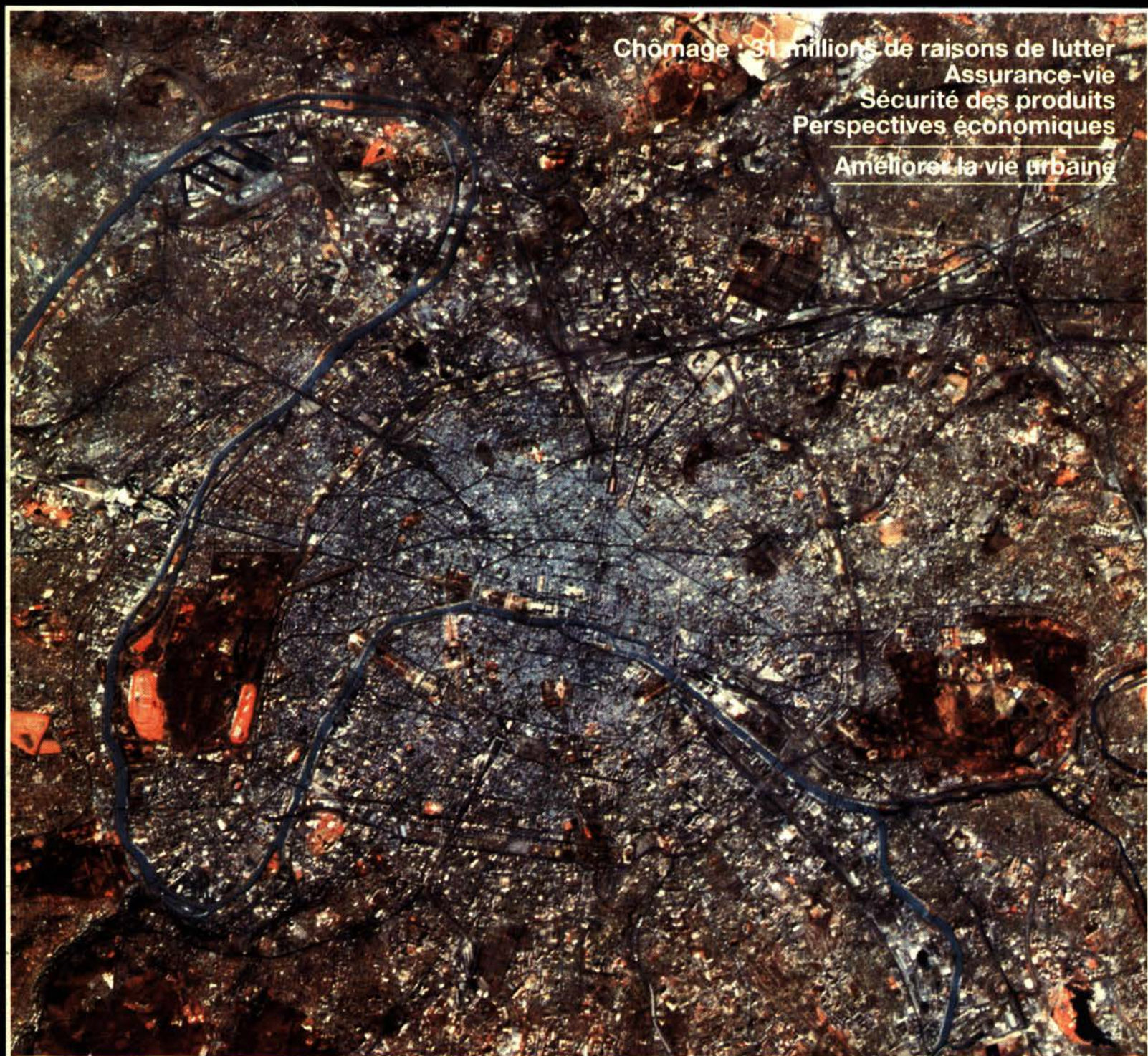


l'OBSERVATEUR de l'OCDE



Chômage : 31 millions de raisons de lutter
Assurance-vie
Sécurité des produits
Perspectives économiques
Améliorer la vie urbaine

L'OBSERVATEUR de l'OCDE

N° 144

janvier 1987

Publication bimestrielle en anglais et en français de l'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES.

BUREAUX DE LA RÉDACTION

Service des Publications de l'OCDE, Château de la Muette, 2, rue André-Pascal, F 75775 PARIS CEDEX 16.

Les articles sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit de l'OBSERVATEUR DE L'OCDE » en précisant la date du numéro. Deux exemplaires justificatifs devront être envoyés au rédacteur en chef. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur.

L'Organisation n'est pas tenue de rendre les manuscrits qu'elle n'a pas sollicités.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.

Abonnement (un an)

F55,00 £5,50 \$EU11,00 DM25,00

Le numéro :

F11,00 £1,10 \$EU2,00 DM5,00

Tél: (1) 45.24.81.66

RÉDACTEUR EN CHEF :

Jane Bussière

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :

Ulla Ranhall-Reyners

ASSISTANTES :

Brigid Gallen

Yannick Pizzinat

CONCEPTION ARTISTIQUE ET

RÉALISATION TECHNIQUE :

Gérald Tingaud

RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :

Silvia Thompson-Lépot

Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef

SOMMAIRE

L'OCDE : UN CATALYSEUR, UN ÉCLAIREUR	4
LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS UNE ÉCONOMIE EN ÉVOLUTION	8
31 MILLIONS DE RAISONS DE LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE	12
RENDRE LES VILLES PLUS VIVABLES	16
PRODUITS PLUS SÛRS POUR LES CONSOMMATEURS <i>par Nils Ringstedt</i>	19
ASSURANCE-VIE : UN BON INVESTISSEMENT ?	22
ÉDUCATION : MIEUX FAIRE AVEC MOINS	25
PROBLÈMES ET STRATÉGIES ÉCONOMIQUES	
ÉTATS-UNIS	28
JAPON	29
BELGIQUE	31
LES POINTS ESSENTIELS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE	33
NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE	38

PHOTOS Couverture : CNES 1986/SPOTIMAGE ; p.4-8-10 : L. Jouan, OCDE ; p.12 : R. Melloul, Sygma ; p.15 : J.-M. Champey, OCDE ; Nieto, R.E.A ; p.16 : Ville de Paris ; p.17 : London Docklands Development Corporation ; p.18 : AFP/ANSA/epa ; p.19 : E. Sander, Gamma ; p.20 : Gamma ; p.23 : J.-P. Holbart, UAP ; p.25 : M. Baret, Rush ; p.27 : Pavlovsky, Sygma ; p.28 : A. Keler, Sygma ; p.30 : Tirfoin, Sygma ; p.32 : INBEL.

L'OCDE: un catalyseur, un éclaireur

*L'OCDE a vingt-cinq ans.
Jean-Claude Paye, Secrétaire
général de l'Organisation, fait
part aux lecteurs de
l'Observateur de l'OCDE des
réflexions que lui inspire cet
anniversaire.*



*Quelles sont, pour vous, les réalisations les
plus importantes de l'OCDE depuis 25 ans ?*

RÉALISATIONS

C'est une question difficile et facile à la fois. L'OCDE, créée pour être un lieu de coopération intergouvernementale, a un domaine d'activités tellement diversifié qu'il est difficile d'identifier une ou deux réalisations particulières. La coopération se déroule en effet sur un champ très vaste, de plus en plus vaste à dire vrai. Si l'on essaie de porter un jugement de caractère général, on peut dire qu'au cours de ces 25 dernières années, l'OCDE a bien rempli sa mission et contribué efficacement à l'affermissement, au développement et à la diversification de la coopération entre ses pays Membres. L'une des caractéristiques de cette Organisation est d'avoir été continuellement capable – par l'interaction et la fertilisation mutuelles entre de nombreux comités et un secrétariat de grande qualité – d'identifier, d'analyser et, par conséquent, d'aider à résoudre les problèmes nouveaux qui apparaissaient. Je vous en donnerai quelques exemples.

La politique économique. On est passé d'une époque où l'on croyait que l'on pouvait piloter avec précision l'économie en utilisant principalement deux instruments – la politique monétaire et la politique budgétaire –, à une époque où l'on a constaté que cela ne marchait plus très bien, ou ne suffisait plus ou était difficile à maîtriser dans un monde qui avait changé, un monde notamment de taux de change flottants. On a donc porté un intérêt croissant aux structures des économies et à leur amélioration. C'est un sillon que l'OCDE a été parmi les premières à creuser. Bien sûr, les idées ne sont pas toutes nées ici, mais elles se sont concentrées et focalisées ici. Depuis plusieurs années maintenant, l'Organisation mène des réflexions et des études sur cette adaptation structurelle, reconnue nécessaire pour la bonne performance de nos économies.

L'emploi. L'époque actuelle se caractérise, pour la plupart des pays de l'OCDE, par des niveaux de chômage anormalement élevés en dépit d'une croissance économique qui n'est pas négligeable. La somme des analyses, réflexions et discussions consacrées par l'OCDE à ces questions est à la mesure de la gravité des problèmes et aide indiscutablement à leur solution.

L'interdépendance Nord-Sud. Là non plus, nous n'avons pas le monopole, mais je crois que l'OCDE a très utilement contribué à prendre la mesure de cette interdépendance. Elle en a analysé les conséquences et fait apparaître – le processus n'est pas terminé – que, dans le monde d'aujourd'hui, il faut se préoccuper non seulement de la politique économique dans les pays de l'OCDE, mais aussi de l'évolution des pays en développement, qui représentent une part croissante de la puissance économique globale. Autrement dit, on passe d'une économie mondiale pour l'essentiel trilatérale – Etats-Unis, Europe, Japon – à une économie plurilatérale et multipolaire.

L'environnement. C'est un domaine que l'OCDE a contribué à défricher, où elle a joué,

si je ne me trompe, un rôle de pionnier. Je pense aussi — là je déborde un peu sur l'avenir — à l'impact de la technologie ou aux phénomènes de migrations.

Donc, il est difficile d'identifier une réalisation parce que dans chaque domaine de ses activités, à un moment ou à un autre sur ces 25 années, l'OCDE a eu un rôle d'initiateur, de pionnier ou de catalyseur.

L'OCDE a-t-elle atteint les objectifs fixés par la Convention ?

L'on montre souvent du doigt l'objectif du plein emploi qui n'a pas été atteint...

Comment réagissez-vous lorsqu'on appelle l'OCDE « le club des riches » ?

Oui et non. Ces objectifs sont des objectifs de mouvement : élévation du niveau de vie, croissance des échanges, progrès des pays en développement. Ce mouvement s'est produit, sans l'ombre d'un doute. Il aurait probablement pu être plus rapide.

Certes, on n'a pas atteint le plein emploi. On s'en est même éloigné par rapport à ce que l'on a connu dans les années 60. Et ceci est grave, tout particulièrement pour les jeunes qui se trouvent ainsi rejetés par la société et pour les chômeurs à longue durée. Je suis cependant convaincu que l'on se rapprochera à nouveau du plein emploi, mais ce ne sera plus « le plein emploi à l'ancienne ». Ce sera un autre type de plein emploi, fondé sur d'autres formes d'activités, qui sont en train de se créer. Je pense que nous sommes actuellement dans une phase creuse parce que nous n'avons pas encore adapté nos concepts et notre société aux nouveaux types d'emplois, qui n'auront plus grand-chose de commun avec ceux des travailleurs à la chaîne dans une usine traditionnelle.

C'est une expression qui, comme tous les clichés, a une part de vérité mais qui ne rend pas compte de toute la réalité. Si c'était vraiment un club de riches, il faudrait y mettre bon nombre de pays dont le revenu par tête est supérieur à celui de certains pays de l'OCDE. Club des riches, non, je crois que l'expression n'est plus justifiée mais club de pays développés, oui, parce que l'OCDE réunit et fait réfléchir ensemble des pays qui ont en commun une expérience du développement industriel et une certaine communauté de valeurs économique-politiques, celles de démocraties à économie de marché.

ADAPTATIONS

Comment l'OCDE s'est-elle adaptée aux bouleversements qui ont eu lieu depuis un quart de siècle ?

Un premier bouleversement, me semble-t-il, a été **le changement de système monétaire international** : depuis le début des années 70, le système de Bretton Woods a disparu, avec ses avantages et ses inconvénients, en tout cas avec les disciplines qu'il imposait. Comment l'OCDE s'est-elle adaptée à cette situation nouvelle, alors qu'elle jouait un rôle important dans le pilotage des politiques économiques en fonction des disciplines de ce système ? Elle a, je l'indiquais tout à l'heure, souligné la nécessité de compléter le pilotage macro-économique par des actions résolues visant à l'amélioration des structures économiques et des politiques micro-économiques, ainsi que par un effort plus soutenu pour assurer la compatibilité et la complémentarité des politiques économiques menées par les pays Membres.

Autres bouleversements : **les chocs pétroliers**. Le rôle de l'OCDE a été important à deux égards. D'une part dans la définition et la mise en œuvre des ajustements de politique économique indispensables pour « absorber » le moins mal possible ces ébranlements majeurs. D'autre part dans le renforcement de la coopération en matière de politique énergétique, grâce à la création de l'Agence internationale de l'énergie.

Enfin, **le bouleversement technologique**. Il apparaît qu'au moins l'une des catégories de technologies — les technologies de l'information — constitue un phénomène véritablement révolutionnaire qui touche tous les domaines de l'économie et pratiquement toutes les activités humaines. Nous concentrons sur l'analyse de ce phénomène des moyens et des efforts tout à fait importants.

POINTS FORTS D'UN SYMPOSIUM

Un symposium réunissant d'éminentes personnalités de divers pays et de divers secteurs de la vie économique, sociale, politique, m'a paru la formule la plus appropriée pour saisir et analyser les profondes mutations en cours dans l'économie et la société.

Le monde est devenu très interdépendant et le devient chaque jour davantage. Une interdépendance qui se mesure non seulement à la part des échanges internationaux dans l'activité des pays, mais aussi à la multiplication des voyages, à la circulation de l'information, à l'importance des firmes multinationales avec leurs stratégies à l'échelle du globe, au développement des marchés financiers — devenus omniprésents, fonctionnant 24 heures sur 24, brassant des centaines de milliards de dollars. Un monde de plus en plus imbriqué donc. Mais, dans le même temps, on a l'impression que la capacité de gestion collective de ce monde n'a pas augmenté à proportion de l'interdépendance, qu'il y a un certain déphasage. Il est d'autant plus important d'essayer de bien comprendre ce qui se passe. ►

A l'occasion de son 25^e anniversaire, l'OCDE a invité une trentaine d'éminents théoriciens et praticiens de l'économie politique des pays Membres de l'Organisation et du tiers monde à réfléchir ensemble sur le thème « opportunités et risques pour l'économie mondiale : le défi de la complexité croissante », agencé autour de quatre grands sujets : les tendances fondamentales et les forces du changement ; efficacité des politiques nationales dans un monde interdépendant ; le rôle des nouvelles technologies dans nos sociétés en mutation ; l'action des pouvoirs publics face au changement et les conséquences sur la coopération internationale. Pourquoi cette formule ?

Que faut-il retenir des discussions qui ont eu lieu pendant le symposium ?

Une masse de choses – de grandes idées et de petites suggestions. Si j'essaie de synthétiser le plus possible, au risque de tomber dans les généralités, je verrais un certain nombre de points forts.

- **Premier point**, l'interdépendance. Il faut en approfondir l'analyse et bien voir quels en sont les différents composants, parce qu'il y en a qui vont bien au-delà, qui sont plus profonds et plus souterrains que ceux que j'ai mentionnés tout à l'heure. Il est devenu évident que dans un monde interdépendant, les politiques économiques nationales, pour être efficaces, doivent s'appuyer sur une vraie coopération internationale.

- **Deuxième point** qui m'a frappé : le mot « incertitude » est revenu comme un leitmotiv dans les propos des participants. Cette incertitude portait sur les évolutions politiques, économiques et sociales du monde actuel.

- **Le troisième point** découle du précédent : les gouvernements doivent d'abord et avant tout s'assigner un rôle de réducteurs des incertitudes. Car elles sont cause d'inhibition, elles freinent et ralentissent l'initiative créatrice d'activités économiques et de développement social. Les gouvernements doivent jouer moins que dans le passé un rôle d'acteur direct dans la vie économique et davantage un rôle de source de stabilité. On revient un peu aux concepts originels de l'Etat : la sécurité, des règles du jeu claires, justes, appliquées et respectées. C'est tout aussi vrai au niveau international où les règles du jeu sont également un moyen de réduire les incertitudes. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine parce que l'on a constaté, au fil des ans, que les règles du jeu, notamment dans le domaine commercial, étaient contournées, mal respectées, voire carrément bafouées.

- **Quatrième point** : la profondeur des changements dans la société et donc dans tout ce qui touche à l'organisation de cette société – nouvelles formes de travail, répartition entre travail et loisirs, etc. C'est dire l'importance des systèmes d'éducation et la capacité qu'ils doivent avoir de préparer en permanence les gens – à dessein je ne dis pas seulement les jeunes – à accepter la rapidité du changement, à s'y adapter et à en tirer profit.

- **Enfin**, ce que l'on pourrait appeler une certaine dialectique entre solidarité et vulnérabilité a, me semble-t-il, sous-tendu bon nombre de discussions. Prenons l'exemple du système financier et bancaire actuel. En quelques années se sont développées des pratiques qui abolissent les frontières non seulement entre pays mais entre types d'activités financières. C'est une force parce que cela permet de mettre en commun, de faire circuler et d'utiliser de la façon la plus efficace les moyens financiers. Mais c'est aussi une faiblesse, car une forte secousse peut ébranler profondément, voire jeter à bas le système.

Il en va de même pour ce qui se passe à l'intérieur de nos pays dans le domaine de l'emploi. La solidarité qu'établissent les systèmes de protection sociale entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas est une force. Mais il y a des limites à cette solidarité, une certaine vulnérabilité donc : si l'on demande trop à cette solidarité, elle risque d'être remise en cause.

De même encore, la multiplication et la diversification des échanges internationaux, la multipolarisation économique du monde à laquelle nous assistons comportent à la fois des éléments de solidarité et de vulnérabilité. On le voit actuellement : un système devenu très interdépendant – une forme de solidarité de fait – est contesté par ceux qui redoutent des effets dommageables et ont tendance à réagir par le protectionnisme.

LE PROCHAIN QUART DE SIÈCLE

Dans ce monde en mutation, quel sera le rôle de l'OCDE au cours, disons, des 25 prochaines années ?

Je ne vais jouer les prophètes. Il peut y avoir à tout moment des accidents totalement imprévisibles à l'heure actuelle. Il se peut très bien que l'activité économique se trouve profondément changée dans les années qui viennent par l'effet combiné des technologies de l'information et des biotechnologies. Il se peut aussi qu'il y ait des bouleversements politiques qui modifieront le paysage économique de la planète.

- Je me placerai plutôt du point de vue du rôle qu'en tout état de cause, l'OCDE aura à jouer. Le premier aspect de ce rôle n'est pas spectaculaire, mais c'est la base de tout : **améliorer en permanence la collecte et la recherche de l'information**. C'est aussi l'une des leçons à tirer du symposium : on manque d'informations ! Dans le domaine des services, par exemple, mais pas uniquement. Nombreux sont les phénomènes que l'on mesure mal ou pas du tout et qui sont d'une importance très grande pour la vie économique, financière, sociale de nos pays. Une partie de l'activité des humains se développe dans des secteurs non quantifiés actuellement – parce qu'ils n'entrent pas dans le circuit économique traditionnel – et qui pourtant ont une substance et une utilité économiques. Par exemple tout ce qui est aujourd'hui catalogué comme activités de loisirs, vie associative, etc.

Ce manque d'informations se fait sentir même dans certains domaines jugés traditionnels. Je mentionnais tout à l'heure les activités financières qui se sont

développées avec une rapidité extraordinaire. On les mesure mal. L'importance du poste « erreurs et omissions » dans les balances des paiements — près de 100 milliards de dollars au total — montre qu'on ne saisit pas tout. Le Fonds monétaire arrive au terme d'une étude de deux ans, avec la coopération active de l'OCDE, pour identifier les raisons de ce phénomène. L'enquête n'aboutit pas à des conclusions très précises et donne simplement à penser qu'en fin de compte, ces erreurs et omissions se répartissent de façon à peu près homogène entre les pays du monde à proportion de leur part dans les échanges. Ce n'est quand même pas très satisfaisant.

- Collecter les faits c'est très bien, mais la deuxième phase n'est pas moins essentielle : essayer de les **expliquer**. Je suis convaincu qu'il y aura là, dans les années qui viennent, peut-être plus encore que dans le passé, un effort d'analyse et de conceptualisation très important à fournir.

Quelques exemples. Plusieurs participants ont dit au cours du symposium que « **les modèles** dont on dispose ne rendent plus compte de façon suffisamment correcte et fiable du fonctionnement de nos économies ». Il ne faut pas les abandonner, bien entendu, mais il faut les perfectionner, les compléter. Je parle non seulement des modèles économétriques, mais aussi, dans un sens plus large, de la théorie économique. Il n'y a plus de saint auquel on puisse se vouer, ou alors il y en a trop. St-Marx, St-Keynes, St-Friedman, St-Laffer, etc., chacun a sa petite chapelle, mais on sait qu'aucun n'est omnipotent.

Autre domaine où il faut chercher encore et où il y a beaucoup à expliquer : **le fonctionnement de l'économie internationale**. Les marchés financiers, le rôle, l'activité, l'impact des sociétés multinationales, ne sont pas des phénomènes nouveaux mais ils ont pris une dimension nouvelle avec les technologies de l'information, avec le développement de la concurrence internationale et en même temps des entraves à cette concurrence.

Mais il faut aussi analyser en profondeur ce que j'appelais tout à l'heure **le passage du monde trilatéral au monde plurilatéral**. Nous avons besoin à l'OCDE d'intégrer davantage dans notre analyse de la situation et des perspectives économiques ce qui se passe dans le reste du monde et notamment dans les pays en développement. Cela fait partie du changement dans le poids relatif des pays de l'OCDE par rapport aux autres acteurs de l'économie mondiale. Une illustration : la difficulté de rééquilibrer la balance des paiements courants des Etats-Unis vient pour partie de ce que les pays du sud-est asiatique autres que le Japon ont laissé leur monnaie se déprécier en même temps que le dollar. Il ne suffit donc pas que le dollar baisse par rapport au yen et aux monnaies européennes. Il y a d'autres partenaires dans le jeu.

Autre champ de recherche et d'étude : **le changement de nos sociétés** — élévation du niveau d'éducation, nécessité de trouver de nouvelles formes de travail, de nouvelles organisations de la vie en commun et un rôle différent des pouvoirs publics — Etat et collectivités locales. Nos sociétés sont en train de changer dans toutes leurs structures.

J'ajoute enfin que l'OCDE devra pousser les réflexions déjà entreprises de longue date sur **la gestion des ressources naturelles**. On a commencé par l'environnement, essentiellement dans nos propres pays, puis on découvre progressivement qu'à l'échelle de la planète se posent des problèmes d'équilibre écologique qui deviennent tout à fait pressants.

- Mieux connaître et mieux expliquer les faits économiques et sociaux, ce ne sont là que les deux premiers aspects du rôle imparti à l'OCDE. Le troisième aspect n'est pas le moins important : **faire en sorte que cette connaissance soit mise à profit, du mieux possible, par les gouvernements pour orienter le cours de leur politique.**

Vous voulez dire : est-ce que l'OCDE perd de l'influence parce qu'il y a le Groupe des 10, le Groupe des 5, le Groupe des 7, la Communauté européenne, le Conseil nordique, le Groupe de Cairns que sais-je encore ? Ma réponse est : non, au contraire ; c'est une chance qui s'offre. L'important est que la coopération internationale se développe en s'appuyant sur une connaissance aussi approfondie et aussi objective que possible des réalités économiques et sociales.

Pour avoir une coordination des politiques économiques, il faut en effet non seulement connaître les chiffres, les indicateurs, mais aussi comprendre dans sa complexité et sa diversité la politique économique des différents pays. Et qui les comprend mieux qu'une organisation qui depuis plus de 25 ans — cela se faisait déjà du temps de l'OECE — analyse régulièrement, en profondeur et sous tous leurs aspects les politiques économiques de ses pays Membres ? Je crois donc que nous sommes, à l'OCDE, tout à fait bien placés, et peut-être mieux placés que quiconque, pour fournir la matière première nécessaire — et le lieu le plus propice — à tout effort de coordination des politiques économiques. ■

Comment utiliser au mieux les spécificités de l'OCDE, compte tenu de la tendance à la concentration de la coopération internationale dans des groupes restreints ?

La création d'emplois dans une économie en évolution



Ruairi Quinn, ministre irlandais du travail et de la fonction publique, président de la réunion.

Le Comité de la main-d'œuvre et des affaires sociales de l'OCDE s'est réuni au niveau ministériel les 18 et 19 novembre 1986, sous la présidence de Ruairi Quinn, ministre du travail et de la fonction publique (Irlande). Les vice-présidents de la réunion étaient : Benoit Bouchard, ministre de l'emploi et de l'immigration (Canada), Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (France), Jan de Koning, ministre des affaires sociales et de l'emploi (Pays-Bas), et Masuo Matsuoka, vice-ministre parlementaire du travail (Japon).

En examinant la situation de l'emploi et du chômage, les ministres ont noté que la reprise se poursuit, largement soutenue par l'ensemble des économies de l'OCDE. L'emploi croît maintenant dans presque tous les pays — rapidement en Amérique du Nord, mais en général plus lentement ailleurs, avec des différences significatives entre les pays européens. Toutefois il semble probable que, l'année prochaine, les taux de chômage ne diminueront qu'en Amérique du Nord et dans quelques pays européens, tandis que dans la plupart des pays d'Europe ils resteront très élevés, l'une des raisons étant que, selon toute vraisemblance, un plus grand nombre de personnes continuera de se présenter sur le marché du travail. Le chômage de longue durée et le chômage des jeunes posent de graves problèmes dans de nombreux pays de l'OCDE, de même que les pressions démographiques entre pays développés et pays en développement. Ainsi, dans l'ensemble de la zone OCDE, c'est l'emploi et le chômage qui demeurent les points faibles de la reprise.

Face à ces difficultés, les ministres ont réaffirmé leur volonté politique de tirer pleinement parti des possibilités qui sont offertes par l'amélioration des conditions économiques dans la zone OCDE en vue d'atteindre des taux de croissance économique et de l'emploi plus élevés. L'inflation a atteint son niveau le plus bas depuis 22 ans. Des réformes pénibles mais nécessaires sont peu à peu mises en place pour introduire plus de liberté et d'efficacité sur les marchés. Priorité doit être accordée à l'accélération de ce mouvement afin de marquer des progrès sensibles dans l'accroissement de l'emploi et le recul du chômage dans les pays de l'OCDE au cours des quelques années à venir. Pour ce faire, les politiques du marché du travail jusqu'à la fin des années 80 et au-delà devraient viser trois objectifs principaux :

- accélération de la création d'emplois — de préférence à des mesures contre-productives visant à conserver les emplois existants — manière la plus saine de réduire le chômage
 - accroissement de la flexibilité des marchés du travail en expansion afin que les nouvelles possibilités de travail et de formation amènent une élévation du niveau de l'emploi
 - mise au point de politiques d'ajustement plus équitables et plus efficaces pour aider les chômeurs particulièrement défavorisés à trouver des emplois, et combattre ainsi leur exclusion de la vie active.
- Dans la poursuite de ces objectifs, il faudra faire toute la place qui convient au rôle crucial des femmes dans l'économie.
- Ces objectifs ne peuvent être atteints sans les efforts concertés de tous les

groupes sociaux. La nécessité s'impose d'intensifier le dialogue social sur ces questions avec et entre le patronat et les syndicats. La coopération qui s'est instaurée entre le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) est heureuse et utile ; les ministres ont dûment tenu compte de leurs avis respectifs dans les conclusions ci-après quant aux mesures qu'il convient maintenant de prendre.

Accélération de la création d'emplois

Accélérer la création d'emplois suppose une croissance économique plus forte, laquelle exige de plus en plus une coopération économique entre les pays de l'OCDE ainsi qu'entre les pays industrialisés et les pays en développement. Les politiques du marché du travail, les négociations collectives et d'autres formes de participation effective des travailleurs peuvent contribuer à cette croissance :

- Les salaires réels peuvent et devraient augmenter dans la plupart des pays, mais, à l'échelle de la nation dans son ensemble, leur progression ne devrait pas dépasser les gains de productivité et devrait refléter l'évolution des termes de l'échange entre les différents pays. L'essentiel est de maintenir une croissance modérée des salaires nominaux, de sorte que, sans provoquer une nouvelle flambée d'inflation, les revenus réels puissent continuer à augmenter, contribuant ainsi à la reprise.
- L'accélération de la croissance de l'em-

ploi exigera plus d'investissement pour reconstituer le stock de capital, y compris l'infrastructure économique. Il faudra trouver les moyens d'inciter le grand public, y compris le monde du travail, à participer à cet effort d'investissement par le biais de l'intéressement aux bénéfices, des fonds de placement et des caisses de retraite ainsi que par d'autres formules novatrices permettant de canaliser l'épargne vers des investissements générateurs d'emplois.

- L'atténuation des rigidités et des défaillances de l'offre sur les marchés de capitaux comme du travail aura pour effet d'accroître la liberté d'action des pouvoirs publics en réduisant le risque d'une relance de l'inflation ou d'une perte de compétitivité.

- La croissance économique et l'emploi dépendent aussi d'un système plus ouvert d'échanges internationaux. Les mesures prises pour tenter de protéger l'emploi par des restrictions aux échanges ne peuvent au mieux que profiter temporairement aux travailleurs des branches en déclin, et présentent le risque fondamental de conduire à des politiques du « chacun pour soi » qui freineront la croissance de l'emploi pour tous. Des efforts soutenus seront nécessaires dans les pays de l'OCDE pour s'orienter vers de nouvelles activités et redistribuer les ressources, l'un des objectifs et non le moindre étant de favoriser un accroissement durable des échanges avec les pays en développement, dont le progrès économique contribue de plus en plus à la croissance de la zone OCDE.

Même si l'on parvient à une plus forte croissance économique, les taux de croissance auxquels il est réaliste de s'attendre, en Europe notamment, ne suffiront vraisemblablement pas à ramener rapidement le chômage à des niveaux tolérables du point de vue humain ou admissibles du point de vue politique.

Il faut rechercher des stratégies foncièrement nouvelles pour parvenir à une croissance plus riche en emplois, parce que l'évolution des structures économiques a modifié les mécanismes traditionnels menant de la croissance à l'emploi :

- Les nouvelles technologies de l'information, dont les répercussions se font sentir au bureau, à l'usine, à la maison et à l'école, sont l'une des sources potentielles d'une nouvelle vague de croissance, d'emplois, de revenus, et de réduction du temps de travail. Certains pays considèrent que la réduction du temps de travail constitue un moyen de développer l'emploi et de répartir plus équitablement les avantages des gains de productivité qui en résultent. Comme les précédentes conquêtes que sont la vapeur et l'électricité, par exemple, les nouvelles technologies ne sont génératrices de progrès économique et social que si les dirigeants d'entreprises, les travailleurs et la population d'une manière générale prennent part à l'innovation et au changement. Dans cet esprit, les ministres ont adopté une Déclaration sur les aspects sociaux du changement technologique (voir p. 11), qui

a pour but de favoriser la création du climat propice à l'épanouissement d'un vaste courant d'innovations et de changements, inspiré par les technologies nouvelles, et d'une aussi grande portée que le mouvement qui s'est fait jour après la seconde guerre mondiale en faveur du développement de la productivité.

- A l'avenir c'est principalement dans le secteur des services, essentiellement mais pas seulement dans les entreprises privées, que se trouvera la principale source d'expansion de l'emploi. Les pouvoirs publics devraient examiner les répercussions des politiques — fiscales, sectorielles, régionales et sociales par exemple, — sur la capacité des entreprises, privées et publiques, de créer des emplois. Un problème fondamental, dans certains pays, est de savoir comment réformer la fiscalité frappant l'emploi et élargir l'assiette afin d'éviter de pénaliser le facteur travail. Un certain nombre de pays considèrent qu'il y a place pour des initiatives futures de création d'emplois dans des domaines d'utilité sociale, comme les services sociaux, la protection de l'environnement et la rénovation urbaine.

- Les nouvelles technologies se prêtent à l'initiative et à l'entreprise à petite échelle et sont relativement peu coûteuses, eu égard à leur contribution potentielle à la satisfaction des besoins de la société. Il est donc nécessaire de promouvoir l'esprit d'entreprise et d'aider les « nouveaux entrepreneurs » à se procurer les capitaux dont ils ont besoin. Les politiques, notamment fiscales, devraient encourager ceux qui prennent des risques. Les obstacles d'ordre juridique et administratif qui s'opposent au travail indépendant et à la création et au développement des entreprises devraient être supprimés. Dans de nombreux pays, les services de formation et de conseil au profit des entreprises nouvelles devraient être renforcés ; l'accès au crédit et aux marchés financiers doit être élargi ; et le développement de catégories nouvelles d'entreprises, comme les coopératives, les initiatives locales de création d'emplois et les entreprises d'intérêt collectif devrait être encouragé.

- Les partenaires locaux peuvent jouer un rôle croissant dans la création d'emplois. Souvent, au niveau local, il existe des ressources inexploitées, y compris dans le domaine de l'environnement et de la culture, qui, pour être mobilisées, demandent de l'initiative et des appuis. Les représentants des pouvoirs publics, le secteur privé et les associations d'intérêt local doivent coopérer en faveur de l'emploi à l'échelon de leur collectivité. Les milieux d'affaires peuvent apporter une contribution importante en offrant les services de gestionnaires expérimentés et en procurant des capitaux et des marchés. Les autorités nationales devraient aider à mettre en place des structures d'appui et des services de formation pour les nouveaux entrepreneurs au niveau local ; favoriser le degré voulu de décentralisation des pouvoirs de décision

et de financement ; et, lorsque cela s'avère approprié, réorienter certaines dépenses de manière à stimuler la création d'emplois viables au niveau local.

Assouplissement du marché du travail

Ainsi qu'il ressort de la Déclaration, la vie économique d'aujourd'hui implique des changements plus rapides et continus qui découlent en partie des nouvelles technologies. La société doit s'adapter avec souplesse au mouvement qui en résulte vers des types d'emplois différents, vers de nouvelles formes de qualifications, de relations entre employeurs et travailleurs, ainsi que vers un mode d'organisation plus souple des entreprises — tout en maintenant les normes sociales et la sécurité de l'emploi. Il faut résoudre les conflits qui peuvent surgir entre ces nouvelles possibilités et les structures et intérêts établis. Autrement, une polarisation de la main-d'œuvre, voire de la société, risque de se produire. La négociation collective, ainsi que d'autres formes de coopération entre travailleurs et employeurs, qui constituent désormais des droits fondamentaux des hommes et des femmes dans les sociétés industrialisées, sont les principaux mécanismes dont disposent les travailleurs et les employeurs pour s'adapter aux forces économiques et sociales auxquelles ils sont confrontés. Des mesures gouvernementales pourraient être utilement prises dans les domaines suivants :

- On assiste à la diffusion rapide de modes nouveaux et souples d'aménagement du temps de travail, comme les congés d'études et de formation, et de participation au marché du travail, comme le travail à temps partiel, les emplois de durée déterminée et les emplois temporaires, et la politique des pouvoirs publics doit s'adapter à ces évolutions. Le but est de favoriser l'efficacité des entreprises, d'améliorer les conditions de travail, de répondre aux aspirations de ceux qui souhaitent adopter volontairement de nouveaux modes d'activité ou qui doivent concilier leur carrière et leurs responsabilités familiales, et, dans certains pays, d'améliorer les conditions permettant de réduire le temps de travail. Les régimes de sécurité sociale devraient assurer une couverture comparable aux titulaires d'emplois à temps partiel et précaires ; et l'enseignement et la formation devraient être renforcés pour qu'ils débouchent sur des emplois ayant un avenir. Dans certains pays, ces questions pourraient constituer l'un des points essentiels de conventions consacrant un accord tripartite.

- D'autres obstacles qui, dans les institutions et les comportements, s'opposent à la flexibilité à l'intérieur des entreprises devraient être levés, plus particulièrement à l'occasion de l'introduction des technologies nouvelles, pour ouvrir la voie à une redéfinition des tâches, opérer des change-

ments dans l'organisation du travail et faciliter le redéploiement des travailleurs en poste qui, de cette manière, devraient bénéficier d'une plus grande sécurité d'emploi et d'une vie professionnelle plus satisfaisante.

- Un rang de priorité élevé devrait être accordé à la mise en place d'un enseignement scolaire de haute qualité et d'un système d'enseignement et de formation complémentaires ouvert aussi bien aux jeunes qu'aux adultes qui doivent se recycler pour acquérir de nouvelles qualifications et se préparer à de nouveaux métiers ou surmonter leur analphabétisme fonctionnel. D'ici la fin de la décennie, il faudrait donner à la plupart des jeunes jusqu'à l'âge de 18 ans ou plus les moyens de suivre un enseignement et une formation qui les préparent à la vie active et leur permettent de se recycler toute leur vie. A cette fin, une coopération plus étroite devrait s'instaurer entre les responsables du marché du travail et ceux de l'éducation et avec les employeurs et les syndicats.

- Les régimes de sécurité sociale et, en particulier, les dispositions touchant la retraite et le logement devraient être revus pour favoriser la mobilité d'une région et d'une entreprise à l'autre et permettre l'adoption, durant toute la vie active, des formes de participation plus souples qui prédomineront dans les dix années à venir.

Un processus d'ajustement plus équitable et plus efficace

La vie économique d'aujourd'hui implique un processus de changement plus rapide et continu. Pour une large part, ce changement, y compris le changement technique, a pour effet d'accroître la productivité globale et le revenu total. Mais il risque d'imposer de lourdes charges aux individus, aux institutions et aux collectivités concernées. Lorsque cela se produit, la société est tenue de veiller à ce que les charges soient équitablement réparties au même titre que les gains, et à ce qu'une aide particulière soit apportée aux plus démunis. Si l'on veut que l'ajustement donne des résultats positifs, il faut lui consacrer des ressources et instaurer une coopération à tous les niveaux — dans les entreprises, entre les employeurs, les syndicats et les pouvoirs publics et aussi entre ces trois partenaires et les collectivités locales. Il est essentiel de rechercher des solutions viables autres que le protectionnisme, et les lignes d'action suivantes devraient être poursuivies :

- Les dispositions en faveur des chômeurs ou des chômeurs potentiels demandent à être profondément modifiées. Ce qui est dramatique, c'est qu'un chômeur a d'autant plus de mal à retrouver un emploi qu'il est resté longtemps au chômage. La priorité doit être donnée aux mesures préventives, notamment l'enseignement et la formation, et à des mesures actives

Les quatre vice-présidents : Masuo Matsuoka, Japon ; Jan de Koning, Pays-Bas ; Benoit Bouchard, Canada ; Philippe Séguin, France.



visant le marché du travail afin de résoudre les problèmes des personnes les plus durement touchées, notamment les jeunes, les personnes handicapées et les chômeurs de longue date, ainsi que les travailleurs migrants. Pour ces groupes, la garantie de revenu est indispensable, mais ne suffit pas. Pour les réinsérer sur le marché du travail, il faut prendre des mesures énergiques d'ordre social et dans le domaine de l'emploi, souvent avec la participation des collectivités locales et du secteur privé. Il faudrait développer les mesures d'indemnisation du chômage, ainsi que d'autres mesures d'aide appropriées pour faciliter cette réinsertion. En outre, la nécessité s'impose de faire en sorte que les rapports entre les indemnités de chômage, les rémunérations des stagiaires et les salaires minimums soient de nature à inciter les intéressés à prendre ou reprendre un emploi ou une formation.

- La formation et le recyclage des adultes sont de plus en plus nécessaires tant comme investissement destiné à assurer l'efficacité des entreprises que pour faciliter l'adaptation sociale. Les entreprises devraient être encouragées à investir plus largement dans la formation ; les établissements d'enseignement et de formation devraient être davantage sensibilisés aux répercussions des technologies nouvelles sur les qualifications professionnelles ; et un plus grand nombre d'établissements d'enseignement et de formation destinés aux jeunes devrait être ouvert aux adultes.

- La coopération internationale est nécessaire pour éliminer progressivement les mesures protectionnistes et mettre au

point des programmes d'ajustement à l'intention des travailleurs des secteurs économiques qui doivent s'adapter à la libéralisation des échanges internationaux.

En conclusion, les ministres ont estimé que chaque pays devrait mettre en œuvre des politiques de l'emploi à long terme dynamiques et réalistes, qui tiennent compte des trois objectifs définis plus haut — accélération d'une croissance plus riche en emplois, assouplissement accru du marché du travail et intensification de l'effort de réadaptation de la main-d'œuvre, avec des modalités appropriées de dialogue social. De telles politiques sont la responsabilité du gouvernement dans son ensemble ; c'est pourquoi de nombreux secteurs de l'action gouvernementale devraient participer chacun à leur manière à une offensive concertée contre le chômage.

Les ministres ont invité l'OCDE à promouvoir la coopération internationale pour donner suite à ces conclusions, en particulier en vue d'élaborer un cadre nouveau pour les politiques du marché du travail au cours des prochaines années, éventuellement sous la forme d'une recommandation de l'OCDE.

Compte tenu de la grande importance que les nouvelles technologies peuvent revêtir pour la croissance, les emplois et le bien-être, le Secrétaire général a été invité à créer un groupe d'experts de haut niveau dont la tâche sera de préparer un rapport sur les répercussions, au plan national et international, des nouvelles technologies à la fois sur l'emploi et sur nos sociétés de façon plus générale. ■

Déclaration sur les aspects sociaux du changement technologique

PRÉAMBULE

LES GOUVERNEMENTS DES PAYS MEMBRES DE L'OCDE¹ considèrent que le développement et la diffusion rapides des nouvelles technologies sont des facteurs essentiels de progrès économique et social. Estimant que le succès dans ce domaine dépend de l'existence de moyens efficaces pour faire face à leurs répercussions sociales, ils souhaitent rendre publique leur opinion unanime sur cette question. En conséquence, ils ont adopté la Déclaration ci-après sur les aspects sociaux du changement technologique. Cette Déclaration a pour objectif d'encourager et de promouvoir les pratiques appropriées qu'elle décrit, dans le cadre des lois, des coutumes et des traditions de chacun des pays Membres.

1. CONSIDÉRANT

que le changement technologique est nécessaire au progrès économique et social et doit être bien accueilli et encouragé en tant que moyen de parvenir à une croissance non inflationniste, à la compétitivité économique et à l'accroissement et l'amélioration de l'emploi, ainsi qu'à un mieux-être pour les travailleurs et les consommateurs, et qu'il ne faut pas s'y opposer par crainte de ses conséquences sociales défavorables mais que la réussite de son introduction dépend de la mise en œuvre de mesures d'ajustement pour faire face à ces conséquences ;

DECLARENT

qu'ils adopteront des politiques destinées à faciliter la poursuite d'une large diffusion et exploitation des nouvelles technologies dans le cadre des politiques visant à promouvoir une croissance non inflationniste et ainsi à réduire le chômage et qu'à cette fin, ils s'efforceront de faire en sorte que d'éventuelles conséquences défavorables soient atténuées par des mesures d'ajustement positif.

2. CONSIDÉRANT

que l'extension aujourd'hui rapide de l'application des nouvelles technologies et la possibilité que ses effets diffèrent selon les groupes concernés, peuvent susciter des appréhensions et des inquiétudes compréhensibles chez les travailleurs au sujet de la sécurité et de la qualité de leurs emplois, et ce particulièrement durant une période marquée par la persistance d'un chômage élevé qui rend plus difficiles les ajustements d'accompagnement sur le plan de l'emploi ;

DECLARENT

que les politiques et pratiques par lesquelles l'ajustement s'est régulièrement opéré, peuvent, à certains égards, être inadéquates et nécessiter l'adoption d'attitudes différentes et plus innovantes face aux problèmes de l'ajustement social.

3. CONSIDÉRANT

que les dimensions économiques et sociales des nouvelles technologies, ainsi que leurs incidences sur le plan de l'enseignement et sur le poste de travail, sont interdépendantes et que, par conséquent, la poursuite d'une introduction efficace et socialement acceptable du changement technologique nécessite une approche globale et équilibrée de la part de toutes les parties concernées ;

DECLARENT

que la responsabilité concrète s'agissant de traiter les aspects sociaux de la mise en

œuvre des nouvelles technologies est celle qu'exercent les employeurs, les travailleurs et leurs organisations respectives ; que les gouvernements devraient aider à créer un environnement économique et social favorable à l'innovation et à l'introduction des technologies nouvelles ; qu'ils reconnaissent que la poursuite d'une introduction efficace et socialement acceptable du changement technologique exige que les travailleurs et leurs représentants soient en temps utile informés et consultés par les entreprises sur les conséquences de ce changement selon les modalités correspondant aux lois, habitudes et traditions de chaque pays Membre ; et qu'ils encourageront, d'une manière appropriée, l'instauration d'un dialogue ainsi que des consultations, c'est-à-dire des discussions approfondies avec toutes les parties concernées, sur les façons adéquates de traiter les aspects sociaux des nouvelles technologies.

4. CONSIDÉRANT

que la diffusion rapide de technologies nouvelles et complexes provoquera des changements dans la structure de l'emploi par branches, professions, qualifications et zones géographiques, et entraînera la suppression de certains emplois traditionnels et la création de nouveaux emplois ; que par conséquent le marché du travail devra en permanence fonctionner de manière efficace pour faciliter la mobilité des travailleurs à l'intérieur des branches, des professions et des zones géographiques, ainsi qu'entre celles-ci ;

DECLARENT

que le fonctionnement souple et socialement équitable des marchés du travail et l'introduction efficace du changement technologique dans les entreprises doivent être encouragés en atténuant les contraintes injustifiées qui freinent l'ajustement et en renforçant l'appui aux actions en faveur de la formation et du recyclage, du placement et du conseil professionnel, de la mobilité géographique tant des emplois que des travailleurs, en identifiant mieux les perspectives d'emploi futures et en exploitant le potentiel de création d'emplois du changement technologique en particulier grâce aux interventions des employeurs, des travailleurs et des syndicats.

5. CONSIDÉRANT

que la diffusion rapide de technologies nouvelles et de plus en plus complexes suppose une main-d'œuvre encore plus qualifiée et disposant d'un plus large éventail de compétences, et impose donc d'enrichir l'enseignement de base, l'enseignement et la formation continus et le recyclage des travailleurs — que ceux-ci soient pourvus d'un emploi ou au chômage, qu'ils fassent leur première entrée sur le marché du travail ou y reviennent ;

DECLARENT

que des investissements substantiels et un soutien technique en faveur de systèmes, modernisés et souples, de recherche, d'enseignement et de formation de la main-d'œuvre, ainsi que l'organisation par les employeurs de la formation et du recyclage des salariés à tous les niveaux, sont nécessaires pour que la main-d'œuvre d'aujourd'hui et de demain réponde effica-

cement au défi du changement technologique.

6. CONSIDÉRANT

que l'introduction des nouvelles technologies et les possibilités d'une plus grande flexibilité des modalités de travail qui l'accompagnent, entraînent, dans les entreprises, des changements qui influent sur les actions et les politiques des directions et des syndicats, élargissent la gamme des choix possibles en ce qui concerne le contenu et l'organisation des tâches, les responsabilités des travailleurs, l'aménagement de la durée du travail, les structures de rémunération et l'environnement au travail, y compris la sécurité et la santé ; que le changement s'opère d'autant plus aisément et avec d'autant plus de chances de réussite qu'il est introduit équitablement et qu'il s'accompagne de mesures d'information et de consultation à un stade précoce ;

DECLARENT

qu'il est souhaitable que, selon les modalités correspondant aux lois, habitudes et traditions de chaque pays Membre, les salariés et leurs représentants soient, à un stade précoce, informés et consultés sur les conséquences de l'introduction des nouvelles technologies, et que les employeurs et les travailleurs et leurs représentants coopèrent pour tirer pleinement parti des avantages offerts par les nouvelles technologies sur le plan économique et social de même que pour en prévenir ou en atténuer dans toute la mesure du possible les effets défavorables ; qu'au moment d'introduire de nouvelles technologies, l'enrichissement des tâches, le renforcement de l'autonomie des travailleurs, une flexibilité accrue dans l'aménagement de la durée du travail et l'amélioration des conditions de travail, y compris la protection de la vie privée des travailleurs, devraient être encouragés et qu'il faudrait s'efforcer de veiller à ce que les nouvelles technologies ne menacent pas la sécurité et la santé mais les améliorent toutes les fois que cela est possible.

7. CONSIDÉRANT

que si l'on veut que les technologies nouvelles soient largement acceptées et ne se heurtent pas à des résistances, il est souhaitable que des possibilités de promotions, d'emplois nouveaux, et des mesures d'aide appropriées soient offertes aux travailleurs qui sont touchés par les suppressions d'emplois ou qui sont affectés par toute autre conséquence défavorable ;

DECLARENT

que, lorsque cela s'avérera approprié, ils fourniront une aide en faveur des travailleurs touchés par des suppressions d'emplois à cause des nouvelles technologies, par des actions en matière d'enseignement et de formation, de recherche d'emploi et de garantie de ressources ; qu'ils encourageront les organisations d'employeurs et de salariés à fournir une assistance aux travailleurs touchés par des suppressions d'emplois et à chercher à maximiser les possibilités offertes aux travailleurs par les nouvelles technologies dans les entreprises.

1. Ainsi que la Communauté européenne.

31 millions de raisons de lutter contre le chômage

« Trente-et-un millions de personnes sans emploi dans nos pays, cela veut dire trente-et-un millions de raisons qui nous obligent à réussir, c'est-à-dire à mordre enfin sur le chômage. » Ruairi Quinn, ministre irlandais du travail et de la fonction publique, a donné le ton à la réunion de l'OCDE qu'il présidait. En soulignant qu'« après quinze trimestres de croissance économique continue – la période la plus longue depuis les années 60 – il n'y a pas, globalement, de baisse du chômage dans la zone OCDE », Jean-Claude Paye, Secrétaire général de l'Organisation, n'a pas dit autre chose. L'article qui suit esquisse la toile de fond de la réunion.



Si de nombreux emplois ont été créés dans la zone OCDE pendant cette période, la progression n'a pas dépassé la croissance de la population active. C'est pourquoi environ 31 millions de personnes seront toujours sans travail en 1987, soit quelque 8 % de la population active (avec des variations importantes entre pays ; voir tableau p. 37).

Jeunes et chômeurs de longue date

Comment évolue, dans ce contexte global, la situation de ces deux noyaux durs ? Le taux de *chômage des jeunes* demeure plus élevé que celui de l'ensemble de la population active même s'il a légèrement fléchi ces dernières années : 16 % en 1987, estime-t-on, contre 17,7 % en 1983. Les plus fortes réductions ont eu lieu en Australie, au Canada et en Norvège. Des reculs ont également été enregistrés

aux Etats-Unis, en Finlande, au Royaume-Uni et en Suède ainsi qu'en Allemagne où, a-t-il été dit au cours de la réunion, les jeunes chômeurs restent, en moyenne, sans emploi moins longtemps (4,6 mois de moins) que les travailleurs adultes qui, globalement, sont moins qualifiés. Ailleurs, le chômage des jeunes a progressé (tableau 1).

Quant au *chômage de longue durée* (graphique), la baisse la plus régulière a été observée aux Etats-Unis où la part, dans le chômage total, de ceux qui sont sans emploi depuis 12 mois et plus a été, en 1985, inférieure de près de 4 points à son niveau maximum de 1983. Au Canada et en Australie, le taux a fléchi parallèlement à la régression du chômage total. En Europe, la situation ne s'est pas améliorée dans l'ensemble. Dans les 12 pays pour lesquels on dispose de données, on estime qu'en 1985 près de 46 % des chômeurs étaient sans travail depuis plus d'un an, soit environ 6,7 millions de personnes. Bien que

1. LE CHÔMAGE DES JEUNES DANS 12 PAYS DE L'OCDE^a

% de la population active jeune

	1980	1984	1985	1986 ^b	1987 ^b
Allemagne	3,9	9,9	9,5	8 ¼	7
Australie	12,3	16,1	14,3	12 ¾	12 ½
Canada	13,2	17,9	16,5	14 ¾	14 ¼
Espagne	28,5	44,5	43,6	43 ¼	42 ¼
Etats-Unis	13,3	13,3	13,0	12 ½	12
Finlande	9,0	10,4	9,1	9 ½	9 ½
France	15,0	24,4	25,6	25 ¾	26 ½
Italie	25,2	33,4	33,7	35 ½	37
Japon	3,4	4,9	4,8	5 ½	6
Norvège	5,4	7,6	6,8	5	5 ¾
Royaume-Uni	14,1	21,8	21,7	21 ¾	20 ¾
Suède	5,1	6,0	5,8	6	6 ¼
Quatre grands pays européens	13,6	21,6	21,7	21 ½	21 ¼
Total des douze pays	12,9	16,8	16,6	16 ¼	16
Nombre de jeunes chômeurs (millions)					
Sept grands pays	6,8	8,5	8,4	8 ¼	8
Quatre grands pays européens	2,7	4,3	4,4	4 ¼	4 ¼
Douze pays	8,0	10,4	10,2	10	9 ¾

a) Ces pays représentent plus des quatre cinquièmes de la population active jeune de la zone OCDE.

b) Projections.

Note : Il s'agit pour la plupart des pays des 15-24 ans; pour définitions précises et modes de calcul, voir Perspectives de l'emploi, 1986, OCDE (tableau 10).

la situation se soit légèrement redressée dans certains pays à faible taux de chômage, la tendance générale est encore à la hausse.

Résultats économiques et création d'emplois

L'examen de chacune des colonnes du tableau 2 fait apparaître des différences intéressantes, particulièrement entre les Etats-Unis et l'Europe. En effet, ces deux régions ont eu à peu près les mêmes taux de croissance du PNB, mais radicalement différents en matière d'emploi, de productivité du travail, d'investissement et de salaires réels.

Si la population active de nombreux pays de l'OCDE doit se ralentir au cours des dix années à venir, cela ne suffira probablement pas à faire sensiblement reculer le chômage. Il sera par conséquent indispensable de créer de nombreux emplois nouveaux. L'ampleur de cette tâche variera selon les régions et les pays, mais partout une forte croissance économique est une condition *sine qua non*. Condition insuffisante cependant — tous les ministres ont été d'accord sur le « découplage » entre croissance économique et création automatique d'emplois. La croissance doit en effet aussi être de nature à favoriser cette création à un taux plus élevé et s'agencer avec des politiques d'emploi et des politiques sociales susceptibles d'alléger les difficultés des chômeurs et de ramener sur le marché du travail les groupes qui en sont exclus.

2. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET EMPLOI

Taux de croissance annuel moyen en %

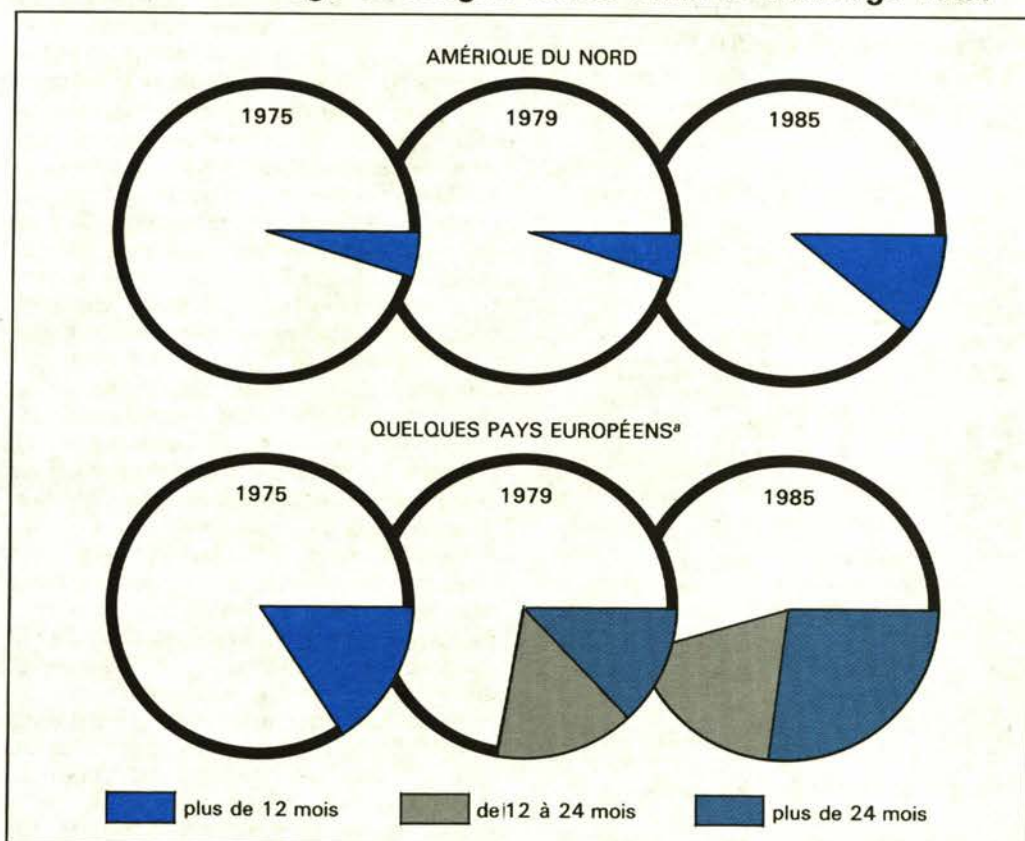
	PNB	Emploi	Productivité de la main-d'œuvre par travailleur	Investissement	Salaires réels par personne employée
Etats-Unis					
1969-73	3,6	2,0	1,6	4,3	1,4
1973-79	2,7	2,5	0,2	1,6	0,3
1979-85 ^a	1,9	1,4	0,5	3,2	0,1
1969-85 ^a	2,6	1,9	0,7	2,9	0,5
Japon					
1969-73	8,1	1,1	7,0	11,2	11,1
1973-79	3,7	0,7	3,0	3,2	4,9
1979-85 ^a	4,1	1,0	3,1	1,7	3,6
1969-85 ^a	4,9	0,9	4,0	4,6	5,9
Europe					
1969-73	4,7	0,6	4,1	4,8	5,6
1973-79	2,4	0,3	2,1	0,4	2,7
1979-85 ^a	1,3	-0,2	1,5	1,5	1,0 ^b
1969-85 ^a	2,5	0,2	2,3	1,4	2,7 ^b
OCDE					
1969-73	4,7	1,2	3,5	5,7	4,3
1973-79	2,7	1,1	1,6	1,1	2,1
1979-85 ^a	2,6	0,9	1,7	2,3	n.d.
1969-85 ^a	3,2	0,9	2,3	2,4	n.d.

a) Les données pour 1985 sont provisoires.

b) Sur la base de chiffres pour l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Source : OCDE Statistiques de la population active, Comptes nationaux, Perspectives économiques, No. 39. Nouvelles sources de croissance de l'emploi : perspectives macro et micro-économiques, OCDE, 1986.

Part du chômage de longue durée dans le chômage total



a) Allemagne, Belgique, Espagne, France et Royaume-Uni, seuls pays pour lesquels on dispose de données pour les trois années retenues.

Note : Une ventilation entre 12 et 24 mois n'est disponible ni pour le Canada et les Etats-Unis, ni pour les cinq pays européens en 1975.

Source : Perspectives de l'emploi, OCDE, 1986.

dans l'ensemble ces résultats : les gains de productivité du travail et la croissance des salaires réels ont été très modestes dans les années 70 et 80, mais l'emploi a beaucoup progressé.

Admettre cette arithmétique n'est pas nécessairement accepter l'argument souvent avancé, selon lequel il faudrait réduire les salaires réels pour accroître l'emploi. C'est reconnaître plutôt que les ressources disponibles dans l'immédiat ne sont pas suffisantes pour assurer à la majorité des chômeurs des emplois à forte productivité, assortis d'une rémunération élevée.

Le choix entre ces deux solutions revêt dans une certaine mesure un caractère politique, mais fait aussi intervenir plusieurs considérations fondamentales. Si la « concentration des ressources » pratiquée par de nombreux pays européens a conduit à une croissance relativement rapide des revenus réels (avant impôt) des personnes pourvues d'un emploi, elle a aussi entraîné une forte progression du nombre des chômeurs dont l'indemnisation à titre de garantie de ressources a dû être financée par les impôts prélevés sur les revenus des salariés. La seconde option – ralentir la croissance des salaires réels avant impôt et développer l'emploi et, par conséquent, réduire le chômage – nécessite des transferts de revenus moins importants pour l'indemnisation des chômeurs (moins nombreux) : les taux d'imposition, notamment

des impôts sur le revenu, pourront alors être plus faibles.

Il est de plus en plus manifeste, comme l'a dit Anna-Greta Leijon, le ministre suédois, qu'il ne suffit pas « de donner des allocations aux chômeurs. Ils veulent du travail ! ». Implicitement, ils ne sont donc pas partisans de la « concentration » du capital ; la « dilution des ressources » peut leur paraître une solution plus équitable.

Mutations structurelles

Si un certain type de croissance économique est une condition préalable au progrès de l'emploi, des politiques bien menées peuvent accroître la flexibilité du marché du travail et, par là même, la capacité des économies de s'adapter aux changements structurels (voir encadré ci-contre). Elles peuvent ainsi conduire à une augmentation de la production et de l'emploi en allégeant certaines des contraintes imposées actuellement par les autorités fiscales et monétaires « sans pour autant », comme l'a souligné Manuel Chaves Gonzalez, le ministre espagnol, « remettre en cause les droits et la sécurité des travailleurs ». La politique gouvernementale est donc appelée à jouer un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit d'instaurer un climat social et institutionnel propice à la diffusion des technologies nouvelles (voir p. 11), à la

création et à l'expansion d'entreprises dynamiques (faciliter l'accès aux marchés financiers par exemple) et aux investissements des entreprises privées dans des ressources tant physiques qu'humaines.

Cela est vrai notamment pour les petites et moyennes entreprises. « Pas un seul emploi n'a été créé aux Etats-Unis depuis 1979 par les 500 plus grandes entreprises qu'énumère chaque année la revue *Fortune* », a déclaré au cours de la réunion William Brock, le ministre américain. « Tous l'ont été par des PME dont la moitié par des PME qui n'avaient pas encore fêté leur quatrième anniversaire. » Et de donner trois explications du dynamisme de création de petites entreprises dans son pays : un traitement réglementaire moins contraignant ; des taux d'imposition plus faibles ; un moindre opprobre social en cas d'échec.

FLEXIBILITÉ : L'EFFET DE DÉMONSTRATION

« Le mot flexibilité a une connotation affective. C'est pourquoi nous pensons qu'il ne faut pas en parler abstraitement mais démontrer quels en sont les enjeux concrets, pratiques.

Nous avons noté en effet – prenons l'exemple de la durée de travail – qu'il ne suffit pas de promouvoir la flexibilité en atténuant les contraintes qu'imposent les lois et les réglementations. Car, au-delà des textes, ces contraintes se trouvent dans la tête des interlocuteurs sociaux. On a beau casser les barreaux, ouvrir les cages – les oiseaux hésitent à sortir. Par conséquent, deux choses sont indispensables pour améliorer la flexibilité :

- la démonstration – montrer par des expériences concrètes non seulement que « ça marche » mais que ça marche plutôt mieux qu'avant
- briser le lien flexibilité-précarité.

En assurant des formes de sécurité sociale comparable pour le temps partiel et le plein temps, le nombre des travailleurs déjà employés à plein temps qui ont choisi le temps partiel a quintuplé en Belgique. Il faut des bouées de sauvetage pour que les gens se décident à plonger.

La notion de flexibilité doit aussi être élargie. Un exemple : ce que nous appelons « l'interruption de carrière » avec garantie de retrouver son emploi. Sous certaines conditions, un travailleur peut se mettre en congé pendant 6 mois ou un an – pour s'occuper d'un enfant, suivre des cours... – et, s'il est remplacé par un chômeur, il touchera l'allocation-chômage de ce dernier. Dix mille personnes ont choisi depuis près d'un an de donner ainsi la chance à des chômeurs de réintégrer le monde du travail. »

Michel HANSENNE,
ministre de l'emploi et du travail,
Belgique



Héros d'une cassette en 5 langues et d'un album illustré en français, le perroquet Timothée fait découvrir la France et sa langue aux petits étrangers ; idée réalisée par une licenciée économique d'une maison d'édition (à gauche). Transactel - système télématique (par Minitel) d'offres d'emplois (« petits boulots ») mis au point par deux anciens chômeurs (à droite).

« Quelle que soit l'issue, l'individu qui lance sa propre affaire inspire le respect aux Etats-Unis. »

Importance croissante de l'économie locale

Jusqu'à présent peu labourés, les marchés et les ressources potentielles de l'économie locale constituent un terrain de création d'emplois dont l'ampleur pourrait être considérable — au Canada, « 610 000 emplois ont été créés à ce niveau depuis deux ans », selon Benoit Bouchard, ministre de l'emploi et de l'immigration. Terrain fertile pour deux raisons essentiellement : le changement structurel a eu les répercussions les plus graves pour l'emploi dans des régions et localités dont l'économie était centrée sur des branches en déclin (sidérurgie, charbon, textile, construction navale) ; les technologies nouvelles permettent de disperser plus largement les systèmes de production qui pourront ainsi aller à la rencontre de cette main-d'œuvre disponible. S'ajoute à cela que les besoins « nouveaux » que les sociétés industrielles avancées se découvrent sont en grande partie de nature locale. Une forte et croissante participation des femmes à la population active, des personnes âgées de plus en plus nombreuses, un environnement urbain en voie de dégradation ne sont que des exemples d'une évolution qui entraîne une foule de besoins de services « de proximité ». La tendance actuelle des autorités centrales dans certains pays à déléguer des pouvoirs aux autres échelons politiques et administratifs devrait faciliter les initiatives locales.

Mise en valeur des ressources humaines

Que ce soit au niveau local ou ailleurs, le traditionnel souci des gouvernements de l'OCDE de mettre en valeur les ressources humaines — la principale matière première de nos pays — prend depuis quelques années une importance nouvelle. Pour plu-

CHÔMEURS = PDG DE PME

L'histoire des chômeurs devenus PDG de petites entreprises ressemble étrangement, d'après les récits de certains ministres, à une success story. Au Royaume-Uni : après trois années d'existence et une année d'aide, 70 % des entreprises créées sont toujours en activité et beaucoup d'entre elles ont recruté d'autres salariés. En Suède : même proportion de succès, après trois ans également. Ces taux, faut-il le rappeler, sont plus élevés que pour des entreprises « normales », mais, comme l'a souligné le ministre belge, le contrôle des dossiers est plus approfondi que pour ces dernières. En Australie, moins de mille personnes sont concernées et l'expérience est trop récente pour faire un bilan. Le ministre australien a évoqué la nécessité de prévoir des mesures de sauvegarde car les chômeurs qui se lancent dans cette aventure risquent, en cas de faillite de leur entreprise, de se trouver plus démunis qu'avant — épargne personnelle épuisée, plus d'allocations-chômage. La Belgique a prévu un tel filet de sécurité sous forme d'allocations-chômage garanties pendant six ans en cas de faillite.

sieurs raisons. Premièrement, la baisse du taux de natalité et la diminution attendue des taux d'activité font craindre, à long terme, l'apparition de pénuries de main-d'œuvre. Deuxièmement, à court et à moyen terme, même dans des pays où persistera le chômage, les demandeurs d'emplois risquent de ne pas avoir les qualifications requises pour occuper les postes nouvellement créés. Troisièmement, les innovations technologiques continueront à modifier la composition de l'emploi par profession et la technicité de nombreuses tâches. Enfin, les changements de la structure des industries et des professions exigent une main-d'œuvre capable de s'adapter. Dans ce contexte, et au-delà des discussions sur les vertus respectives d'un enseignement plus ou moins général, plus ou moins professionnel, les ministres ont presque tous exprimé leur préoccupation quant à l'analphabétisme fonctionnel, ou illettrisme, qui semble être le lot de plus en plus de jeunes n'ayant acquis qu'une éducation de base.

Il apparaît par ailleurs clairement que des relations beaucoup plus étroites doivent s'instaurer entre les entreprises, les systèmes de formation relevant des autorités, le marché du travail et les structures éducatives. « Ainsi est-il souhaitable », comme l'a soutenu Kenneth Clarke, le ministre britannique, en citant le programme *Enterprise Alone*, « que le soutien financier accordé par exemple aux PME comporte toujours un élément formation. » Les nouveaux liens entre les différents organismes en vue d'une formation adéquate de la main-d'œuvre d'aujourd'hui et de demain seraient d'autant plus efficaces qu'ils s'établiraient à l'échelon régional ou local.

Rendre les villes plus vivables

Les politiques visant à régénérer l'activité économique des villes, à accroître l'efficacité des services publics et à améliorer l'habitat et l'environnement urbains ont à répondre notamment à une question. Doit-il s'agir de services collectifs financés par les deniers publics ou d'activités commerciales fournies par le secteur privé ? En d'autres termes, qui doit payer, le contribuable ou le consommateur ? Cela a fait partie des discussions sur la revitalisation des villes qu'ont eues récemment à Paris les ministres responsables des affaires urbaines dans les pays de l'OCDE.



Ce n'est pas parce que l'OCDE a organisé une réunion au niveau ministériel sur ce thème qu'il faille conclure que les villes des pays Membres sont en crise ; d'ailleurs, les ministres ont bien pris soin de le préciser d'entrée de jeu. S'il est vrai qu'il y a quelques années encore, les travaux de l'OCDE dans ce domaine étaient bel et bien consacrés au « déclin » urbain, cette fois-ci les ministres se sont rencontrés pour étudier le « développement » et les « possibilités » des zones urbaines.

Mais, bien que le « déclin » ne soit plus à l'ordre du jour, les « problèmes urbains » demeurent. Les villes connaissent principalement deux sortes de difficultés économiques : nombre d'entre elles se sont transformées à la suite des mutations structurelles, leur assise industrielle ayant été érodée, voire éliminée, par la régression des industries lourdes traditionnelles ; des mesures budgétaires, prises en général par le gouvernement central, ont considérablement limité les ressources dont disposent les municipalités pour financer les services qu'elles sont tenues d'assurer. Ce double

resserrement a eu des incidences non seulement sur la qualité des services publics administrés localement (pompiers, police, voirie, transports, éducation, loisirs...) mais aussi sur le niveau des prestations sociales (accueil des jeunes et des personnes âgées, services de santé) et, plus encore, sur la construction de logements. Quant aux ressources destinées à la protection et à l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie, elles ont, dans bien des cas, été amputées plus sévèrement encore.

La ville – pôle d'activité économique

Si les zones urbaines ont été gravement touchées par les problèmes que l'on vient d'évoquer, elles n'en ont pas moins un potentiel considérable pour édifier une nouvelle base économique. Malgré le déclin des activités industrielles, les villes possèdent probablement encore l'infrastructure nécessaire, des locaux industriels et commerciaux, des logements susceptibles

d'être rénovés, des réseaux de transports et de communication et, chose regrettable mais de première importance, une abondante réserve de main-d'œuvre : les chômeurs.

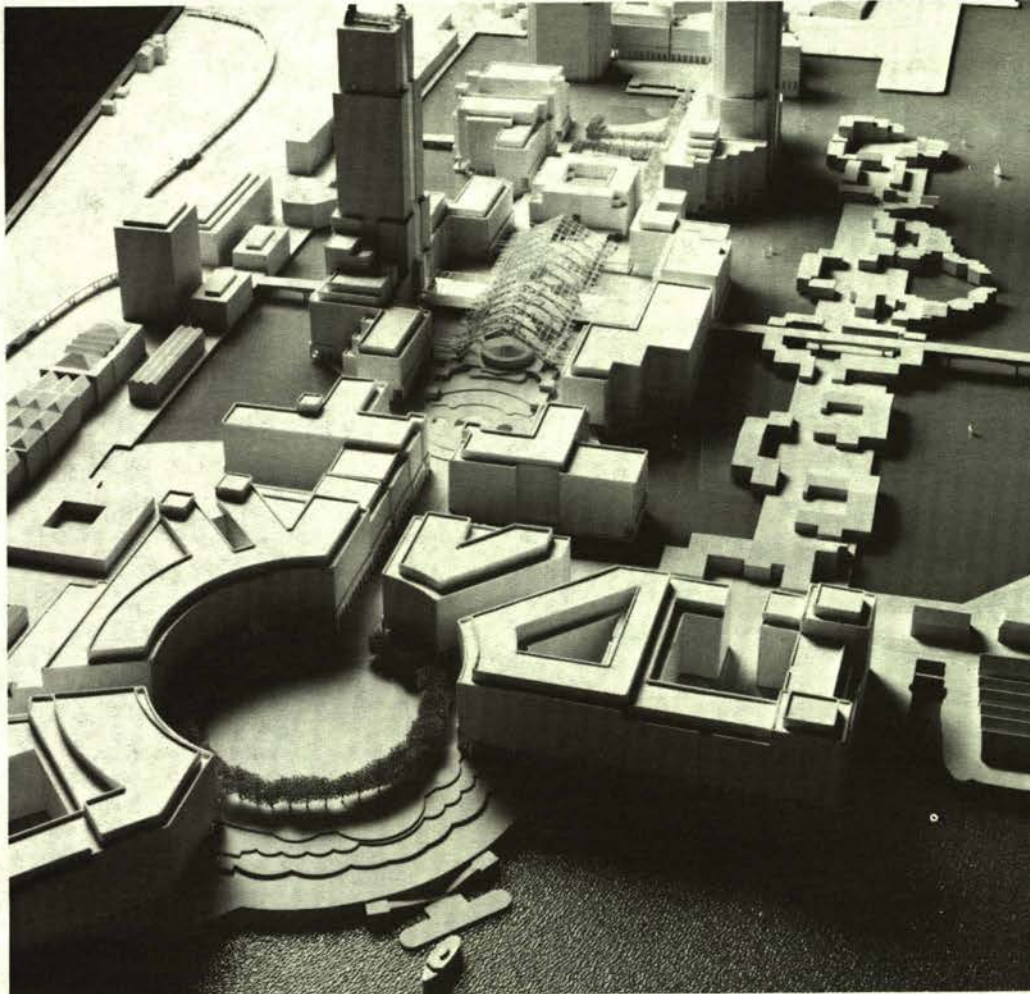
Afin de tirer parti de ces ressources, les gouvernements mettent maintenant sur pied des politiques pour encourager de nouvelles activités économiques dans les zones urbaines, complétant ainsi d'autres politiques destinées, elles, à amortir l'impact des mutations structurelles. Bien que l'économie de nombreuses villes se soit dégradée, la population urbaine représente encore près de 75 % de la population totale des pays de l'OCDE. De plus, les villes ont longtemps été le moteur de la croissance économique nationale, de sorte que l'on considère à l'heure actuelle que les centres-villes constituent un terreau propice aux innovations et à l'activité des entreprises. Le défi qu'ont à relever les pouvoirs publics : créer le climat où ce potentiel pourra se réaliser.

Dans ce contexte, les ministres des affaires urbaines se sont particulièrement intéressés aux initiatives prises aux Etats-

Unis et au Royaume-Uni, deux pays qui dans le passé (leurs politiques actuelles sont différentes) ont accordé des aides financières pour stimuler l'investissement du secteur privé dans les zones urbaines en déclin. Le programme britannique pour la régénération de l'économie urbaine, pré-

Assistance Grants — UDAG) a permis de mobiliser six dollars du secteur privé pour chaque dollar dépensé. « Le programme s'adressait aux villes qui en avaient le plus besoin et a financé un développement qui n'aurait pas pu avoir lieu sans cela. »

La régénération des centre-villes doit



Maquette de la réhabilitation d'une partie des docks de Londres.

senté par le ministre John Patten, prévoit d'importantes dépenses publiques pour le remplacement des infrastructures (par l'intermédiaire de sociétés de développement urbain spécialement créées dans six villes : Londres, Liverpool, Manchester, Birmingham, Newcastle et Teesside). Les subventions accordées aux nouvelles entreprises qui s'implantent dans les centre-villes, et à d'autres projets de petite taille, ont réussi à attirer d'importants investissements privés. « Pour chaque livre avancée par les pouvoirs publics, le secteur privé quadruple la mise », a affirmé le ministre. « C'est ce que nous appelons un bon rendement, et c'est ce que nous recherchons pour tous nos programmes urbains. »

Les Etats-Unis ont réussi à obtenir encore davantage du secteur privé. Alfred C. Moran, du ministère américain du logement et du développement urbain, explique que le programme de subventions au développement urbain (*Urban Development*

être encouragée non seulement parce qu'elle maximise la croissance économique nationale en mobilisant des ressources inutilisées, surtout les chômeurs, mais aussi parce qu'elle joue un rôle préventif contre la marginalisation sociale. Tâche où les mesures purement économiques risquent d'être insuffisantes.

Qui doit financer ?

Le transfert de certains services urbains au secteur privé peut se traduire par une meilleure gestion et une diminution du coût global (par des économies budgétaires au niveau central ou local et, par voie de conséquence, pour le contribuable), mais cette solution est parfois loin d'être équitable si le consommateur doit payer et si les utilisateurs effectifs ou potentiels font partie des défavorisés.

L'on a toujours considéré comme allant de soi que la collectivité fournissait les services publics et que leurs coûts étaient supportés par le contribuable. Depuis un certain temps cela est remis en question.

Outre les limites imposées par la dégradation de la situation financière du secteur public, l'évolution démographique et sociale — notamment la proportion croissante de personnes âgées, l'augmentation du nombre de femmes ayant une activité professionnelle, l'extension du temps libre — a modifié la structure de la demande de services, notamment de services publics urbains. Simultanément, la régression des activités industrielles implantées dans les villes a non seulement déplacé l'activité économique et modifié la composition de la population, mais aussi accentué la concentration dans les villes des couches sociales défavorisées, partant créé une pression plus forte sur les ressources publiques.

Confrontés à ces pressions, les pays de l'OCDE ont été contraints de rechercher des solutions qui permettraient d'améliorer l'efficacité et la rentabilité des services urbains pour fournir des services adéquats à un bon rapport qualité/prix, qu'ils soient payés par l'utilisateur ou par le contribuable. Pour que les services soient mieux adaptés aux conditions sur place, certains d'entre eux ont été décentralisés et, parfois, confiés aux collectivités locales, ou bien aux organisations à but non lucratif et aux entreprises privées. Enfin, lorsque cela était possible, les gouvernements ont cherché à répercuter au moins une partie des coûts sur les usagers.

Dans certains pays, cette évolution s'explique simplement par les contraintes financières. Ailleurs, elle correspond aussi au libéralisme économique des gouvernements en place — c'est notamment le cas au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Allemagne et, plus récemment, en France. Tandis que les pays scandinaves ont clairement réaffirmé leur ferme attachement à la notion de service public gratuit, ou fortement subventionné, le ministre britannique s'est fait l'interprète de ceux qui pensent que le secteur public ne peut ni ne doit tout faire. En particulier, a-t-il dit, « les collectivités locales de mon pays ont reçu des instructions pour lancer des appels d'offre pour tout un éventail de services, notamment le nettoyage, l'enlèvement des ordures, l'entretien des bâtiments et des véhicules ».

Que les services soient fournis par des entreprises privées et non en régie ne veut pas dire automatiquement que c'est l'utilisateur qui paie. Les deux décisions sont distinctes. Faire une place au secteur privé peut simplement signifier que l'argent des contribuables finance les salariés d'une entreprise plutôt que des fonctionnaires. Pour répondre aux préoccupations exprimées par les ministres finlandais, suédois et autrichien, John Patten qualifie, sous l'angle réduction des coûts, de « fausse dichotomie » l'argument selon lequel on devrait choisir entre « l'aspect social et l'aspect économique ». Néanmoins, tout le monde a considéré que, dans les économies mixtes des pays de l'OCDE, le vrai problème était de trouver un équilibre entre les deux. ➤

Le logement

C'est à propos du logement que la préoccupation a été la plus vive et la division entre partisans public-privé la plus nette. Tous les ministres sont pourtant tombés d'accord pour privilégier l'entretien et la réhabilitation du parc existant plutôt que la construction de grands ensembles comme dans les années 50, 60 et 70. Si tous les pays semblent avoir les mêmes objectifs lorsqu'il s'agit de loger leurs citoyens, ils diffèrent sur les moyens à mettre en œuvre. La plupart encouragent l'accession à la propriété, en confiant au secteur privé la responsabilité de construire les logements, mais ils reconnaissent que les pouvoirs publics doivent en faciliter le financement par des prêts à taux d'intérêt raisonnables et offrir des incitations fiscales adéquates. Ils soulignent également qu'il faut fournir des logements locatifs privés, mais ont des opinions différentes sur les moyens les plus efficaces d'en assurer une offre suffisante tout en empêchant les loyers de grimper à des niveaux prohibitifs.

D'après un rapport de l'OCDE préparé à l'intention des ministres, les conditions de logement s'améliorent en général dans les pays Membres, mais des « poches » de logements de qualité déficiente subsistent, en particulier dans les centre-villes en déclin où se regroupent les chômeurs et les minorités ethniques. Dans les pays où l'offre et la demande s'équilibrent à peu près, l'on s'occupe maintenant davantage du réinvestissement dans la réhabilitation des logements existants. Au contraire, là où il y a pénurie (en particulier dans les grandes villes du bassin méditerranéen), la construction neuve représente encore l'essentiel des budgets, sans exclure, bien entendu, les réinvestissements.

Pour que les pouvoirs publics puissent concentrer leurs ressources-logement sur les moins privilégiés, les abattements fiscaux sont considérés comme un moyen souhaitable, voire essentiel, d'encourager l'accession à la propriété. Le coût pour le budget de ces mesures s'est pourtant accru considérablement ces dernières années, en raison notamment des aides accordées à l'amélioration des logements et à des travaux d'économies d'énergie. Certains gouvernements de l'OCDE ont cherché à enrayer cette augmentation en instaurant des plafonds sur les déductions d'intérêts hypothécaires ou même en les supprimant purement et simplement. D'autres mesures dans ce sens risqueraient toutefois de se heurter à une vive résistance.

Certains pays estiment que garantir un toit à tous les citoyens est un devoir social du gouvernement. D'autres préfèrent un bon équilibre public-privé. Mais le problème de location dans les centre-villes demeure, et le gouvernement britannique, par exemple, s'efforce de reconstituer une gamme diversifiée de logements locatifs. Répon-



La Piazza del Popolo livrée aux cyclistes au cours d'une journée spéciale « sans voitures ». D'ores et déjà, une partie du Rome historique est interdite, de façon permanente, à la circulation automobile.

dant à ses homologues scandinaves et autrichien, qui insistent sur la responsabilité sociale des pouvoirs publics en la matière, le ministre britannique les a invités à « visiter les immenses ensembles » dans son pays, qui, à ses yeux, « illustrent l'échec d'une politique axée sur des objectifs sociaux ». En réponse à quoi le ministre suédois du logement, Hans Gustafsson, souligne le besoin d'« un équilibre entre les différentes possibilités » et remarque que 78 % des Suédois sont propriétaires de leur logement.

En Finlande, « un tiers de la population rencontre des difficultés pour se loger », selon Matti Ahde, ministre de l'environnement. « Il s'agit en majorité de citadins. Ils ne peuvent résoudre eux-mêmes leurs problèmes, de sorte que les gouvernements ou les municipalités doivent intervenir ». Le principal problème, en Finlande, est la pénurie de logements locatifs : « de nombreux appartements sont vides en même temps que les gens font la queue pour en louer ». Ce problème est courant dans beaucoup de pays où les lois visant à protéger les locataires ont souvent eu pour effet de tarir l'offre.

C'est ce qui s'est passé en France, par exemple, mais Pierre Méhaignerie, ministre du gouvernement arrivé au pouvoir en mars 1986, a annoncé à la conférence qu'il prévoyait de « libérer progressivement les loyers afin d'éliminer les effets pervers de l'ancienne loi (d'encadrement des loyers) ».

L'amélioration de l'environnement urbain

Si les opinions varient sur les actions prioritaires, les ministres sont d'accord sur la nécessité de protéger et d'améliorer l'environnement urbain qui, en dehors du manque d'arbres et d'espaces verts, est particulièrement exposé à la pollution de l'air et de l'eau, au bruit, à la décrépidité des monuments historiques et à toutes les nuisances liées à la circulation. Ils se sont montrés soucieux d'améliorer la qualité de la vie dans les villes et sont décidés à prendre les mesures nécessaires, non seulement pour rendre les centres urbains plus vivables, mais aussi pour renforcer la compétitivité des villes et y attirer et maintenir des activités économiques.

Les pays scandinaves sont particulièrement préoccupés par la pollution de l'air et de l'eau ainsi que le bruit dans les villes. D'ici à 1993 « les émissions de soufre en Finlande doivent diminuer de moitié par rapport à leur niveau de 1980, et l'essence sans plomb sera le carburant le moins cher », selon Matti Ahde. Le ministre norvégien, Leif Haraldseth, a lui aussi noté qu'« il est essentiel de réduire les émissions des gaz d'échappement et de résoudre le

problème de la circulation». Pour le ministre danois, Christian Christensen, améliorer l'environnement signifie «éliminer la pollution de l'air et le bruit», ajoutant qu'il faut également stopper la dégradation et la décrépitude des bâtiments existants et restaurer les quartiers historiques.

En Italie aussi, la circulation pose un problème particulier, même s'il n'est manifestement pas le seul. D'après Mario Tassonem, la circulation constitue un facteur déterminant de la qualité de la vie et doit être planifiée comme n'importe quel autre aspect de l'environnement. «Nous voulons par ailleurs créer des parcs et des jardins, et restaurer et mettre en valeur les centres historiques de nos villes.» Volonté partagée par la France. Pierre Méhaignerie a précisé que cette politique a été appliquée à toutes les grandes villes, et pas seulement à Paris, et que l'on a pris soin que les nouvelles constructions soient d'une architecture et d'une qualité dignes des bâtiments existants. Autre préoccupation française : réhabiliter les banlieues de certaines grandes villes.

En Turquie, l'amélioration de l'environnement a surtout consisté à démolir ou à reconverter des locaux industriels désaffectés situés dans les zones urbaines. Le ministre a souligné que les installations industrielles étaient la principale source de pollution en ville. «Nous avons lancé un programme de rénovation urbaine à Istanbul qui prévoit la destruction de 2 500 lots industriels et commerciaux et de 8 000 logements pour aménager des parcs et des jardins de part et d'autre de la Corne d'Or.» Quant aux Pays-Bas, ils ont plutôt opté pour le réaménagement des quartiers industriels anciens.

«En Espagne,» a expliqué Juan Ignacio de Zumarraga Zunzunegui, directeur général de l'Institut de l'aménagement urbain et du territoire, «la politique de développement urbain et de l'environnement a quelque peu évolué. Notre stratégie consiste à ralentir la dégradation des centres anciens et à leur redonner vie pour en préserver l'intégrité. Autrefois, nous nous efforcions d'aménager le développement des villes à la périphérie, de créer des ceintures vertes, etc.» Le problème de la pollution atmosphérique due à la circulation routière est traité, en Espagne aussi, dans le cadre d'une politique générale visant à améliorer la qualité de la vie dans les villes.

* * *

En examinant l'amélioration de l'environnement, les ministres n'ont évoqué que peu les contraintes financières et personne n'a demandé au secteur privé ou aux utilisateurs de la financer. Ils considèrent manifestement la réduction de la pollution et la protection de l'héritage culturel comme un défi enthousiasmant et les problèmes et carences passés et présents comme un tremplin pour l'avenir. ■

Produits plus sûrs pour les consommateurs

par Nils Ringstedt¹



Dans «la maison géante», l'adulte, ramené à la taille d'un enfant de 2-3 ans, prend conscience des dangers qui guettent les tout petits dans leur univers habituel. (Exposition en 1984 à la station de métro Auber à Paris.)

Le nombre d'accidents domestiques est souvent sous-estimé. Un exemple : 2 356 personnes sont mortes à la suite d'un tel accident aux Pays-Bas (14 millions d'habitants) en 1983, et plus de deux millions ont dû avoir recours à des soins médicaux, dont 700 000 en milieu hospitalier. La même année, il y a eu 57 morts d'un accident du travail et 1 804 d'accidents de la circulation.

Et il ne s'agit nullement d'une exception. Dans tous les pays de l'OCDE qui collectent des données sur ce sujet, les blessures et les décès provoqués par des accidents domestiques et par les jeux sont, en général, plus nombreux que ceux des accidents de la route ou du travail. De toute évidence, les produits de consommation n'en sont pas, en tant que tels, les seules causes directes. Les chutes, par exemple, sont à l'origine de la majorité des accidents qui ont lieu à la maison (75 % aux Pays-Bas et 62 % au Royaume-Uni), le «produit» coupable étant inévitablement la plupart du temps l'escalier. Mais trop fréquemment

des produits de consommation mal conçus ou mal utilisés sont impliqués.

Le système de notification que gère le comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE fournit des informations sur les produits qui se sont révélés dangereux, qui ont fait l'objet d'un rappel ou ont été interdits. Selon les données recueillies, les produits de consommation qui sont à l'origine d'accidents comprennent tant des articles nouveaux, relativement «exotiques», que des articles très courants.

Le nombre et la gravité de ces accidents ainsi que le coût qu'ils font supporter aux services de santé, sans oublier la pression des médias et des groupements de con-

1. Président du groupe de travail sur la sécurité des produits de consommation, comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE.

700 personnes ont été électrocutées aux Etats-Unis en faisant entrer en contact des antennes Citizen's Band avec des lignes électriques. Depuis, une norme de sécurité a été imposée. Ci-contre : cibiste en France.

sommateurs, ont amené les pouvoirs publics, les fabricants et les distributeurs à aborder de façon plus systématique les problèmes de la sécurité des produits et à réviser les méthodes institutionnelles et juridiques qui s'y appliquent. Pour leur faciliter la tâche, le comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE vient de passer en revue les systèmes mis en place par les pays Membres².

Le poids de la loi

Il ressort de cette étude que la grande majorité des pays industrialisés dispose des moyens nécessaires pour mettre au point des mesures assurant la sécurité des produits. Dans bien des pays, les dispositions prises dans le domaine des industries alimentaires (et pharmaceutiques) et des appareils ménagers, ont précédé les mesures plus générales, de sorte que certains systèmes — l'allemand, le néerlandais et le suisse — sont fondés sur des lois concernant des catégories particulières de produits.

Par contre, en Australie et dans les pays nordiques, c'est principalement une législation rigoureuse à l'égard des pratiques commerciales (au sens le plus large) qui régit la protection des consommateurs, la sécurité des produits étant considérée comme une composante d'un échange équitable.

D'autres pays, notamment la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, ont depuis les années 70 donné la préférence à une législation générale qui fixe les principes de base de la sécurité des produits, permet de réglementer certains types de produits, le cas échéant, et de régler les problèmes d'après-vente. Ainsi aux Etats-Unis le *Consumer Product Safety Act* s'applique-t-il à pratiquement tous les produits de consommation, à l'exception de ceux qui sont couverts par une réglementation spécifique (produits alimentaires, pharmaceutiques et automobiles) ; la compétence de la commission de la sécurité des produits de consommation, mise en place par cette loi, s'étend à plus de 15 000 produits. Si elle estime un produit dangereux, elle peut édicter une réglementation spéciale, imposer le rappel du produit, voire l'interdire.

Au Royaume-Uni, le principal texte est le *Consumer Safety Act* de 1978, dont l'application relève d'un service de la sécurité des consommateurs auprès du ministère du commerce et de l'industrie. Ce



service peut faire appel à quatre types de mesures obligatoires :

- réglementations relatives à la sécurité, qui fixent pour certaines catégories de produits des règles à long terme — l'étiquetage obligatoire, par exemple
- arrêtés d'interdiction, pris pour un an au maximum, à l'égard de produits considérés comme dangereux
- avis d'interdiction, dont l'effet est analogue à celui des précédents, mais qui s'appliquent à un seul fournisseur
- « avis de mise en garde », lorsque de grandes quantités de produits dangereux ont déjà été achetées.

En France, la loi du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs, a institué une commission composée de magistrats, d'experts et de représentants d'associations de consommateurs et d'organisations professionnelles. Elle a des pouvoirs surtout consultatifs, mais peut néanmoins recommander des mesures préventives. Le pouvoir réglementaire relève de différents ministères qui peuvent ainsi émettre des injonctions et ordonner le contrôle et la mise à l'essai de différents biens et services.

Mesures volontaires

Que la réglementation soit générale ou s'applique à un produit déterminé, les mesures « volontaires », c'est-à-dire l'auto-discipline des fabricants, ont aussi un rôle à jouer. Une coopération s'établit de plus en plus fréquemment entre ces derniers et les pouvoirs publics. Un exemple : l'industrie du jouet au Japon. Pour obtenir le label ST

(« safe toy » ou jouet sans danger), le jouet doit être soumis à un essai-type effectué par un organisme d'inspection agréé conformément à la loi sur la normalisation industrielle. Les normes pour l'obtention du label (valable deux ans) sont mises au point par une commission spéciale de l'association japonaise du jouet, et qui comprend des représentants des administrations et des organisations de consommateurs, des experts, des fabricants et des distributeurs. A l'heure actuelle, plus de 90 % des jouets mis en vente sur le marché japonais portent le label ST.

La Suède est un autre pays où la coopération entre branches d'industrie-pouvoirs publics est devenue la règle ; des mesures obligatoires ne sont envisagées que lorsqu'elles sont jugées indispensables.

Une telle coopération veut dire aussi que l'initiative d'imposer des règles obligatoires puisse être prise par les fabricants. Un exemple : les antennes CB (Citizen's Band) aux Etats-Unis qui ont provoqué, de 1975 à 1977, période où leur vente a culminé, de nombreux décès et blessures. Quelque 700 personnes ont ainsi été électrocutées en posant ou en retirant d'une station de base CB des antennes omnidirectionnelles qui entraient en contact avec des lignes électriques. Après enquête, la commission de la sécurité des produits de consommation a exigé des fabricants qu'ils apposent une étiquette mettant en garde contre le risque d'électrocution. Trois ans plus tard,

2. Sécurité des produits — Mise au point et application de mesures de protection, OCDE, Paris, à paraître prochainement.

elle a dû constater que les accidents étaient encore trop nombreux. La branche a fait savoir, en 1982, après discussions avec les industriels notamment sur la possibilité d'une norme volontaire, que ses membres estimaient qu'une norme obligatoire serait mieux respectée ; la commission a agi en conséquence.

Mécanismes du marché

Contrôle exercé par les pouvoirs publics, autodiscipline des fabricants et des distributeurs, les méthodes de protection des consommateurs sont diverses et complémentaires mais ne peuvent en tout état de cause être crédibles que si elles sont effectivement appliquées.

La tâche de faire respecter la législation sur la sécurité des produits de consommation n'incombe pas aux mêmes autorités dans les différents pays. Au Royaume-Uni, ce sont les services des normes commerciales des conseils de comté, en France, les fonctionnaires chargés de la concurrence et de la protection des consommateurs, les inspecteurs des poids et mesures, les douaniers, les services vétérinaires, les inspecteurs de la santé et du travail, les pharmaciens et la police. Le Canada a des inspecteurs régionaux chargés uniquement de cette question.

Les problèmes d'application sont dus, dans la plupart des pays de l'OCDE, au fait que les organismes de surveillance ont affaire à des marchés dynamiques sur lesquels des produits nouveaux arrivent en flux continu et les produits existants sont constamment modifiés. Mais ces organismes manquent aussi de personnel et de moyens techniques. La quantité et la diversité des produits, les innovations réelles ou prétendues, des modifications techniques minimales, ou même importantes, apportées à des produits extrêmement complexes, leur posent un défi permanent, notamment un problème de coût/efficacité et donc de priorités. Outre la pénurie de ressources, ils se heurtent aussi à d'autres obstacles lorsqu'il s'agit d'identifier un produit dangereux :

- manque d'expérience pratique lorsque l'intervention de l'Etat dans le domaine de la sécurité des produits autres qu'alimentaires est récente
- mauvaise coordination entre des services d'inspection indépendants et insuffisance des communications entre ces services et les ministères
- organisation inadéquate des commerçants et des industriels, ce qui rend difficile la consultation des fabricants, des importateurs et des commerçants, tant au niveau de la préparation d'une réglementation que du contrôle de la bonne application des mesures prises
- sur le plan international, échanges d'informations insatisfaisants et absence de coopération entre les services chargés du contrôle et les autorités administratives, carence qui est particulièrement grave lorsque les produits dangereux font l'objet d'un commerce international

- sanctions souvent relativement faibles en cas d'infraction.

En tout état de cause, l'efficacité des organismes de surveillance est difficile à évaluer. Les produits de consommation qui peuvent être considérés comme dangereux sont relativement peu nombreux par rapport à la totalité des biens sur le marché. Le public et les professionnels jugent donc ces organismes sur leur aptitude à détecter les quelques cas extrêmes dans lesquels des produits causeraient directement un dommage aux consommateurs. Pour ce faire, ils doivent surveiller un vaste marché et donc aussi inévitablement déterminer quelles légères infractions pourraient, du point de vue du rapport coût/efficacité, être tolérées.

Coopération intergouvernementale

Au niveau international, la sécurité des produits pose un problème particulièrement complexe car les législations nationales diffèrent tant dans leurs principes fondamentaux et leur champ d'application que dans leur définition de produit « sûr ». Or la mise sur pied de normes divergentes ou leur application — interdiction ou rappels — peut faire directement obstacle aux flux des biens et des services entre pays. C'est pourquoi des institutions internationales et européennes ont été chargées d'un travail d'harmonisation. Des problèmes demeurent cependant, car les réglementations et les normes nationales se multiplient rapidement et l'élaboration de normes internationales a pris un retard considérable.

L'existence (et parfois la création délibérée) de réglementations nationales divergentes concernant la sécurité est, depuis de nombreuses années, l'exemple classique d'obstacles non tarifaires aux échanges. Ces réglementations sont d'une application particulièrement facile et donnent l'occasion, notamment aux organismes de défense des consommateurs, relayés par les médias, de faire la preuve de leur vigilance dans la défense de la santé et de la sécurité.

Si tout le monde reconnaît, en théorie, que des produits qui sont considérés comme dangereux pour les consommateurs d'un pays devraient l'être aussi au-delà des frontières, cette notion n'a pas encore une incidence pratique manifeste lorsqu'il s'agit, par exemple, de faire appliquer des interdictions ou des rappels. D'un autre côté, la découverte de produits étrangers présentant un risque que l'on n'avait pas soupçonné peut donner à un pays l'occasion d'imposer des restrictions à l'importation qui vont plus loin que celles qu'exigeaient les biens dangereux en cause.

Propositions

Que faire pour améliorer la sécurité des produits ? Il n'existe pas de panacée dans un domaine où de très nombreux facteurs

techniques, économiques et socio-culturels entrent dans la définition du mot « sûr ». Les suggestions du comité sont les suivantes :

- Même si les données quantitatives ne suffisent pas — un élément subjectif entre souvent en jeu —, elles sont une base importante pour corroborer une mesure proposée, définir des priorités ou opposer des preuves chiffrées à la branche d'industrie en cause. C'est pourquoi il faut à la fois poursuivre la mise au point de systèmes de collecte des données liés aux enquêtes sur les produits de consommation³ et envisager l'utilisation plus systématique d'autres sources disponibles, y compris les réclamations des consommateurs. La mise au point d'un plan de codage international pourrait améliorer la comparabilité des statistiques nationales sur les accidents.

- Pour renforcer la transparence du processus de prise de décisions, les gouvernements devraient expliciter pourquoi ils ont décidé d'agir, indiquer les étapes de la procédure qui sera suivie, expliquer les raisons qui les ont amenés à choisir telle solution, les méthodes de surveillance des mesures prises et l'évaluation de leur efficacité par rapport aux objectifs fixés. Il faudrait aussi examiner la possibilité d'une autoréglementation par la branche d'industrie ou de directives facultatives qui seraient, par exemple, négociées entre les organisations professionnelles et les autorités. Si des mesures volontaires présentent des avantages — participation de la branche, souplesse et moins d'argent public dépensé pour la mise au point et l'application — il ne faut pas oublier leurs limites éventuelles : un champ d'application incomplet, par exemple, risquerait de les rendre moins efficaces et de provoquer des distorsions en matière de concurrence.

- Lorsqu'ils mettent au point des mesures dans ce domaine, les gouvernements devraient s'inspirer de toute expérience significative d'autres pays et tenir compte aussi des normes et des méthodes d'essai internationales. L'incidence des mesures de sécurité sur le commerce entre pays devrait faire partie intégrante des décisions. En matière d'application, il est important d'assurer l'existence de mécanismes de coordination entre les autorités douanières et celles qui sont chargées de la sécurité des produits.

- Les autorités responsables devraient entreprendre une analyse critique du dispositif d'application des mesures déjà prises, y compris la coordination des flux d'information entre les divers groupes concernés. Il faudrait aussi faire appel de manière appropriée à des organes décentralisés, dont les groupements locaux de consommateurs et les centres chargés de conseiller ces derniers.

3. Des systèmes de ce type existent dans six pays : Canada, Etats-Unis, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

Assurance-vie : un bon investissement ?

L'assurance-vie est un secteur important dans les pays de l'OCDE où s'effectuent 95 % des investissements mondiaux dans des polices de ce type. En 1984, les primes d'assurance-vie dans la zone OCDE ont absorbé 205 milliards de capitaux frais et cette branche est l'un des principaux relais de l'investissement dans l'industrie, tant sur le plan national qu'international.

L'assurance-vie est, pour la plupart des particuliers, à la fois une forme de protection et un mode d'épargne. Elle atténue les perturbations financières lorsque disparaît le chef de famille mais elle peut aussi comporter des dispositions pour sa retraite. A ce titre, les plans de retraite souscrits auprès de compagnies d'assurance-vie complètent (et dans certains cas remplacent) les systèmes de retraite de l'Etat. Dans ces cas, l'assurance-vie allège l'une des principales charges financières qui, de nos jours, incombent aux gouvernements. En contrepartie, ces derniers accordent, dans beaucoup de pays, des abattements fiscaux sur les primes d'assurance-vie et sur le produit des polices et aussi, parfois, certains avantages aux compagnies. Deux principales exceptions à cette règle : l'Australie et le Royaume-Uni. Ce dernier pays a supprimé en 1984 les abattements fiscaux sur les primes, considérant qu'ils étaient à l'origine de distorsions sur les marchés de l'épargne et des capitaux ; l'Australie a fait de même en 1985 dans le cadre d'une importante réforme fiscale.

Le nombre de plans de retraite volontaires associés à l'assurance-vie devraient augmenter à l'avenir, tout au moins dans les pays et les secteurs où les systèmes de retraite de l'Etat ou de l'employeur sont considérés insuffisants. L'efficacité des systèmes qui ne reposent pas sur la capitalisation soulèvent, en particulier, des questions en raison de l'inflation, de la proportion croissante de non-salariés (soit déjà à la retraite, soit chômeurs) et de la diminution générale de la population.

L'assurance-vie est, dans tous les pays de l'OCDE, soumise à une surveillance plus ou moins stricte de la part des pouvoirs publics. Aux Etats-Unis, la responsabilité en incombe à chaque Etat. Dans la Communauté européenne également, chaque pays a ses propres lois, même si, depuis 1979, la « directive portant coordination des dispositions concernant l'accès à l'assurance-vie et son exercice » a harmonisé certaines règles de base. Les mesures réglementaires appliquées dans les pays de

Souscrire une police d'assurance-vie n'est pas chose facile. Un rapport de l'OCDE préconise une plus grande transparence pour permettre aux consommateurs de choisir en connaissance de cause¹.

l'OCDE comprennent notamment le contrôle de l'accès à la branche, par le biais des obligations imposées pour l'agrément des compagnies, et la surveillance continue de la solvabilité des entreprises existantes.

Pour ce qui est du contrôle de l'accès, les principales différences entre pays concernent le régime appliqué aux entreprises étrangères. Si ces dernières sont presque partout autorisées à exercer leurs activités, dans la pratique, elles peuvent rencontrer des difficultés lorsqu'il s'agit d'avoir accès à un marché (c'est le cas au Japon, par exemple). Au Canada et en Australie, les compagnies d'assurances étrangères ont, depuis toujours, une part importante du marché, et le Royaume-Uni les autorise à placer des polices sans être installées dans le pays — attitude particulièrement libérale. La directive prise en 1979 par la CEE a ouvert le marché des pays membres, mais seulement aux entreprises ayant leur siège dans d'autres pays de la Communauté.

Les gouvernements doivent aussi — et c'est peut-être plus important que la question d'accès — veiller à la solvabilité et à la viabilité à long terme des compagnies d'assurance-vie, ce qui se justifie par la durée de leurs engagements. Les compagnies sont tenues non seulement de conserver un excédent d'actifs représentant un pourcentage obligatoire des primes qu'elles encaissent, mais aussi de proposer au public des assurances-vie à un prix raisonnable. Cet objectif peut être atteint soit en faisant confiance aux mécanismes du marché, soit en imposant des formules pour le calcul des primes, des valeurs de rachat, des prêts sur police et des intérêts sur les montants exigibles. Toutefois, ce genre de réglementation limite forcément la portée d'une concurrence par les prix entre les compagnies et, dans de nombreux pays, les assurances sont de fait soustraites au droit de la concurrence.

Une multitude de plans

La diversité des polices d'assurance-vie est très grande et les consommateurs ont toujours eu des difficultés à opter pour celle qui convient le mieux à leurs besoins. Le choix fondamental est entre la police qui confère uniquement une protection et celle qui offre protection et moyen d'épargne à la fois. Les *polices temporaires* se rangent dans la première catégorie et constituent la garantie la moins coûteuse, mais elles n'ont aucune valeur de placement. Quatre autres types de polices, notamment, comprennent un élément-placement. Les *polices vie entière* restent en vigueur pendant toute la vie de l'assuré, le montant souscrit étant versé à son décès, mais elle comporte un élément-épargne dans la mesure où l'assuré peut y mettre fin à tout moment en obtenant le remboursement de la valeur de rachat de sa police. Les *polices dites universelles* comportent des frais distincts pour la protection et l'élément-épargne et leur taux de rendement est plus facile à déterminer (meilleure transparence). Les *polices d'assurance-vie à capital variable* ont un élément-épargne qui repose sur un portefeuille de titres géré soit par la compagnie d'assurance elle-même, soit par un établissement d'investissement distinct, et leur rendement est également plus facile à déterminer que celui des polices vie entière et d'assurance mixte. Ces dernières représentent une forme populaire d'assurance à caractère de placement, qui permet au titulaire de recevoir le montant de la police s'il est en vie à l'arrivée de l'échéance fixée.

Les polices proposées diffèrent surtout quant aux valeurs de rachat et aux parts de bénéfice versées sur les polices avec participation aux bénéfices. La valeur de rachat est le montant que perçoit le titulaire d'une police lorsqu'il y met fin avant décès ou avant échéance. Cette valeur est faible les premières années en raison du montant élevé des frais imputés au début et de la commission de l'agent. Le titulaire de la police a la possibilité de la geler, ou de la rendre « entièrement libérée de primes », ce qui met fin au versement de primes ultérieures, sa garantie étant réduite en proportion sans modification de la date d'échéance.

Les polices assorties d'une participation aux bénéfices (obligatoires dans certains

1. Les consommateurs et l'assurance-vie, OCDE, Paris, à paraître.



Les intermédiaires jouent un rôle déterminant dans le bon fonctionnement de l'assurance-vie et dans les options proposées à la clientèle.

pays) confèrent aux titulaires des bonus supplémentaires calculés d'après les résultats financiers de la compagnie. La valeur de l'élément-placement s'en trouve accrue, mais, pour une garantie identique, les primes sont plus élevées. Le bonus peut être réinvesti dans la police ou encaissé avant l'échéance de celle-ci. Quant aux polices ne comportant pas de participation aux bénéfices, elles sont dépourvues de tout aléa : les primes sont fixes, de même que la somme assurée, et le versement en espèces est garanti.

Il est important pour le consommateur de faire le bon choix tant pour ce qui est du taux de rendement de son épargne que de la valeur de rachat. Il doit pouvoir comparer le rendement avec ceux qu'il pourrait obtenir d'autres formes de placement et être certain de percevoir une valeur de rachat raisonnable si les circonstances le contraignent à mobiliser prématurément sa police. L'un des principales difficultés provient simplement d'un manque de connaissances ou de compréhension des mécanismes de l'assurance-vie.

Dans certains pays, les gouvernements ont pris des mesures pour fournir aux consommateurs des données de base sur les différentes catégories d'assurance-vie, mais le particulier doit autant que possible se renseigner ailleurs, y compris auprès des intermédiaires et des compagnies elles-mêmes. Il n'en est pas moins difficile, faute de critères objectifs reconnus par tous, de comparer les taux de rendement de divers instruments de placement ou même de tel type de plan proposé par différentes compagnies. De plus, les consommateurs doivent se fonder sur des résultats passés pour apprécier une police qui peut aller loin dans l'avenir.

Même si, d'après certains critiques, elle n'est pas exempte de lacunes, la méthode

de rendement dit de Linton, par laquelle on calcule le taux de rendement de l'épargne, peut permettre d'évaluer les systèmes d'assurance-vie comportant un élément de placement. Elle donne incontestablement certaines indications valables, et des études comparatives, menées notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, ont fait apparaître de fortes variations des taux de rendement, aussi bien entre des systèmes d'assurance-vie et d'autres instruments de placement qu'entre les polices émises par différentes compagnies. Le consommateur peut de même essayer de distinguer entre les diverses conditions proposées en matière de valeurs de rachat qui sont cependant, d'une manière générale, faibles au cours des premières années de la police.

Faute d'informations suffisantes, le consommateur, dans beaucoup de pays, a également du mal à comparer les éléments de protection et d'épargne. S'il est britannique ou américain, son choix est facilité par l'existence de polices dites universelles et les polices à capital variable, plus transparentes, même si l'on a accusé la publicité de surévaluer les taux de rendement de certaines d'entre elles. S'il ne dispose pas de renseignements faciles à consulter et fréquemment mis à jour sur ces taux, le consommateur ne peut pas évaluer les systèmes d'assurance mixte et d'assurance-vie entière en les comparant aux polices dites universelles ou à la formule qui associe une assurance temporaire à un plan d'épargne distinct.

Certains pays ont essayé, ces dernières années, d'améliorer la publication d'informations, de manière à simplifier les comparaisons entre les formules d'assurance-vie et d'épargne. Aux Etats-Unis, la *National Association of Insurance Commissioners* a fait paraître, il y a plus de dix ans, des règles-types recommandant la publication des données sur les coûts et les dividendes annuels. La *Federal Trade Commission*, constatant que l'information fournie n'était pas bien comprise, a proposé son propre modèle indiquant aux consommateurs le rendement dit de Linton, un autre indice des coûts (indice de la valeur de rachat ou du coût compte tenu des intérêts) et donnant des explications simplifiées. L'on craint toutefois que ces mesures ne soient trop simples pour englober toutes les complexités de l'assurance-vie.

Intermédiaires

Les intermédiaires jouent un rôle déterminant dans le bon fonctionnement du marché de l'assurance-vie et dans les choix proposés à la clientèle. Qu'ils soient agents exclusifs d'une seule compagnie, employés d'entreprises d'assurance-vie ou courtiers indépendants agissant pour plusieurs compagnies, ils forment le plus important réseau de vente des assurances-vie.

Théoriquement, les agents sont en mesure de donner au client des conseils sur les avantages relatifs des différentes compagnies dont ils proposent des polices, mais dans la pratique leurs intérêts et leur loyauté vont à celle(s) qu'ils représentent. On considère que les courtiers — à la différence des agents — agissent pour le compte de l'assuré et non de l'assureur. Toutefois, dans la mesure où certains d'entre eux sont liés à des compagnies



— par des participations ou des liens structurels —, leur impartialité envers le client n'est pas toujours garantie. On ne peut donc pas toujours s'y fier pour obtenir des éléments de comparaison exacts quant au coût des différentes polices.

Que les intermédiaires perçoivent la plus grande partie de leur commission sur la base des primes versées pendant les premières années pose un problème particulier. Celui de les inciter à placer de nouveaux contrats plutôt qu'à renouveler des polices existantes. De plus, les intermédiaires sont tentés, quel que soit le souhait du client, de vendre des polices comprenant un élément-épargne, qui leur rapportent des taux de commission beaucoup plus élevés que les polices temporaires ordinaires.

Dans certains pays, les intermédiaires en assurance doivent être agréés et immatriculés, ailleurs aucune réglementation ne régit leurs activités. Une proposition récente consiste à obliger l'intermédiaire à déclarer, avant la signature de tout contrat, son intérêt dans l'opération, afin que le client puisse apprécier l'impartialité de l'avis donné. Une pratique bien connue est celle de la « reprise », par laquelle l'intermédiaire conseille au détenteur de la police, contre l'intérêt bien compris de celui-ci, d'annuler une police en vigueur et de lui en substituer une autre. Conséquence : une perte pour le client — la valeur de rachat est faible —, un gain pour l'intermédiaire — sa commission est imputée sur les premières primes. Certains pays ont pris des mesures pour faire obstacle à ce genre d'abus, tout en préservant la possibilité légitime d'encourager la souscription de polices nouvelles et plus avantageuses.

Clauses contractuelles

Pour la rédaction du contrat, la compagnie d'assurance est tributaire des renseignements fournis par le client, lequel est obligé par la loi de répondre intégralement

En matière d'assurance-vie le choix fondamental est entre la police qui confère uniquement une protection et celle qui constitue également un moyen d'épargne.

et exactement aux questions posées. Les contrats se composent d'une série de clauses et conditions normalisées concernant, par exemple, la non-contestabilité par le détenteur de la police, les délais de grâce pour le versement des primes, les dispositions écartant la déchéance, les valeurs de rachat, les droits à un dividende et à un bonus, les conséquences du décès par suicide, la reprise d'effet et la cession du produit de la police.

Les possibilités de négociation des clauses et conditions normalisées sont très variables, certains pays n'autorisant aucune modification du contrat-type, d'autres laissant aux parties en présence la faculté de déterminer les clauses. Certains pays ont choisi un moyen terme : soit en fixant les conditions que doivent remplir des clauses « équitables », soit en exigeant que les contrats-types soient approuvés par les autorités de tutelle.

Comme les clauses du contrat d'assurance et sans doute le prix que la compagnie fixe pour son produit dépendent des renseignements fournis par le client, il n'est pas surprenant que, dans la plupart des pays, les assureurs puissent sanctionner une présentation de faits inexacte par le client. Dans certains pays, cependant, l'assureur doit apporter la preuve que l'assuré avait une intention dolosive. Plusieurs pays fixent aussi un délai au-delà duquel la compagnie d'assurance ne peut intenter une action pour fausse déclaration (mais, habituellement, elle conserve, sans limitation de délai, le droit d'adapter le contrat si le détenteur de la police l'a induite en erreur sur son âge).

Etant donné la complexité des clauses contractuelles, plusieurs pays ont aussi adopté la notion de « délai de réflexion », qui laisse au consommateur une période déterminée pendant laquelle il peut annuler le contrat qu'il vient de conclure.

Griefs des consommateurs

Les réclamations concernant le règlement par les compagnies d'assurance doivent être traitées rapidement et avec tact, car il s'agit souvent de moments de détresse tant affective que financière. Les consommateurs doivent savoir à qui s'adresser si le règlement ne les satisfait pas et être certains que la décision sera impartiale. Dans quelques pays, cette fonction est dévolue au médiateur des assurances (Ombudsman), qui, même lorsque le poste a été créé par la branche, agit en toute indépendance. D'autres pays ont institué des procédures pour traiter les réclamations par l'intermédiaire d'organismes mis sur pied par les compagnies d'assurance ou en coopération avec elles. Bien que ces organismes puissent régler les litiges avec équité et efficacité, ils sont souvent considérés comme moins impartiaux qu'un médiateur indépendant.

Les réclamations concernent parfois non pas le montant perçu en cas de rachat d'une police ou à son échéance, mais tout simplement la lenteur du paiement. Les retards constituent un problème dans de nombreux pays, même si la faute n'en incombe pas nécessairement à la compagnie d'assurance elle-même, mais plutôt à des procédures administratives et juridiques complexes ou longues. Dans certains pays, les compagnies peuvent être obligées de dédommager les bénéficiaires des intérêts perdus si le retard est excessif.

*
* *

Les difficultés évidentes qui se posent en matière d'assurance-vie devraient inciter les gouvernements à examiner la question de la protection et de l'information des consommateurs.

Pour être en mesure de choisir valablement, il ne suffit pas de posséder des informations générales sur les diverses formules d'assurance-vie. Il faut aussi avoir des renseignements plus détaillés qui permettent de comparer sciemment les avantages relatifs des différentes polices et compagnies et d'apprécier la valeur des systèmes d'assurance liés à l'épargne par rapport à d'autres formes de placement. Pour que le client, avant d'arrêter son choix, puisse évaluer la protection, le coût, la couverture et la garantie ou les taux prévisibles de rendement des différentes polices, il faudrait que soit définie et mise en application une série de mesures qui permettrait des comparaisons valables.

Il serait utile que les compagnies soient tenues de publier à l'avance les valeurs de rachat qui peuvent être envisagées à certains moments de la durée de la police. S'il était mieux averti de la pénalisation encourue en cas de rachat prématuré, le consommateur pourrait établir une comparaison avec les avantages ultérieurs. Il prendrait ainsi sa décision en pleine connaissance de cause et le nombre des annulations pourrait être réduit d'autant. ■

Éducation : mieux faire avec moins



Se conjugant avec un souci d'économie budgétaire, la réduction de la population scolaire – due à la baisse de la natalité – a incité la plupart des gouvernements, depuis le milieu des années 70, à freiner les dépenses publiques consacrées à l'éducation. Freinage qui cependant n'a pas touché de la même façon tous les niveaux d'enseignement. Un récent rapport de l'OCDE fait le point de la situation¹.

Si les restrictions budgétaires ont considérablement réduit la part de l'enseignement dans le PNB et dans les dépenses publiques, les économies se sont heurtées à certains butoirs que les enseignants, groupe de pression puissant, ne se sont pas privés de faire valoir.

Résultat de ces pressions contradictoires : les dépenses ont diminué, mais moins que la population scolaire. Autrement dit, les dépenses moyennes par élève ont continué à augmenter depuis une quinzaine d'années dans tous les pays de l'OCDE et à tous les niveaux, sauf le supérieur et, dans certains pays, le secondaire.

Conséquence logique – en théorie : une amélioration de la qualité de l'enseignement. En consacrant davantage d'argent à chaque élève, on peut diminuer le nombre d'élèves par enseignant, suivre de plus près les groupes défavorisés ou mieux adapter les locaux. Dans la pratique, il n'en a pas tout à fait été ainsi, et l'on a surtout assisté à une modification radicale de la structure des dépenses.

Dépenses d'équipement : chute libre

Les investissements en équipement ont subi une baisse spectaculaire dans la majorité des pays. Dans certains cas, ils sont passés de 20 à 25 % du total des dépenses d'éducation en 1970 à 5-7 % en 1982-83.

Devant un parc important de classes inoccupées (à cause de la baisse des effectifs scolaires), les responsables ont eu tendance à réduire au maximum l'entretien et à laisser se dégrader les bâtiments ce qui, de toute évidence, a des conséquences fâcheuses pour la qualité de l'enseignement. C'est aussi une politique à courte vue. Ces locaux dégradés seront-ils capables de répondre aux besoins futurs ? La question mérite d'être posée compte tenu de l'évolution prévisible de la démographie scolaire d'ici à l'an 2000.

1. Les dépenses pour l'éducation, son coût et son financement : analyse des tendances, OCDE, Paris, à paraître.

Dépenses de fonctionnement : surtout des salaires

Les dépenses courantes, elles, ont très considérablement augmenté — beaucoup plus vite que le total des dépenses pour l'enseignement (sauf en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni). Ces dépenses (en général les deux tiers des budgets) sont pour au moins la moitié constituées par la rémunération des enseignants qui a néanmoins tendance à progresser moins vite que l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Si la baisse du nombre des enseignants est sans doute une des explications de ce phénomène, il y en a d'autres. Notamment, la dégradation de l'image de la profession. Il est devenu difficile de recruter dans certaines matières comme les mathématiques ou la physique, où l'industrie et les services offrent des salaires plus attractifs.

Quoi qu'il en soit, l'introduction des techniques nouvelles a augmenté le coût non seulement des investissements, mais aussi des salaires. Pour mettre sur pied une classe d'informatique par exemple, il faut non seulement acheter du matériel, mais aussi prévoir des enseignants spécialisés qui s'ajoutent aux autres.

Enfin, dans certains pays — Autriche, Finlande, France et Suède par exemple —, la croissance des dépenses pour les services sociaux ou l'administration a été rapide et a, par conséquent, réduit l'importance relative de la rémunération des enseignants.

Niveaux : le poids relatif modifié

Le poids relatif des différents niveaux — préscolaire, primaire, secondaire, supérieur — a considérablement évolué depuis une quinzaine d'années.

Maternelle et primaire : toujours plus

L'enseignement préscolaire a bénéficié d'un gros effort de la part des gouvernements que ce soit en pourcentage du PIB ou de l'ensemble des dépenses publiques. Deux exceptions : la Grèce entre 1970 et 1976, le Japon de 1976 à 1983. Cependant, sauf en France et en Belgique notamment, les taux de participation demeurent assez faibles, et l'enseignement préscolaire a un potentiel de croissance rapide dans presque tous les pays. Dans le primaire, les effectifs ont diminué avec une amélioration probable de la qualité.

Secondaire : plus coûteux

Le secondaire est le secteur le plus important pour la majorité des pays : il absorbe en moyenne près de la moitié de la part du PNB qui revient à l'éducation (entre 27 % en Norvège et 54 % en France et en Allemagne).

Partout, à l'exception de l'Autriche, du Canada, de la Finlande et de la Nouvelle-Zélande, les effectifs du secondaire ont augmenté au cours de la période sans, en général, évolution parallèle des dépenses. Conséquence : le pourcentage du PNB par

TOTAL DES DÉPENSES PUBLIQUES RÉELLES POUR L'ÉDUCATION

En % du PNB réel et du total des dépenses publiques totales (DPT)

	1975		1977		1977		1981		1983	
	PNB	DPT	PNB	DPT	PNB	DPT	PNB	DPT	PNB	DPT
Allemagne	4,4	10,1	4,0	9,4	3,9	9,3	3,9	9,1	3,7	9,1
Australie	5,5	18,7	5,7	18,5	5,3	17,8	5,2	18,7	5,8	17,5
Autriche	4,9	12,0	4,5	11,1	4,5	10,7	4,7	11,0	4,7	11,5
Canada	7,0	17,5	7,0	18,0	6,3	16,8	6,0	15,9	6,0	n.d.
Danemark	7,0	15,6	6,0	13,9	5,6	11,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Etats-Unis	6,2	17,6	5,6	17,3	5,4	16,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Finlande	5,8	16,4	6,4	16,7	5,2	13,9	5,1	13,7	5,1	12,9 ¹
France	4,7	11,5	4,6	11,1	4,4	10,2	4,2	9,4	n.d.	n.d.
Grèce	1,9	6,1	1,9	6,1	2,0	6,4	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Irlande	5,5	n.d.	5,5	n.d.	5,8	n.d.	5,8	n.d.	5,5 ¹	n.d.
Italie	4,3	10,8	4,5	11,5	4,3	11,3	4,2	11,0	4,2 ¹	10,2 ¹
Japon	4,0	19,0	4,0	18,3	4,2	18,1	4,0	17,7	3,7 ¹	14,8 ¹
Luxembourg	5,2	n.d.	5,1	n.d.	5,0	n.d.	5,2	n.d.	6,1 ¹	n.d.
Norvège	6,5	15,0	6,5	14,2	6,1	12,9	6,1	12,8	6,3	13,3
Nlle-Zélande	5,0	17,4	5,0	16,2	4,6	13,6	4,2	12,2	4,1	n.d.
Pays-Bas	6,8	14,5	6,5	13,7	6,5	13,1	6,5	12,1	6,2	10,9
Royaume-Uni	5,8	13,8	5,1	12,7	4,8	12,0	4,7	11,0	4,6 ¹	n.d.
Suède	6,3	13,0	6,8	12,5	7,6	13,6	7,1	12,0	6,5	11,4
Suisse	4,8	17,6	4,9	n.d.	4,8	n.d.	4,6	n.d.	4,9	n.d.

1. Ou l'année la plus proche.

Source : OCDE, Données statistiques pour l'enseignement et l'économie.

Note : Les chiffres des dépenses publiques consacrées à l'éducation ont été ajustés par application du prix implicite des dépenses publiques.

tête affecté à l'enseignement secondaire a baissé dans 11 pays et stagné dans cinq autres ; il n'a augmenté qu'en Allemagne et au Danemark. En revanche, le coût moyen par élève a continué à croître presque partout — sauf aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande.

Supérieur : dégradation

Alors que les autres niveaux sont devenus plus coûteux (sauf exception), le supérieur grève relativement beaucoup moins les budgets qu'il y a dix ans. La baisse des coûts par élève ne peut être simplement attribuée à des gains en efficacité ; la qualité de l'enseignement dispensé est directement remise en question. Cette situation est d'autant plus surprenante que tous les pays affirment leur souci de former les jeunes aux technologies nouvelles et aux métiers de demain. Ce qui coûte cher. Si l'on part de l'hypothèse que les dépenses ont gagné en efficacité alors que la qualité s'est dégradée, cela peut signifier que le système économique et/ou l'individu ont en partie pris le relais du système éducatif.

Quoi qu'il en soit, les chiffres parlent tout seuls. Dans plusieurs pays, les dépenses réelles par étudiant de l'enseignement supérieur en pourcentage du PNB par tête d'habitant sont ainsi devenues très voisines des taux pour l'enseignement secondaire. En France, elles sont même tombées en dessous : 17,1 % contre 18,5 %.

Le privé de plus en plus public

Dans tous les pays de l'OCDE, le mode dominant de fonctionnement est le finance-

ment public d'un enseignement assuré dans des établissements publics. Mais presque partout, des institutions privées dispensent également un enseignement et, dans de nombreux pays, elles reçoivent des fonds publics sous forme de salaires des enseignants et/ou d'autres subventions.

Dans certains pays, aux Pays-Bas par exemple, le secteur privé, même s'il est financé sur fonds publics, joue un rôle considérable : la majeure partie de l'enseignement secondaire y est dispensé conformément à des accords confessionnels prévus par la Constitution. Ailleurs, la part du privé peut être très faible, voire nulle. Le total des subventions publiques à l'enseignement privé en pourcentage des dépenses publiques pour l'éducation va de moins de 1 % en Suède à près de 65 % aux Pays-Bas.

Fait notable, les subventions publiques ont augmenté dans tous les pays sauf en Finlande, en Nouvelle-Zélande et en Suède au cours de la période. Au Japon, par exemple, elles se sont accrues de 315 % en termes réels et ont presque doublé en pourcentage des dépenses publiques pour l'éducation.

Cette croissance est difficile à expliquer en l'absence de statistiques exactes sur les effectifs du privé. Dans les pays où les subventions sont accordées sur la base des dépenses par élève, l'augmentation des effectifs est une raison suffisante. Lorsque l'aide prend la forme de salaires des enseignants, l'amélioration des conditions de travail des maîtres peut également être un facteur d'explication. En France, par exemple, une réforme législative a permis à l'Etat de passer des accords contractuels avec les écoles privées. Résultat : l'aide publique



La baisse des coûts par élève dans l'enseignement supérieur ne peut être simplement attribuée à des gains en efficience.

aux écoles privées a progressé de 69 % en prix constants de 1972 à 1982, bien que les effectifs ne se soient accrus que de 7 %.

On peut ajouter à cela le probable transfert des subventions des niveaux d'études les moins coûteux vers les niveaux les plus coûteux (secondaire au lieu de primaire, par exemple).

Réinsérer les chômeurs : une priorité

A côté de l'enseignement proprement dit, l'éducation « non formelle » prend une importance de plus en plus grande, partant du constat évident que le système scolaire produit un certain nombre d'élèves en situation d'échec qui ont besoin d'une formation complémentaire pour se présenter valablement sur le marché du travail. Parallèlement aux problèmes des jeunes chômeurs à la recherche d'un premier emploi, se pose celui des adultes : réinsertion de chômeurs, changement d'orientation en fonction de l'évolution technique, etc.

Pour répondre à cette demande, un grand nombre de programmes ont été mis sur pied et absorbent de considérables ressources nouvelles d'origine publique, la plupart du temps hors du contrôle du système d'éducation formelle.

Cela dit, déterminer avec précision l'ampleur de ces nouvelles dépenses n'est pas chose aisée (données incomplètes, problèmes de définition). On estime qu'elles vont de 5 à 18 % des dépenses publiques consacrées à l'éducation formelle.

Les sources de financement sont diverses : Etat, collectivités locales, entreprises,

groupements professionnels, particuliers. Savoir avec précision ce que paient les entreprises est impossible, car les sommes versées sont souvent récupérées sous forme d'allègements fiscaux ou autres exemptions.

Ce qui est certain, c'est que les dépenses publiques pour l'éducation et la formation non formelles ont crû rapidement depuis 1970. En Allemagne et en Irlande, le système absorbe autant de dépenses publiques que l'enseignement supérieur. Au Japon, il est plus important, tandis qu'il n'en atteint que la moitié en France, en Italie et au Royaume-Uni. Les caractéristiques du système éducatif dans les différents pays sont ici de toute évidence à prendre en considération. Le système dual de formation en alternance école-apprentissage dans l'entreprise explique par exemple le score allemand.

En examinant en même temps les deux systèmes éducatifs (formel et non formel), on constate que les Etats dépensent beaucoup d'argent pour un résultat qui, si l'on en juge d'après les statistiques du chômage des jeunes, n'est pas évident. Un meilleur agencement des deux secteurs — qui conserverait la bonne organisation du premier, la souplesse du second — ne contribuerait-il pas à éviter ce gaspillage ?

Trouver de nouveaux modes de financement

Par sa rigidité même, le mode de financement des dépenses publiques pour l'éducation a facilité la baisse des budgets correspondants. La plupart des pays ont recours à un système dans lequel une grande partie des fonds destinés à l'éducation sont réunis par le gouvernement central ou national par le biais d'impôts ou d'emprunts. Ces fonds sont virés à un autre échelon (Etat, région, département, commune, etc.) sous forme de subventions.

L'enseignement supérieur, en particulier, dépend très fortement de l'Etat. C'est l'une des principales raisons avancées pour expliquer la dégradation de la situation, les gouvernements faisant des économies là où c'est le plus facile.

Les systèmes chargés de financer et de dispenser l'enseignement étant de façon prédominante contrôlés par les pouvoirs publics, on peut se poser des questions sur l'efficacité de la décentralisation entreprise par certains pays comme la France, la Grèce et le Portugal. Souvent en effet, lorsqu'une longue tradition veut que l'enseignement soit assuré de façon centralisée par l'Etat — comme dans ces trois pays — le gouvernement peut répugner à confier aux pouvoirs publics locaux le soin de dispenser l'éducation. Dans certains cas, il semble donc que l'unique objectif des efforts de décentralisation soit d'entraîner une augmentation du financement d'origine locale, sans accroître nécessairement le contrôle sur les décisions à ce niveau. En revanche, dans les pays comme le Royaume-Uni, qui ont une longue tradition de décentralisation, le problème est de savoir comment exercer un contrôle plus étroit sur le financement.

Un meilleur équilibre Etat central / collectivités décentralisées serait donc souhaitable. Il en serait de même pour une certaine extension de la privatisation dans la mesure où le secteur privé est, au moins partiellement, financé sur fonds publics. A l'inverse, comment attirer des fonds privés vers l'enseignement public ? Divers systèmes sont envisageables, et font, ici et là, l'objet de discussions. La question est particulièrement à l'ordre du jour pour l'enseignement supérieur dont la gratuité est souvent remise en question en période de difficultés budgétaires. Pourquoi, dit-on, ne pas faire payer ces études par les bénéficiaires ? Si l'Etat a une certaine obligation d'enseignement, encore faut-il savoir jusqu'où. Dans quelques pays, par exemple, la possibilité de remplacer le système des bourses d'études par un système de prêts ou de bourses-prêts, suivant la situation des familles, est toujours un sujet de discussion.

Cependant, certains craignent l'effet dissuasif de telles mesures pour les étudiants de familles modestes et pour les femmes, qui gagnent en moyenne moins que les hommes après l'obtention de leur diplôme.

Les établissements d'enseignement supérieur, et les universités en particulier, sont tous potentiellement susceptibles de fonctionner comme des établissements de services et, sous certaines conditions, de couvrir une grande part de leurs dépenses par la vente de leurs services. C'est déjà le cas pour les contrats de recherche. Le reste des coûts pourrait être couvert conjointement par les contributions des pouvoirs publics, des étudiants et des entreprises.

Une telle solution implique bien entendu que les universités jouissent d'une réelle autonomie de gestion financière, chose plutôt rare à l'heure actuelle dans beaucoup de pays de l'OCDE. ■

Problèmes et stratégies économiques de trois pays

États-Unis

La reprise économique américaine, qui dure maintenant depuis quatre ans, est l'une des plus longues et des plus fortes depuis la guerre. Elle s'est accompagnée, contrairement aux reprises antérieures, d'une maîtrise de l'inflation. La politique monétaire a pu, de ce fait, être assouplie vers la fin de l'année 1984, ce qui a contribué à la poursuite de la reprise. Depuis la mi-1984, toutefois, la croissance est plus modérée. Le PNB réel a progressé de 2 3/4 % en 1985 et 1986, contre 6 1/2 % en 1984.

Dans l'ensemble, la consommation des ménages, sous l'effet des réductions d'impôts, d'une forte progression de l'emploi et d'une chute du taux d'épargne — qui atteint son niveau le plus bas depuis quarante ans (4,5 % fin 1985) —, a continué à croître plus rapidement que le PNB. Mais, comme elle a été dans une large mesure satisfaite par les importations et des ponctions sur les stocks, elle n'a guère eu d'impact sur la production industrielle et l'emploi des industries manufacturières. Ainsi la production industrielle a-t-elle stagné depuis la

mi-1984. L'amorce d'un redressement début 1986 a été entravée par la contraction des activités pétrolières consécutive à la chute des prix du pétrole. L'investissement fixe en volume des entreprises s'est accru, stimulé par l'importance des excédents financiers du secteur privé et par la baisse des prix des biens d'équipement. Le rapport formation brute de capital fixe/PNB réel a atteint, en 1985, le niveau record de 13 %, avant de diminuer légèrement en 1986.

La reprise a eu des effets bénéfiques sur l'emploi. Après avoir culminé à 10 3/4 % fin 1982, le taux de chômage est tombé aux environs de 7 % au troisième trimestre 1986. Les États-Unis ont, à la différence de leurs partenaires européens, fait preuve jusqu'ici d'une remarquable aptitude à créer des emplois : 30 millions depuis 1970, 11 millions depuis 1982. Leur supériorité à cet égard paraît tenir au meilleur fonctionnement du marché du travail : plus grande mobilité de la main-d'œuvre, plus forte flexibilité des salaires réels, écarts de salaires plus accusés, moins de restrictions

juridiques, réglementaires ou financières, système de prestations moins généreux. Les facteurs démographiques ont joué dans le sens d'une baisse des salaires offerts aux nouveaux arrivants sur le marché du travail, ce qui a largement contribué à la forte expansion dans les services. Ce secteur procure actuellement 75 % de l'emploi total et a participé à hauteur de 95 % à l'accroissement net de l'emploi entre 1970 et 1985.

Mais la reprise américaine présente deux aspects très préoccupants tant pour les États-Unis que pour la communauté internationale : l'accroissement du déficit du budget fédéral et la détérioration de la position extérieure. La réduction, à moyen terme, de ces deux déséquilibres interdépendants constitue une tâche prioritaire pour les autorités.

Le déficit du budget fédéral a augmenté d'un montant égal à 1 % du PNB chaque année de 1982 à 1984, puis de 1/2 % en 1985. La dette nette de l'ensemble des administrations publiques représente actuellement 30 % du PNB, taux légèrement inférieur à la moyenne des autres grands pays. Mais, sans intervention corrective, la dette fédérale brute aurait atteint 50 % du PNB. Jusqu'au milieu de 1984, le déficit était surtout le résultat des réductions d'impôts intervenues en application de la loi fiscale de redressement économique, mais, depuis, le taux d'imposition effectif a été relevé par le jeu de l'alourdissement automatique de la fiscalité (non-ajustement des tranches d'imposition au taux d'inflation). Les explications du déficit structurel se trouvent par conséquent ailleurs : les dépenses militaires (+ 12 % par an depuis 1981), les aides à l'agriculture et les versements d'intérêts sur la dette (+ 17 % par an depuis 1981). Le gonflement du service de la dette, notamment, réduit la marge de manœuvre des autorités sur le plan budgétaire et oblige à opérer de douloureuses compressions compensatoires sous peine de voir le déficit s'accroître dans des proportions insupportables.



L'important déficit extérieur des États-Unis n'est pas dû à un accroissement des importations de marchandises, qui ont baissé en termes réels, mais à une diminution des exportations.

Dans ce contexte, l'année 1985 a été marquée par deux faits saillants. En août, une résolution budgétaire a permis de dégager un accord sur la diminution des dépenses militaires, dans le but de réduire de moitié le déficit des « services courants » d'ici à 1991. En décembre, a été adoptée une loi sur l'équilibre du budget et la maîtrise d'urgence du déficit — dite loi Gramm, Rudman, Hollings (GRH) du nom de ses auteurs — qui vise à rétablir l'équilibre budgétaire dans les cinq ans à venir, suivant un calendrier d'objectifs intermédiaires pour les exercices prochains. Le Président doit présenter, et le Congrès voter, un budget annuel conforme aux objectifs de la loi. Si aucun accord ne peut se faire et que le déficit prévu dépasse de plus de 10 milliards de dollars le plafond fixé par la loi GRH, des mesures de compression généralisée des dépenses doivent faire l'objet d'une résolution présentée au Congrès. Initialement, la procédure de compression devait être automatique, mais la Cour suprême l'a jugée inconstitutionnelle, ce qui rend difficile l'application de la loi.

Néanmoins, les efforts entrepris pour assainir la situation budgétaire à moyen terme devraient constituer une incitation permanente à la réduction du déficit. Déjà, des diminutions dans les programmes militaires et civils sont entrées en vigueur le 1^{er} mars 1986 afin de rapprocher le déficit pour l'année fiscale 1986 de l'objectif fixé par la loi GRH — 172 milliards de dollars —, mais, en fait, le déficit a atteint 220 milliards. Pour 1987, le projet de budget dépassant de 40 milliards de dollars l'objectif prévu — 144 milliards —, des mesures correctives, concernant les recettes et les dépenses, ont été adoptées et le déficit devrait rentrer dans la marge de 10 milliards de dollars admise autour de l'objectif et s'établir à 151 milliards (160 milliards selon l'OCDE).

Le problème des comptes extérieurs n'est pas moins aigu. La dégradation s'est poursuivie, le déficit des opérations courantes atteignant 107 milliards de dollars en 1984 et 118 milliards en 1985. La progression des importations de marchandises s'est nettement ralentie en termes réels passant de +25 % en 1984, à 7 % en 1985, mais les exportations ont baissé de 1,7 % en volume. Le déficit extérieur, de 1981 à 1985, paraît essentiellement imputable à trois facteurs, responsable chacun d'un tiers environ : la détérioration de la compétitivité des prix américains, par suite de l'appréciation du dollar, la différence de taux de croissance entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires de la zone OCDE, enfin la réduction des exportations à destination des pays en développement et la baisse des intérêts nets encaissés du fait de la contraction des actifs extérieurs des Etats-Unis.

Le déficit de la balance courante (biens et services) pourrait encore largement dépasser 100 milliards de dollars en 1988, pour ensuite, au mieux, se stabiliser à ce niveau élevé.

Les modifications du taux de change sont un puissant instrument de correction

des déséquilibres extérieurs, mais l'effet de la récente dépréciation du dollar — qui a retrouvé son niveau de 1985 — est largement annulé par d'autres forces déséquilibrantes. En premier lieu, il existe un processus cumulatif entre la poursuite du déficit de la balance courante et l'aggravation de la position extérieure nette. Les déficits courants enregistrés de 1981 à 1985 ont entraîné une dégradation de près de 300 milliards de dollars de la position extérieure nette des Etats-Unis, devenus débiteurs nets au plan international pour la première fois depuis 1914. La diminution totale du solde des avoirs américains à l'étranger durant la décennie 80 devrait atteindre 700 milliards et la dette extérieure nette représenterait alors quelque 500 milliards de dollars. Il en résulterait une importante détérioration des revenus nets d'investissements qui, si elle devait être compensée par une amélioration de la compétitivité internationale des Etats-Unis, pourrait nécessiter une baisse du taux de change réel du dollar.

En second lieu, si le taux de croissance des Etats-Unis reste supérieur à celui de leurs partenaires, la part du déficit due à cette situation pourrait n'être jamais résorbée. Par ailleurs, pour des taux de commerce identiques, le déficit continuera à se creuser si le niveau des importations reste beaucoup plus élevé que celui des exportations. En outre, les pays endettés s'efforceront encore longtemps de réduire leurs importations.

Enfin, la compétitivité des Etats-Unis sur le plan des prix et des coûts ne semble guère s'être redressée par rapport à la plupart des pays en développement industrialisés du sud-est asiatique et de l'Amérique latine. Cela risque d'entraîner, plutôt qu'une réduction nette des importations, une modification de leur provenance au détriment de la zone OCDE et au profit notamment de Hong-Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan.

Le déficit de la balance courante ne serait pas tenable si l'augmentation des importations nettes devait susciter des pressions protectionnistes irrésistibles. L'initiative du

Groupe des cinq destinée à encourager la baisse du billet vert a permis d'atténuer, du moins temporairement, de telles pressions. Tant que des apports de capitaux extérieurs, nécessaires au financement des déficits, continueront à s'effectuer au taux de change en vigueur du dollar, ces mêmes déficits n'apparaîtront pas comme intenable. Or — du fait de leur ampleur, de leur diversification et de leur liquidité — l'économie américaine en général, le marché des capitaux en particulier, demeurent, aux yeux de certains observateurs, attrayants pour les investisseurs étrangers. En cas de besoin, une faible hausse des taux d'intérêt pourrait suffire à les attirer.

D'autres observateurs, par contre, doutent que le reste du monde accepte d'absorber indéfiniment les actifs américains comme ce fut le cas ces dernières années sous l'effet d'une conjonction assez exceptionnelle de circonstances : à l'intérieur, réforme fiscale et déréglementation ; à l'extérieur, crise de la dette dans les pays en développement et assouplissement des réglementations sur les sorties de capitaux dans plusieurs pays. A l'échelon mondial, la tendance actuelle est à la diversification et à l'acquisition d'actifs étrangers, mais certains portefeuilles pourraient avoir, d'ores et déjà, une part suffisante d'actifs américains, notamment au Japon. De plus, les investisseurs ne conserveront ces actifs que si leur rendement est plus intéressant que celui des titres libellés dans d'autres monnaies. Or, dans le cadre actuel de réduction du déficit budgétaire, les taux d'intérêt américains tendront plutôt à baisser qu'à s'élever. L'évolution du dollar et des taux d'intérêt sera donc d'importance capitale pour l'avenir des déséquilibres.

La correction simultanée des déficits intérieurs et extérieurs des Etats-Unis impliquera probablement des choix politiques difficiles, parfois même risqués. Les chances de succès seraient certainement meilleures si les grands pays poursuivaient leurs efforts dans le sens d'une plus étroite coordination internationale de leurs politiques économiques.

Japon

La croissance économique du Japon s'est ralentie. D'après les dernières projections de l'OCDE, elle ne serait que de 2¼ % en 1986, soit le taux le plus faible depuis une décennie. A cause de l'appréciation du yen et de marchés extérieurs moins dynamiques, le volume des exportations a baissé en 1986, après avoir augmenté de plus de 25 % entre 1983 et 1985. Quelles seront les implications de ces évolutions pour le marché du travail japonais ?

Le Japon présente la particularité d'avoir traversé les crises économiques des années 70 sans enregistrer de graves déséquilibres en matière d'emploi. Bien que le chômage ait quasiment triplé au cours de la dernière décennie — il atteint presque 3 %

fin 1986 —, la situation reste plus satisfaisante que dans les autres grands pays de l'OCDE. De plus, la durée moyenne du chômage est plus courte ; le chômage de longue durée touche surtout les travailleurs « âgés ».

Certaines caractéristiques du marché du travail japonais — dont le système de l'emploi à vie — contribuent à expliquer cette situation. Les entreprises recrutent chaque année leur main-d'œuvre parmi les jeunes diplômés, leur dispensent une formation longue adaptée aux besoins de la firme, et leur assurent un emploi jusqu'à la retraite (généralement à 55 ans mais la moitié des entreprises a opté depuis 1985 pour la retraite à 60 ans). La rémunération est fondée sur l'ancienneté — elle est donc

modérée en début de carrière, élevée par la suite. Ce processus et aussi des raisons démographiques expliquent que le chômage des jeunes est beaucoup moins grave que dans les autres pays de l'OCDE.

Le système de l'emploi à vie se pratique dans tous les secteurs et dans des entreprises de toute taille, mais en plus forte proportion dans les grandes. Il engendre une remarquable mobilité *interne*, les travailleurs acceptant, en contrepartie de la sécurité, de changer fréquemment de fonction ou de lieu de travail. Les hommes «âgés», les femmes, les travailleurs à temps partiel et temporaires sont beaucoup plus mobiles entre firmes. La main-d'œuvre féminine est particulièrement souple : peu de femmes bénéficient du système de l'emploi à vie du fait de l'interruption fréquente de l'activité lors du mariage ou de la naissance d'un premier enfant ; un nombre croissant d'entre elles concilient leur activité familiale avec un travail à temps partiel. Cette situation répond aux besoins d'un secteur tertiaire en expansion qui dispose ainsi d'une main-d'œuvre adaptée aux fluctuations de son activité. Le travail à temps partiel implique pour les entreprises de plus faibles coûts horaires : moindres cotisations sociales, congés payés moins longs, absence de primes. D'une façon générale, une réglementation moins contraignante permet plus de souplesse que dans d'autres pays.

Le système de la sous-traitance joue aussi un rôle important dans l'ajustement en période de récession. La moitié des travailleurs sont employés par de petites entreprises (moins de 100 salariés) pour un salaire généralement inférieur à celui offert par les grandes. En cas de fléchissement de la demande, les grandes firmes répercutent la baisse sur leurs commandes aux sous-traitants et ceux-ci ont tendance à renforcer la productivité et à réduire les salaires pour éviter la faillite. En d'autres termes, les petites entreprises supportent une large part des coûts de l'ajustement. Ce processus a pu jouer d'autant plus, ces dernières années, que les entreprises manufacturières se sont déchargées de nombreuses fonctions de services sur des firmes sous-traitantes.

Par ailleurs, la formule des syndicats «maison» contribue à la flexibilité des salaires. Leur base étant l'entreprise, et non le secteur ou la profession, les syndicats japonais se sentent concernés par les conséquences, sur la rentabilité de leur entreprise, des revendications salariales. Les salaires sont fixés pour un an lors du «shunto», les négociations salariales du printemps. Ce processus entraîne une certaine flexibilité notamment des salaires réels qui assurent l'équilibre entre l'offre de main-d'œuvre et celle des emplois. Toutefois, les salaires nominaux ne sont pas nécessairement flexibles à la baisse : le système de l'ancienneté ne garantit pas seulement la coopération au sein des firmes, il implique aussi des augmentations salariales de 1½ à 2 % par an. Avec la crise économique, les résultats de l'entreprise sont devenus le principal critère de fixation des salaires, au détriment de la compara-



bilité avec les autres employeurs et du souci de retenir le personnel ou de lui assurer une progression du pouvoir d'achat. Les salaires minimums sont fixés chaque année par un comité officiel, composé d'employeurs et de salariés, qui, en prenant en compte les résultats du «shunto» et la situation sur le marché du travail, aboutit à un consensus.

Quant au système de rémunération, il est également flexible. L'écart entre la croissance «justifiée» des salaires (c'est-à-dire, augmentations dues aux taux de croissance de la productivité du travail, corrigées des termes de l'échange) et leur croissance *effective* s'est réduit depuis 1975. Jusqu'à 1979, la progression modérée des salaires réels (2,2 % par an), bien inférieure au taux de croissance de la productivité, a permis de limiter la compression des bénéfices. De même, entre 1979 et 1983, la détérioration des termes de l'échange, liée au second choc pétrolier, a été en grande partie absorbée par une croissance salariale réelle de 0,7 % seulement. Depuis, l'accroissement a été de quelque 2 % par an, ce qui a permis une augmentation des bénéfices. La flexibilité salariale apparaît aussi dans les écarts de salaires entre les secteurs, écarts beaucoup plus importants au Japon que dans la

Les bons résultats du Japon en matière d'emploi ne doivent pas faire oublier les difficultés potentielles à long terme, notamment celle du vieillissement de la population active.

plupart des pays européens (mais proches de ceux des Etats-Unis et du Canada).

Autre composante de la flexibilité japonaise : le faible niveau des coûts non salariaux. La part des cotisations patronales dans les régimes obligatoires de sécurité sociale s'élevait à 7,5 % de la rémunération des salariés en 1983, soit nettement moins que dans la plupart des pays de l'OCDE (mais un peu plus qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni où les régimes d'assurance privés sont plus importants). S'y ajoutent des assurances privées finançant essentiellement les départs à la retraite (5,1 % des rémunérations des salariés) et une prise en charge plus importante qu'ailleurs en matière de formation, logement et loisirs. Mais ces éléments sont considérés comme une forme de rémunération et, par conséquent, n'introduisent pas une rigidité comparable à celle que créent les cotisations obligatoires dans les pays d'Europe continentale.

La lenteur du processus d'ajustement du chômage aux fluctuations conjoncturelles

peut s'expliquer par la place importante des heures supplémentaires (13 % de la durée totale de travail d'un ouvrier moyen) et par la rétention de main-d'œuvre des grandes entreprises. De plus, l'offre de main-d'œuvre est elle-même sensible aux fluctuations de la conjoncture — notamment la main-d'œuvre féminine, jusqu'à une période récente. Le nombre de travailleurs « découragés » (ceux qui aimeraient travailler mais qui pensent qu'il ne vaut pas la peine de chercher un emploi), semble particulièrement élevé : environ 2 millions en 1980.

Une situation économique favorable a aussi sa part dans les bons résultats du Japon en matière d'emploi. Durant la dernière décennie, l'expansion de la demande a été plus forte que dans tous les autres grands pays de l'OCDE et le taux d'investissement est resté élevé, facilitant la transformation en profondeur notamment du secteur manufacturier. Même les branches les plus éprouvées par la hausse des coûts énergétiques et la concurrence des nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie sont parvenues à s'adapter en renforçant leur productivité. La diversification, jointe à la mobilité interne des travailleurs, a été pour beaucoup dans ce résultat. Comme dans tous les pays industrialisés, le secteur tertiaire s'est développé, mais avec la particularité d'être beaucoup plus le fait du privé que du public.

Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures sur le plan de l'emploi et du chômage. En premier lieu, la réglementation des licenciements est maintenant proche des législations européennes mais les effets sont limités par la pratique de l'emploi à vie. En second lieu, une loi de 1975, amendée à plusieurs reprises, a permis la création d'un fonds de stabilisation de l'emploi au bénéfice des employeurs qui mettent temporairement leurs effectifs excédentaires en congé, en formation, ou qui opèrent des mutations afin d'éviter les licenciements. Par ailleurs, un système de garantie de ressources assure des prestations modérées. Pour éviter des effets pervers, la durée de la garantie dépend de l'ancienneté d'affiliation au régime. En outre, une prime spéciale a été instituée pour ceux qui trouvent un emploi bien avant la date d'expiration de leurs droits. L'OCDE estime, sur la base des comptes nationaux, que le pourcentage de revenu remplacé pour les travailleurs en chômage est de 32 % au Japon, soit plus qu'aux États-Unis (17 %), en Italie (18 %) et au Royaume-Uni (27 %) mais moins qu'en France (34 %) et en Allemagne (48 %).

Le fait que le Japon a su éviter les dérapages importants sur le marché du travail ne doit pas masquer des difficultés potentielles. Le problème central, à long terme, est sans aucun doute celui du vieillissement de la population active. En effet, durant les années 80, les taux de croissance annuels devaient être de 3,7 % pour les 55-64 ans contre 0,9 % seulement pour les 15-64 ans. Par ailleurs, le taux d'activité féminine est appelé à augmenter encore. En outre les arrangements qui ont assuré la flexibilité du marché du

travail japonais, notamment pendant les difficiles dix dernières années, ne sont pas toujours appréciés par ceux concernés. A beaucoup d'égards, on a assisté à une baisse de la *qualité* sinon de la quantité des emplois offerts. La condition des femmes, la précarité de certains emplois, le nombre insuffisant des heures de ceux qui travaillent à temps partiel, la situation des hommes au-dessus de 55 ans, etc., ont renforcé les pressions en faveur d'une législation protectrice. Le gouvernement a récemment introduit ou préparé différentes mesures allant dans ce sens.

Jusqu'ici, le marché du travail a réussi à s'adapter avec succès aux chocs externes. Le fait que, sous le système de l'emploi à vie, une proportion considérable de la population active bénéficie de meilleures garanties que dans la plupart des autres pays Membres n'a pas créé de résistance

au changement mais plutôt encouragé le degré d'ajustement nécessaire pour conserver des emplois dans une économie hautement dynamique et compétitive. En conséquence, les coûts salariaux ont démontré une importante flexibilité par rapport aux évolutions en matière de productivité et entre branches d'industries. Le marché a par ailleurs fourni une vaste gamme d'emplois (notamment à temps partiel) ce qui a contribué à maintenir le chômage à un niveau faible. Bien que certaines caractéristiques du marché du travail japonais, des facteurs démographiques ainsi que des attitudes socio-culturelles — profondément ancrées et pas transférables ailleurs — aient sans doute également joué un rôle, l'expérience japonaise peut fournir des enseignements à d'autres pays Membres qui ont des marchés rigides et surréglementés.

Belgique

Avec son économie très ouverte, la Belgique a été plus exposée que ses partenaires aux crises successives survenues depuis 1973. Alors qu'avant le premier choc pétrolier, les résultats économiques avaient été très satisfaisants, les déséquilibres se sont accumulés jusqu'au début des années 80 plus rapidement que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. En dépit des progrès accomplis depuis lors, l'assainissement de l'économie est loin d'être achevé.

Le déséquilibre des finances publiques est particulièrement aigu, le déficit du Trésor s'élevant à 12 % du PIB en 1985. L'objectif du plan de redressement — 10,2 % — mis en œuvre en 1984 (d'un montant équivalant à plus de 6 % du PIB en trois ans) n'a pu être atteint du fait de moins-values sur les recettes et d'un accroissement du déficit des opérations de trésorerie. Le dérapage des finances publiques s'est accompagné d'une accumulation rapide de la dette, dont l'encours brut, pour l'ensemble des administrations, dépassait en 1985 120 % du PIB, soit l'un des taux les plus élevés de l'OCDE. En conséquence, la charge des intérêts s'est accrue (8,5 % du PNB en 1981, 11,1 % en 1985), conduisant à une auto-alimentation du déficit. Des progrès ont cependant été réalisés, puisque le déficit hors intérêts — 6 % du PIB en 1981 — s'est transformé en un très léger excédent (0,75 %) en 1985. Mais ce résultat est loin d'être satisfaisant et un nouveau programme de redressement a été présenté en mai 1986, reprenant et amplifiant le précédent. Objectif : ramener le solde net à financer à 8 % du PIB en 1987 et à 7 % en 1989, à travers une progression modérée des recettes (5,5 % entre 1985 et 1987) et une baisse substantielle des dépenses (— 2,4 % à prix courants).

Autre déséquilibre structurel grave : le marché du travail. 12 % de la population active étaient au chômage en août 1986. Ce taux, un des plus élevés de l'OCDE,

s'est cependant légèrement amélioré depuis 1984 (13 %). Cela grâce à une politique très active d'aide à l'emploi menée depuis 1983 : programme de partage du travail, de « mise au travail » dans le secteur public, développement rapide du travail à temps partiel avec indemnité complémentaire pour les chômeurs qui acceptent cette solution. Certaines mesures ont aussi été prises pour réduire l'offre de travail. Mais le niveau de chômage demeure élevé et sa composition préoccupante : deux tiers des chômeurs sont sans travail depuis plus d'un an, 32,4 % des sans emploi ont moins de 25 ans.

Si le redressement de la balance des opérations courantes, amorcé en 1982, s'est poursuivi, dégagant un léger excédent en 1985, cela est dû plus à la faiblesse de la croissance de la demande interne qu'au dynamisme des exportations. Ainsi les produits manufacturés ont-ils de nouveau enregistré des pertes de parts de marché à l'étranger. Les performances à l'exportation sont un des signes de la difficulté du secteur industriel à répondre au double défi de la compétitivité en matière de prix et de coûts, et de l'évolution rapide de la demande internationale.

Cela est particulièrement grave en Belgique où le secteur industriel joue un rôle-clé. Si, depuis une dizaine d'années, il a régressé en termes relatifs de près de 7 % au profit quasi exclusif du secteur tertiaire, il représentait encore, en 1983, 24,3 % du PIB — contre 57,7 % pour les services et 18 % pour le secteur primaire. Mais sa composition a profondément changé au cours des années 70 et surtout depuis le premier choc pétrolier. L'industrie belge, à la recherche d'économies d'échelle, a particulièrement développé les activités à faible et moyenne technologie dans lesquelles elle disposait d'un avantage comparatif important sur le plan commercial, délaissant les produits de haute technologie. La part des secteurs touchés par le ralentissement de la demande internatio-



L'industrie belge a particulièrement développé les activités à faible et moyenne technologie dans lesquelles elle disposait d'un important avantage comparatif sur le plan commercial.

nale (métaux, produits minéraux) s'est réduite au bénéfice notamment de produits chimiques, pharmaceutiques et médicaux pour lesquels l'importance des échanges est évidente.

La caractéristique principale du secteur industriel est son ouverture sur l'extérieur. La somme des importations et des exportations représentait, en 1984, 150 % du PIB ce qui met la Belgique au deuxième rang des pays de l'OCDE, juste derrière le Luxembourg (elle n'occupait que la cinquième place en 1960). Les échanges de marchandises sont composés à 80 % de produits manufacturés qui, jusqu'au premier choc pétrolier, présentaient un surplus relativement stable de près de 30 % de la valeur ajoutée. Puis, sous l'effet de la poussée des importations et de la médiocrité des exportations, cet excédent a diminué jusqu'à 17 % en 1980. Depuis, il se redresse et, en 1983-84, a atteint le record de 33 % de la valeur ajoutée du fait du freinage des importations. Cependant, l'analyse montre que les prix de la valeur ajoutée se sont comprimés en Belgique, particulièrement entre les deux chocs pétroliers, parce que l'industrie a eu des difficultés à répercuter les hausses des prix des produits importés dont elle est pourtant grande consommatrice. Ainsi apparaissent conjointement la dépendance extérieure de l'industrie manufacturière

belge et son manque d'influence sur la fixation des prix au niveau des marchés mondiaux d'exportation.

La structure des exportations explique en partie le problème de l'industrie belge. Celle-ci est tournée vers des marchés extérieurs, en majorité européens, qui ont connu, depuis la fin des années 70, un ralentissement de la croissance plus marqué que le reste du monde. De plus, dans les années 80, les exportations continuent, malgré une certaine évolution, à être concentrées sur des produits dont la demande sur les marchés mondiaux est restée faible et/ou en récession — les produits pour lesquels la Belgique détient encore un avantage comparatif se situent donc sur des secteurs peu porteurs.

L'insuffisance des bénéfices et la montée des difficultés financières ont retardé la nécessaire reconversion de l'industrie belge. Durant les années 70, la hausse des coûts réels de main-d'œuvre a été supérieure aux gains de productivité. Les entrepreneurs ont été amenés à substituer du capital au travail, plutôt qu'à élargir les capacités de production, avec, en outre, un taux d'investissement non seulement plus faible qu'ailleurs mais baissant de 5,7 % par an en moyenne. La productivité apparente du travail a enregistré une progression notable, imputable à une réduction de 30 % des effectifs, notamment dans les secteurs touchés par la baisse de la demande. Pendant cette période, la rentabilité des produits manufacturés belges à l'exportation a été sérieusement entamée par le niveau élevé et croissant du coût relatif de la main-d'œuvre, alors que les prix relatifs à l'exportation se stabilisaient ou régressaient. La politique de taux de

change stable a contribué à accroître les problèmes de compétitivité, et l'écart croissant entre les taux d'intérêt belges et étrangers a incité les entrepreneurs à rechercher des gains de productivité. Les marges se sont contractées et, comme la fiscalité sur les bénéfices s'est alourdie en même temps, la rentabilité des entreprises a été laminée. Elles se sont retrouvées très endettées et avec des frais financiers croissants.

A partir de 1980, la dépréciation effective du franc belge et la baisse relative des coûts de la main-d'œuvre ont permis une réduction des prix des exportations en dollars. La situation financière des entreprises s'est améliorée, favorisée par un allègement graduel de l'impôt sur les sociétés et des mesures d'incitation à la restructuration financière. L'investissement a repris, temporairement mais avec vivacité, de 1979 à 1982.

La politique industrielle, désorganisée par le premier choc pétrolier, a été consacrée de façon croissante à la défense des secteurs en crise. L'effort de l'Etat — subventions, transferts en capitaux, crédits et participations — a surtout été destiné au secteur public (notamment transport et logement) et aux secteurs dits nationaux (sidérurgie, charbonnage, textile, verre creux d'emballage). L'aide a été orientée à 75 % vers les investissements avec le double objectif de favoriser la restructuration sectorielle et de promouvoir un meilleur équilibre régional. Ces mesures ont très faiblement incité à la diversification de l'industrie et peu servi au secteur privé — hors secteurs nationaux qui, eux, ont fait l'objet de programmes de restructuration financés par une aide publique considérable, dont deux tiers hors budget. La sidérurgie en a été le bénéficiaire privilégié, ce qui lui a permis un ajustement de ses capacités de production et un développement de ses investissements de rationalisation supérieur à la moyenne européenne. Les autres aides, à la recherche et à l'exportation, sont modestes bien qu'en augmentation ces dernières années.

Depuis quelque temps, l'accent est mis non plus tellement sur les interventions directes de l'Etat, mais plutôt sur la création, à travers les politiques macro-économiques, de conditions générales favorables au développement des entreprises. Celles-ci ont été orientées dans trois directions principales : le freinage des coûts salariaux, la recherche d'une plus grande flexibilité de la main-d'œuvre et l'assainissement des structures financières des entreprises. Ce dernier volet comprend un allègement de la fiscalité et des mesures d'incitation à l'augmentation des capitaux propres de façon à réduire les charges financières et à restaurer la rentabilité. Cependant, si des politiques macro-économiques adéquates sont susceptibles d'influer sur l'indispensable création d'industries nouvelles, l'étape ultime dans ce domaine reste du ressort du secteur privé. La résorption du retard structurel de l'industrie pourrait être facilitée par un mouvement général d'ajustement de l'industrie européenne. ■

Les points essentiels des **Perspectives économiques de l'OCDE**

Réduire les déséquilibres extérieurs tout en maintenant la croissance

La croissance économique dans la zone OCDE au cours du premier semestre 1986 a été plus lente que prévu. Cela n'a cependant pas modifié le jugement d'ensemble porté sur la conjoncture, à savoir que la chute des prix du pétrole, jointe aux variations des taux de change et à la baisse des taux d'intérêt observées depuis le milieu de l'année 1985, a amélioré les perspectives de croissance durable, quoique modérée, dans un contexte de faible inflation. L'activité devrait progresser dans les pays de l'OCDE à un rythme annuel de 2½ à 3 % au cours des dix-huit prochains mois. L'emploi continuerait d'augmenter, mais la population active aussi : il se pourrait donc que le taux de chômage moyen ne varie guère. Les tendances des exportations et des importations en volume sont en train de se modifier sensiblement encore qu'on ne prévoie qu'une réduction limitée des déséquilibres importants de balance courante, qu'ils soient mesurés en dollars ou en proportion du PNB. Dans le domaine de l'endettement international, la situation continue d'être maîtrisée, mais elle reste fragile.

Dans cette conjoncture, la principale tâche incombant aux responsables de la politique économique est toujours de corriger les déséquilibres internationaux tout en maintenant un faible taux d'inflation et en « donnant du tonus » à la croissance de la production et de l'emploi. On peut craindre que le rythme auquel se réduisent les excédents ou les déficits les plus importants ne suscitent l'impatience, d'où un risque de perturbations sur les marchés de change ou d'intensification des pressions protectionnistes. Dans l'un et l'autre cas, la croissance mondiale pourrait s'en trouver affaiblie. Il importe donc que les autorités nationales s'accordent – et ce, au vu et au su de l'opinion – sur les exigences de l'ajustement à moyen terme au plan international et qu'elles suivent les politiques qui en découlent. A cet égard, il faudrait notamment parvenir à des différences sensibles entre les pays dans le taux de croissance de la demande intérieure tout en maintenant un rythme suffisant de progression de l'activité dans l'ensemble de la zone OCDE. Tous les pays peuvent renforcer la tendance de la croissance et celle de l'emploi en persévérant – et, dans certains domaines, en allant plus avant – dans l'action engagée pour améliorer les structures et la souplesse de l'économie.

Corriger **les déséquilibres extérieurs**

Les déséquilibres importants de balance courante restent pour les pays de l'OCDE un problème macro-économique crucial (tableau 1). Faute d'y remédier en douceur, on risquerait de compromettre la croissance, l'emploi et la stabilité des prix.

A la réunion du Groupe des cinq en septembre 1985, il était apparu que la structure alors existante des balances courantes, résultat de la configuration des politiques économiques et des taux de change des plus grands pays, n'était pas soutenable. Depuis lors, des progrès ont été accomplis en vue de créer les conditions permettant d'aboutir à un ajustement des balances courantes. Si l'on considère son taux de change effectif (c'est-à-dire pondéré par les échanges commerciaux), la hausse que le dollar avait enregistrée par rapport aux monnaies des autres pays de l'OCDE, de 1980 à 1985, a été presque entièrement corrigée. Le déficit budgétaire structurel des Etats-Unis semble devoir se réduire sensiblement en 1987, encore que les perspectives d'une diminution ultérieure restent incertaines. Enfin, le différentiel entre les taux de croissance de la demande interne dans les grands pays

tels qu'ils ressortent des prévisions, devrait commencer à favoriser l'ajustement.

L'analyse faite par l'OCDE de l'évolution des balances courantes s'articule essentiellement autour des éléments suivants :

- La baisse du dollar a été particulièrement marquée vis-à-vis des monnaies du Japon et de l'Allemagne, les deux pays de l'OCDE dégagant de gros excédents. Le dollar n'a pas reculé vis-à-vis des monnaies des pays du sud-est asiatique ayant une forte position extérieure ; cependant, si l'on tient compte de la structure des courants commerciaux, cela ne devrait avoir que des répercussions limitées sur les perspectives d'amélioration de la balance commerciale des Etats-Unis.
- Jusqu'ici, les variations des termes de l'échange qui accompagnent normalement les amples mouvements de taux de change ont été atténuées, en particulier pour les Etats-Unis. Les entreprises exportant vers ce pays paraissent avoir pris à leur charge, en réduisant leurs marges bénéficiaires, une bonne part des effets initiaux de la dépréciation du dollar, au lieu de la répercuter intégralement sur les prix d'importation aux Etats-Unis (effaçant ainsi presque entièrement le gonflement exceptionnel des marges enregistré pendant la période de hausse du dollar). Dès lors, les effets sur

la position concurrentielle des producteurs américains qui font face aux produits importés ont été limités, comme l'ont été, par voie de conséquence, les effets sur le volume des importations des Etats-Unis. Le dollar continuant de se déprécier, il est devenu plus difficile pour les exportateurs étrangers de réduire encore leurs marges ; la hausse des prix en dollars ainsi que les effets de volume qui en résultent devraient donc devenir plus apparents.

- A mesure que les économies réagiront plus profondément à la nouvelle structure des coûts relatifs, les ajustements en volume, mesurés par les soldes extérieurs en termes réels, devraient devenir plus significatifs. Au cours des quelque dix-huit prochains mois, la croissance du PNB pourrait constamment dépasser d'un demi-point celle de la demande intérieure aux Etats-Unis et lui être au contraire inférieure d'un point au Japon et de plus d'un point en Allemagne.

- Les déséquilibres de balances courantes en termes nominaux ne devraient se réduire que lentement, en particulier aux Etats-Unis et au Japon. Pour une part, les modifications des termes de l'échange résultant des mouvements récents de taux de change doivent encore intervenir. De même, la réduction des déséquilibres nominaux se trouve freinée par l'ampleur même de ceux-ci (voir

1. BALANCE DES OPERATIONS COURANTES DE LA ZONE DE L'OCDE

Milliards de dollars, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1986		1987		1988
					I	II	I	II	I
Etats-Unis	-106,5	-117,7	-138	-136½	-137,5	-138¾	-137¾	-135	-133½
Japon	35,0	49,2	81¾	77¾	74,9	88½	80½	74¾	72¾
Allemagne	7,0	13,2	32½	26¼	30,5	34¼	29	23¾	20¾
France	-0,8	-0,2	3¾	2¼	3,4	4¼	3	1¾	¾
Royaume-Uni	2,1	4,6	-¼	-4¾	2,8	-3¾	-3	-6¼	-8¾
Italie	-2,9	-4,2	4¾	2½	3,0	6½	3½	1½	-¼
Canada	2,6	-0,4	-6¾	-5¾	-6,7	-6½	-6¼	-5	-3½
Total des 7 Pays ci-dessus	-63,5	-55,5	-22¼	-38¼	-29,8	-15	-31½	-45	-52¼
Autres pays de l'OCDE	-2,3	-2,0	2¾	4¼	-2,2	7½	4	4½	5
Total de l'OCDE	-65,8	-57,5	-19¾	-34	-31,9	-7½	-27½	-40½	-47¼
Quatre grands pays européens	5,3	13,5	40¾	26½	39,6	42	32½	20½	12½
OCDE Europe	13,1	21,2	54½	40	48,9	60	46	34	26¼
CEE	7,1	16,1	51¾	39¾	48,0	55½	44½	34	28
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	40,6	60,2	118½	102½	105,6	131¼	110½	94½	86¼

Autres pays de l'OCDE

	1984	1985	1986	1987
Autriche	-0,2	0	0	-¼
Belgique- Luxembourg	0	0,8	3 ¾	4 ¾
Danemark	-1,6	-2,7	-4 ¼	-2 ¾
Espagne	2,0	2,7	4 ¾	5 ¾
Finlande	0	-0,8	-¾	-1
Grèce	-2,1	-3,3	-1 ¾	-1 ¼
Irlande	-0,9	-0,6	-½	-½
Islande	-0,1	-0,1	0	0
Norvège	3,0	3,0	-4 ¾	-6
Pays-Bas	5,0	5,2	7 ¾	6 ¼
Portugal	-0,6	0,4	1 ¾	1 ¼
Suède	0,4	-1,2	1 ¾	1 ½
Suisse	4,4	5,2	7 ¾	7 ¾
Turquie	-1,4	-1,0	-1 ¼	-1 ¼
Total des pays ci-dessus	7,7	7,7	13 ¾	13 ½
Australie	-8,5	-8,6	-9 ¾	-8 ¼
Nouvelle-Zélande	-1,6	-1,1	-1 ¼	-1
Total des 17 pays ci-dessus	-2,3	-2,0	2 ¾	4 ¼

tableau ci-dessous) : aux Etats-Unis, il faudra que les exportations progressent beaucoup plus rapidement que les importations, simplement pour maintenir le déficit inchangé, et inversement pour les pays largement excédentaires.

Soldes de balances courantes en pourcentage du PNB

	1985	1986	1987	1988 I
Etats-Unis	-2,9	-3,3	-3,0	-2,9
Japon	3,7	4,2	3,7	3,3
Allemagne	2,1	3,6	2,6	2,0

En résumé, l'évolution récente des taux de change devrait contribuer à réduire les déséquilibres extérieurs des grands pays de l'OCDE. Elle devrait aussi avoir encore des effets bénéfiques au-delà du court terme. Quant à savoir si elle suffira à ramener les soldes des balances courantes à des ordres de grandeur «soutenables», il est difficile d'en

juger. D'une part, le mot «soutenable» ne recouvre pas une notion précise ; d'autre part, des variations substantielles et durables des taux de change pourraient avoir en fin de compte des effets plus importants que ne le feraient penser les élasticités, mesurées de façon classique, des échanges par rapport aux prix.

Compte tenu des éléments d'incertitude, il semble néanmoins probable que, à la longue, il faudra pousser l'ajustement au-delà de ce que donnerait le simple maintien des orientations présentes des politiques économiques et des rapports de change actuels. Si l'ordre de grandeur de la réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis est à peu près conforme à moyen terme aux objectifs de la loi Gramm-Rudman-Hollings, on verra apparaître des forces qui devraient entraîner une diminution sensible du déficit de la balance courante. De nouveaux mouvements des taux de change à moyen terme renforceraient le processus d'ajustement. Si, de surcroît, l'écart de taux de croissance de la demande intérieure entre les divers pays allait au-delà de ce qui résulterait de la réduction du déficit budgétaire aux Etats-Unis, cela favoriserait encore le retour à l'équilibre.

On ne saurait en effet traiter des différences de rythme de croissance de la demande sans se poser la question des contributions relatives des Etats-Unis et des autres pays de l'OCDE à la correction des déséquilibres à moyen terme. On fera à cet égard plusieurs observations :

- La réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis aurait pour effet à court terme de ralentir la progression de la demande intérieure. Ce tassement de l'activité serait contrebalancé dans une certaine mesure par la détente des taux d'intérêt à long terme qui devrait accompagner la diminution du déficit budgétaire. La croissance du PNB des Etats-Unis bénéficierait également d'un coup

de fouet dans la mesure où la balance extérieure se redresserait. Tout bien pris en compte, cependant, le rythme d'expansion de la production pourrait s'affaiblir quelque peu, mais, à vouloir compenser cette évolution par un relâchement sensible de la politique monétaire, on courrait le risque de relancer l'inflation et de faire monter les taux d'intérêt.

- Il importe que le freinage de la demande intérieure aux Etats-Unis soit obtenu par la mise en œuvre d'une politique budgétaire plus restrictive, qui tendrait à accroître le volume de l'épargne disponible pour l'investissement et ferait baisser les taux d'intérêt, plutôt que par un resserrement monétaire qui ferait monter les taux d'intérêt au détriment de l'investissement.

- En ce qui concerne l'activité économique dans les autres pays, on ne doit pas trop s'attacher à ses effets potentiels sur l'ajustement extérieur des Etats-Unis – ceux-ci pourraient être relativement faibles – mais chercher surtout à assurer un rythme de croissance de la production intérieure qui soit à la fois soutenable et non inflationniste, eu égard notamment au fléchissement des exportations qui pourrait résulter du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis.

Comme l'ajustement prendra probablement plusieurs années pour être mené à son terme, il y a un risque que les progrès dans ce sens soient jugés trop lents ou peu satisfaisants ce qui pourrait entraîner des fluctuations amples et désordonnées des taux de change ou des pressions protectionnistes auxquelles il pourrait être de plus en plus difficile de résister. Les autorités sont à cet égard confrontées à un dilemme car les efforts déployés pour accélérer l'ajustement des balances courantes à court terme seraient vraisemblablement coûteux. Il serait sans doute difficile, par exemple, d'accroître les écarts de taux de croissance de la demande intérieure entre les pays sans faire baisser le taux moyen de croissance de la zone OCDE prise dans son ensemble : il faut du temps pour modifier dans un sens comme dans l'autre la part que les secteurs produisant pour le commerce extérieur prennent à l'activité économique globale. Les politiques budgétaires et monétaires pourraient faciliter ce processus, mais elles ne parviendront peut-être pas à forcer l'allure sans compromettre les progrès difficilement obtenus sur le front de l'inflation et sur celui de la réalisation des objectifs budgétaires à moyen terme. On pourrait aussi faire valoir que, nonobstant les variations plus ou moins importantes de taux de change qui pourraient s'imposer à moyen terme, une «pause» d'une certaine durée serait opportune. De fait, il semblerait que ce soit l'une des considérations qui ont inspiré l'accord conclu récemment entre les Etats-Unis et le Japon. La thèse d'une pause des taux de change se justifie en grande partie par la nécessité d'«absorber» les conséquences d'une évolution rapide des

2. CROISSANCE DU VOLUME DU PIB/PNB DANS LA ZONE DE L'OCDE^a

Pourcentages de variation
par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1982 Part dans le total OCDE	1984	1985	1986	1987	1986 I II	1987 I II	1988 I
Etats-Unis	41,1	6,4	2,7	2 3/4	3	2,6 2 1/4	3 1/4 3	3
Japon	14,2	5,1	4,5	2 1/4	2 3/4	1,1 2 1/4	3 2 1/2	3 1/4
Allemagne	8,0	3,0	2,5	2 3/4	3	0,6 5 3/4	2 1/2 2	2
France	7,1	1,5	1,4	2	2 1/4	1,3 2 1/4	2 1/4 2 1/4	2
Royaume-Uni	6,3	3,0	3,5	2 1/4	2 3/4	2,3 3	2 3/4 2 1/2	2
Italie	4,5	2,8	2,3	2 1/2	3	2,0 3 1/4	3 2 3/4	2 1/2
Canada	3,9	5,5	4,0	3	2 3/4	3,6 1 1/2	3 1/4 3 1/4	3 1/4
Total des 7 pays ci-dessus	85,2	5,0	3,0	2 1/2	2 3/4	2,1 2 1/2	3 2 3/4	2 3/4
Autres pays de l'OCDE ^b	14,8	3,3	2,9	2 1/4	2 1/4	2,0 2 3/4	2 1/4 2 1/4	2 1/4
Total de l'OCDE	100,0	4,7	3,0	2 1/2	2 3/4	2,1 2 1/2	3 2 3/4	2 3/4
Quatre grands pays européens	25,9	2,6	2,4	2 1/2	2 3/4	1,5 3 3/4	2 1/2 2 1/4	2 1/4
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	58,9	3,6	3,2	2 1/2	2 3/4	1,6 3	2 3/4 2 1/2	2 1/2
Production industrielle : Sept grands pays	—	9,0	2,9	1	2 1/2	0,2 1 1/2	2 1/2 3	3
Total de l'OCDE	—	8,4	2,9	1 1/4	2 1/2	0,5 1 3/4	2 3/4 3	3 1/4

Autres pays de l'OCDE

	1982 Part dans le total OCDE	1984	1985	1986	1987
Autriche	0,9	2,0	3,0	2 1/4	2 1/2
Belgique	1,1	1,3	1,1	2	2
Danemark	0,7	3,4	3,8	2 3/4	1 1/2
Espagne	2,3	2,2	2,1	3	3 1/4
Finlande	0,5	2,8	2,8	1 1/2	2
Grèce	0,5	2,8	2,1	0	- 1/2
Irlande	0,2	1,8	0,2	1 1/2	2
Islande	0	3,2	2,8	5 1/2	2
Luxembourg	0	4,9	1,9	2 1/4	2 1/2
Norvège	0,7	5,6	4,2	4 1/4	2
Pays-Bas	1,8	2,3	1,8	1 1/2	1 1/2
Portugal	0,3	-1,5	2,8	4 1/4	3 1/2
Suède	1,3	3,4	2,3	2 1/4	1 1/4
Suisse	1,3	1,6	4,0	2	1 3/4
Turquie	0,7	5,9	5,1	7 3/4	5
Total des pays ci-dessus	12,4	2,7	2,7	2 1/2	2 1/4
Australie	2,1	6,9	4,4	1 1/4	3 1/4
Nouvelle-Zélande	0,3	5,1	1,2	- 3/4	1 1/2
Total des 17 pays ci-dessus	14,8	3,3	2,9	2 1/4	2 1/4

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des taux de change de 1982.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives : pour quatorze de ces pays, représentant plus de 50 % du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

cours : le brusque relèvement du niveau des prix dans les pays dont la monnaie se déprécie, l'effet de contraction de la demande dans les pays où elle s'apprécie et les tensions associées aux variations rapides des prix relatifs dans les deux groupes de pays. En outre, on ne sait guère quelle sera en définitive l'importance des effets des amples mouvements qu'ont déjà accusés les taux de change.

Cette pause, même si elle était généra-

lement jugée opportune, pourrait ne pas s'avérer facile à obtenir. Il y a des limites à ce que l'on peut faire par des interventions sur les marchés de change, encore que des signaux émis au bon moment par les autorités puissent influencer sur les anticipations relatives aux taux de change et sur les cours eux-mêmes. D'une manière générale, la politique monétaire serait, semble-t-il, le principal instrument disponible pour agir sur le taux de change à court terme. Mais cet instrument est déjà très largement utilisé sur le plan interne et la nécessité d'assainir les finances publiques fait que, dans nombre de pays, il n'est plus guère possible de compter sur la politique budgétaire pour mener une politique de stabilisation du taux de change. Dans la plupart des pays, néanmoins, l'orientation à donner à la politique monétaire est normalement une affaire d'équilibre à réaliser entre les considérations touchant l'économie interne et les considérations de change, et il serait peut-être possible de modifier cet équilibre de manière à privilégier davantage à court terme la stabilisation des taux de change. Cette approche exigera une étroite coopération internationale si l'on veut maintenir le taux d'expansion monétaire dans les plus grands pays à un niveau compatible avec une inflation faible et une croissance durable dans l'ensemble de la zone.

Perspectives à court terme

Résoudre le problème des déséquilibres internationaux, pour nécessaire que ce soit, ne donne pas la garantie que les résultats économiques au sens le plus général du terme seront satisfaisants. Les principaux facteurs qui devraient jouer

au cours de l'année prochaine iront, semble-t-il, dans le sens de la poursuite de la reprise avec de faibles taux d'inflation, mais sans guère de changement dans le domaine du chômage.

Il avait été estimé dans le dernier numéro des *Perspectives économiques* que la chute des prix du pétrole aurait des effets à la fois positifs et négatifs sur le rythme de croissance de la production dans la zone OCDE, les premiers l'emportant toutefois sur les seconds. En fait, avec la diminution des revenus tirés du pétrole, les pays exportateurs hors OCDE ont fortement réduit leurs importations tandis que les pays de l'OCDE faisaient de même pour leurs investissements énergétiques. Ceux-ci pourraient d'ailleurs encore accuser un recul si les prix pétroliers se maintenaient à leurs niveaux actuels. En outre, les pays exportateurs de pétrole hors OCDE seront dans l'obligation de continuer à ajuster leur économie à la baisse de leurs ressources : la plupart d'entre eux devraient à nouveau réduire leurs importations en 1987 et dans les premiers mois de 1988. Les pays touchés par la faiblesse, plus marquée qu'on ne l'avait pensé, des prix des produits de base non pétroliers ont dû aussi comprimer leurs achats à l'étranger en raison de la diminution de leurs recettes.

Du côté de ceux qui ont « gagné » à la chute du prix du pétrole, l'ajustement a été notablement plus lent, et les effets positifs substantiels sur l'activité sont encore à venir. Le moment où ils se produiront et peut-être leur ampleur réelle dépendront de la mesure dans laquelle le secteur privé bénéficie en fin de compte de la baisse des prix énergétiques et de la manière dont ce « bénéfice » y est partagé entre ménages et entreprises. Dans certains pays, la baisse s'est répercutée rapidement et assez complètement sur les prix à la consommation. Ailleurs, le processus a été incomplet, soit que les impôts sur l'énergie aient été relevés, l'amélioration des termes de l'échange servant ainsi en partie à réduire le déficit du secteur public, soit que les prix de l'énergie réglementés n'aient pas diminué autant que le coût de l'énergie primaire. Dans la plupart des pays, les profits des entreprises privées ont augmenté.

La demande intérieure dans la zone OCDE devrait s'accroître tout au long de 1987 et dans les premiers mois de 1988 à un rythme annuel de près de 3 %. Compte tenu des effets négatifs de la faiblesse persistante de l'activité dans les pays non membres de l'OCDE, le PNB réel de la zone pourrait augmenter au taux annuel de 2 1/2 à 3 % durant la période considérée (tableau 2). Les éléments d'incertitude qui s'attachent à ces projections sont sans doute inégalement répartis à l'intérieur de la zone. L'activité pourrait éventuellement être plus soutenue en Europe, mais il apparaît possible qu'elle soit finalement plus faible que prévu aux Etats-Unis et au Japon.

Les taux d'inflation — et très probable-

3. INDICE IMPLICITE DE LA CONSOMMATION PRIVEE DANS LA ZONE DE L'OCDE^a

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente,
taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1986		1987		1988
					I	II	I	II	I
Etats-Unis	3,8	3,5	2¼	3	1,4	2¾	3¼	3½	3½
Japon	2,1	2,2	¾	0	0,7	-¼	0	½	½
Allemagne	2,5	2,1	-¾	¾	-1,4	-½	1	1½	1½
France	7,2	5,5	2¼	2	0,9	2½	2	1¾	2
Royaume-Uni	4,8	5,2	4	4½	3,7	3½	4¾	4½	4¾
Italie	11,1	9,4	6¼	4	6,4	4	4	3¾	3¾
Canada	4,4	4,1	4	3¼	4,0	3½	3¼	3½	3½
Total des 7 pays ci-dessus	4,2	3,8	2	2½	1,5	2	2½	2¾	2¾
Autres pays de l'OCDE ^b	9,8	8,6	6¾	5¾	6,7	6¼	5½	5¼	5
Total de l'OCDE	5,0	4,5	2¾	3	2,3	2¾	3	3	3
Quatre grands pays européens	5,8	5,0	2½	2½	1,8	2	2¾	2¾	2¾
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	5,8	5,2	3¼	2¾	2,9	2¾	2¾	2¾	2¾

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des poids du PNB/PIB de 1982 exprimé en dollars de 1982.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour quatorze de ces pays, représentant plus de 50 pour cent du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

Autres pays de l'OCDE Pourcentages de variation

	1985	1986	1987
Autriche	3,4	1½	2
Belgique	5,0	1¼	1¼
Danemark	4,7	3½	3¾
Espagne ^c	8,8	8½	6¼
Finlande ^c	6,0	3¼	3¼
Grèce	18,6	22¼	13½
Irlande	4,2	4	3½
Islande ^c	32,5	20½	12¾
Luxembourg	4,1	1	1½
Norvège	5,8	7¼	8
Pays-Bas	2,6	0	-½
Portugal	19,8	12	9½
Suède	7,2	4½	3¾
Suisse ^c	3,6	¾	1¼
Turquie	45,5	32	30
Total des pays ci-dessus	8,7	6¼	5¼
Australie	7,3	9¼	7¼
Nouvelle-Zélande ^c	15,2	13¼	10½
Total des 17 pays ci- dessus	8,6	6¾	5¾
Total OCDE	4,5	2¾	3

a) Les agrégats ont été calculés sur la base du PNB/PIB de 1982 exprimés en dollars 1982.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour quatorze de ces pays, représentant plus de 50 % du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

c) Indice des prix à la consommation au lieu de l'indice de prix implicite de la consommation privée.

ment aussi les anticipations inflationnistes – des pays de l'OCDE sont à leur niveau le plus bas depuis 20 ans, les effets des politiques monétaires désinflationnistes du début des années 80 ayant été renforcés par la baisse récente des prix du pétrole et des autres produits de base. L'évolution des prix à moyen terme sera aussi influencée par la persistance d'un niveau élevé de chômage dans les pays de l'OCDE ainsi que par l'inertie qui caractérise le processus inflationniste (et qui a souvent été un sujet de préoccupation pour les responsables économiques dans le passé, à l'époque où l'inflation était

forte). Lorsque les effets immédiats de la baisse des prix du pétrole et des produits de base se seront pleinement exercés, le taux d'inflation de la zone OCDE pourrait s'établir aux alentours de 3% (tableau 3).

Les perspectives sont moins favorables tant en ce qui concerne le chômage à l'intérieur de la zone OCDE que la croissance économique de nombre de pays extérieurs à la zone. L'emploi devrait continuer d'augmenter légèrement dans la zone OCDE (de 1¼% en 1986 et de 1% en 1987); mais comme sa progression ne sera sans doute pas plus forte que celle de la population active, le taux de chômage de la zone pourrait rester à 8¼% environ, niveau auquel il se maintient depuis 1984 (tableau 4). La persistance d'un chômage d'une telle ampleur (plus de 31 millions de chômeurs en 1987 et au premier semestre de 1988) reste le plus gros problème qui se pose aux responsables de la politique économique. Bien que le chômage des jeunes semble se réduire lentement, le chômage de longue durée a atteint des proportions alarmantes dans certains pays européens, et l'on en est venu à craindre un mouvement ascendant du «taux naturel» de chômage.

L'amélioration des termes de l'échange des pays de l'OCDE a eu pour principale contrepartie une dégradation des termes de l'échange des pays en développement, de l'ordre de 3% de leur PNB global. Face à cette détérioration et à la réduction des possibilités d'accès aux financements privés, beaucoup de pays en développement ont fortement comprimé leurs importations l'an dernier alors même que certains d'entre eux n'avaient pas encore pleinement «digéré» les réductions antérieurement opérées. Selon les projections de l'OCDE, cette tendance se poursuivra au cours de l'année à venir – quoique plus lentement – dans nombre de ces pays, même

en l'absence de modifications sensibles de leurs termes de l'échange, une reprise des flux de capitaux vers la plupart des pays du tiers monde paraissant peu probable.

La capacité d'adaptation des économies dans le contexte de variations importantes des revenus et des prix relatifs sera un facteur essentiel des évolutions macro-économiques à moyen terme. Dans la mesure où ces conditions nouvelles sont le reflet de forces économiques profondes, ou résultent de la nécessité de corriger des déséquilibres insoutenables, il importe que rien n'entrave le processus d'ajustement. De façon plus générale, la flexibilité des structures sera déterminante pour le potentiel de croissance non inflationniste des pays de l'OCDE et pour l'incidence de la croissance sur la création d'emplois. Des progrès ont certes été faits ces dernières années dans le sens de la réduction des rigidités structurelles, mais il reste encore fort à faire.

Conclusions pour la conduite de la politique économique

La principale tâche des responsables de la politique économique reste de favoriser la correction des déséquilibres internationaux tout en maintenant l'inflation à un faible niveau et en accélérant le rythme de croissance de la production et de l'emploi dans l'ensemble des pays de l'OCDE (et dans le monde). Un large consensus s'est dégagé au plan international sur les impératifs auxquels doit répondre la politique économique pour atteindre cet objectif global.

Tous les pays doivent prendre des mesures adéquates pour favoriser la flexibilité structurelle. Ces mesures seront naturellement différentes selon les pays, mais les considérations suivantes devraient permettre d'améliorer les résultats économiques:

- On peut faire plus pour accroître la flexibilité des marchés du travail, qu'il s'agisse des salaires relatifs, de la mobilité de la main-d'œuvre, ou d'améliorer la capacité d'adaptation de la population active aux nouveaux types d'emploi. Les mesures prises à cette fin doivent être accompagnées de tout un éventail de dispositions visant à améliorer le fonctionnement d'autres marchés. Celles destinées en particulier à encourager la concurrence, notamment par la déréglementation et la libéralisation du commerce international, peuvent contribuer à accélérer la création d'emplois.
- Les mesures visant à faciliter l'ajustement industriel ne devraient pas favoriser des secteurs particuliers et devraient également être neutres en ce qui concerne les coûts relatifs du capital et du travail. La réduction des subventions à l'industrie, accompagnée d'allègements fiscaux, devrait être une toute première priorité.
- Il est nécessaire d'intensifier les efforts visant à réduire le financement hors

4. CHOMAGE DANS LA ZONE DE L'OCDE

Définitions nationales

	1985 Chô- mage (mil- liers)	1984	1985	1986	1987	1986		1987		1988
						I	II	I	II	I
Taux de chômage (%)										
Etats-Unis	8 310	7,5	7,2	7	6¾	7,1	7	6¾	6¾	6½
Japon	1 560	2,7	2,6	2¾	3¼	2,7	3	3	3¼	3¼
Allemagne	2 304	8,2	8,3	7¾	7½	8,1	7¾	7½	7½	7½
France	2 440	10,0	10,2	10½	11¼	10,3	10¾	11	11¼	11½
Royaume-Uni	3 271	11,6	11,8	11¾	11½	11,9	11¾	11¾	11½	11¼
Italie	2 471	10,3	10,6	11¼	11½	11,3	11¼	11½	11¾	11¼
Canada	1 328	11,3	10,5	9¾	9¼	9,6	9½	9½	9¼	9
Total des 7 pays ci-dessus	21 684	7,6	7,5	7½	7½	7,5	7½	7½	7¼	7¼
Autres pays de l'OCDE	9 013	11,3	11,4	11¼	11½	11,1	11½	11½	11½	11¼
Total de l'OCDE	30 696	8,4	8,3	8¼	8¼	8,2	8¼	8¼	8¼	8¼
Quatre grands pays européens	10 486	10,0	10,2	10¼	10½	10,4	10¼	10¼	10½	10½
OCDE Europe	18 848	10,7	10,9	11	11	10,9	11	11	11	11
CEE	15 975	11,3	11,5	11½	11½	11,5	11½	11½	11½	11½
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	22 387	8,8	8,8	8¾	9	8,8	9	9	9	9
Niveau du chômage (millions)										
Amérique du Nord		9,9	9,6	9½	9¼	9,6	9½	9¼	9¼	9
OCDE Europe		18,4	18,8	19	19¼	18,9	19¼	19¼	19½	19½
Total de l'OCDE		30,6	30,7	31	31¼	30,8	31¼	31¼	31¼	31½

Autres pays de l'OCDE

	1984	1985	1986	1987
Autriche	3,8	3,6	4	4¼
Belgique	12,9	12,1	11¼	11¼
Danemark	10,0	8,9	7¾	8½
Espagne	20,6	21,9	21½	21¼
Finlande	6,2	6,3	7	7¼
Grèce	8,0	8,4	9¼	10
Irlande	15,5	17,3	18	18
Islande	1,3	1,1	1	1
Luxembourg	1,7	1,6	1¼	1¼
Norvège	3,0	2,5	2	2¼
Pays-Bas	15,4	14,3	13½	13
Portugal	10,5	10,2	10	10
Suède	3,0	2,8	2½	2¾
Suisse	1,1	1,0	1	1
Turquie	12,1	12,7	13	13½
Total des pays ci-dessus	11,7	11,9	11¼	12
Australie	8,8	8,1	8	8½
Nouvelle-Zélande	3,6	3,9	5¼	5¼
Total des 17 pays ci-dessus	11,3	11,4	11¼	11½

budget des mesures de soutien et à réintégrer celles-ci en totalité dans le budget soumis à l'approbation parlementaire.

• S'agissant de la politique commerciale, tous les pays doivent respecter strictement les engagements pris dans la déclaration ministérielle du GATT de Punta del Este concernant le «statu quo» et le «démantèlement», et indiquer clairement et de manière cohérente leur intention de libéraliser progressivement le régime des échanges.

• Pour résoudre durablement le problème des déséquilibres dans le secteur

agricole, il faudrait élargir considérablement le rôle du mécanisme des prix. Pour autant que l'on juge souhaitable de soutenir les revenus des agriculteurs, il conviendrait d'utiliser des moyens autres que le soutien des prix.

S'agissant des conditions auxquelles devrait répondre plus généralement la politique économique, les priorités diffèrent selon les régions de la zone OCDE :

• La contribution la plus importante que peuvent apporter les *Etats-Unis* est de réduire sensiblement et durablement leur déficit budgétaire. Les autorités de ce pays ont toujours la ferme intention d'y parvenir, et le présent exercice budgétaire sera probablement marqué par un progrès significatif dans ce sens. Etant donné, néanmoins, l'importance de l'ajustement intérieur aux *Etats-Unis*, à la fois pour étayer une croissance durable de l'économie et contribuer à l'ajustement extérieur, il est essentiel que l'on continue de réduire sensiblement le déficit en 1988 et au-delà.

• En ce qui concerne le *Japon*, il est nécessaire de maintenir un taux de croissance de la demande intérieure supérieur à celui du potentiel de production. Les autorités japonaises ont pris une série de mesures à cet effet, mais comme l'appréciation du yen et son incidence déflationniste ont été plus fortes qu'on ne l'avait prévu, de nouvelles mesures seront peut-être nécessaires, visant en particulier à encourager une plus large répercussion sur les consommateurs de l'amélioration des termes de l'échange.

• En *Europe*, la demande intérieure, dynamisée par l'évolution favorable des termes de l'échange, a augmenté à des taux à peu près conformes à ceux qui avaient été prévus au début de 1986. Si la demande intérieure venait à s'affaiblir l'an prochain, les rares pays qui disposent à nouveau d'une certaine marge de manœuvre pour la conduite de leur politique budgétaire devraient être prêts à l'utiliser ; il faudra cependant encore que la plupart des pays poursuivent leurs efforts d'assainissement budgétaire. En ce qui concerne l'ensemble des pays européens, il reste vrai que l'actuelle amélioration de la conjoncture économique permet de s'attaquer plus résolument aux rigidités structurelles.

Ces orientations pour la conduite de la politique économique sont largement dictées par des considérations d'ordre interne. Il est cependant aussi d'autres problèmes importants liés à l'internationalisation des relations économiques. Depuis un ou deux ans, on reconnaît mieux l'utilité d'assurer la compatibilité internationale des politiques suivies dans les différents pays. Cette proposition serait particulièrement pertinente s'il existait par exemple une volonté collective d'accélérer le processus d'ajustement international, ou de tenter de stabiliser temporairement les taux de change. Aucun pays ne serait disposé à compromettre la crédibilité durablement acquise des efforts qu'il est déterminé à mener à moyen terme pour maintenir l'inflation à un faible niveau et pour rétablir une situation budgétaire supportable. Aucun pays ne voudrait non plus viser un taux de croissance inférieur à celui du potentiel de production si l'inflation était maîtrisée. Dans les limites autorisées par la poursuite d'efforts réguliers en vue d'atteindre les objectifs nationaux à moyen terme, il se pourrait cependant que la combinaison optimale de politiques dans les conditions présentes et futures ne soit pas exactement celle qui serait choisie sur la base de considérations strictement nationales à court terme. Un certain nombre d'idées ont déjà été avancées à ce sujet à propos de la correction des déséquilibres internationaux.

Dans tous les cas de figure plausibles, il faudra probablement un certain nombre d'années pour ramener à un niveau soutenable les déséquilibres les plus considérables, dont le montant cumulé exigera d'ici là des financements très importants. Il conviendra de donner aux marchés des changes la conviction que non seulement les déséquilibres commencent à se réduire à court terme mais encore que ce processus sera soutenu par l'orientation donnée à la politique économique à moyen terme. De ce point de vue, il serait particulièrement souhaitable que les plus grands pays se mettent d'accord sur les impératifs de la situation, et définissent leur action en conséquence.

Le 5 décembre 1986.

Nouvelles publications de l'OCDE



PROBLÈMES ÉCONOMIQUES GÉNÉRAUX

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 40 - DÉCEMBRE 1986 (décembre 1986)

Étude semestrielle qui présente les tendances et les prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants aux cours des dix-huit mois suivants. Ces prévisions sont fondées sur l'analyse de la situation de chaque pays Membre, compte tenu des incidences de l'évolution internationale sur chacun d'eux.

(12 86 40 2) ISBN 92-64-22889-6 210 pages

Le numéro :

F70.00 £7.00 US\$14.00 DM30.00

(12 00 00 2) ISSN 0304-3274 Abonnement 1986 (N° 39

mai et N° 40 décembre) :

F130.00 £13.00 US\$26.00 DM58.00

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

- Série 1986-1987

Études annuelles, très détaillées, pour les pays de l'OCDE, des tendances et des politiques économiques.

ÉTATS-UNIS (novembre 1986)

(10 87 02 2) ISBN 92-64-22897-7 142 pages

JAPON (novembre 1986)

(10 87 03 2) ISBN 92-64-22896-9 154 pages

Chaque étude :

F28.00 £2.80 US\$6.00 DM12.00

(10 00 00 2) ISSN 0304-3363 Abonnement à la Série

1986-1987 (20 à 22 études à paraître) :

F400.00 £40.00 US\$80.00 DM180.00

DÉVELOPPEMENT ET AIDE

Séminaires du Centre de développement

L'AMÉRIQUE LATINE, LA RÉGION DES CARAÏBES ET L'OCDE. Dialogue sur la réalité économique et les politiques possibles, sous la direction de Angus Maddison (novembre 1986)

Depuis 1982, l'Amérique latine traverse une grave crise économique, provoquée en partie par l'arrêt brutal des apports de capitaux qui avaient soutenu la croissance dans les années 70. Les causes fondamentales et complexes de cette crise sont examinées en profondeur dans ce rapport, qui évalue aussi les effets des politiques appliquées dans le passé, de celles pouvant être envisagées pour l'avenir, ainsi que leurs conséquences pour les pays de l'OCDE.

(41 86 07 2) ISBN 92-64-22887-X 178 pages

F110.00 £11.00 US\$22.00 DM49.00

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

FLEXIBILITÉ ET MARCHÉ DU TRAVAIL. Le débat aujourd'hui. Rapport technique (novembre 1986) Souvent utilisée comme synonyme de flexibilité des

salaires, l'expression « flexibilité du marché du travail » a un sens bien plus large. Après la flexibilité des coûts de main-d'œuvre, ce rapport examine d'autres questions essentielles, notamment la mobilité de la main-d'œuvre, l'adaptation de la main-d'œuvre au niveau de l'entreprise et l'emploi dissimulé. Il émet l'idée que, pour améliorer le fonctionnement des marchés du travail, des mesures appropriées doivent être prises à tous les niveaux - pouvoirs publics, syndicats et employeurs.

(81 86 03 2) ISBN 92-64-22892-6 160 pages

F75.00 £7.50 US\$15.00 DM33.00

AFFAIRES FINANCIÈRES ET FISCALES

LA SITUATION DES OUVRIERS AU REGARD DE L'IMPÔT ET DES TRANSFERTS SOCIAUX - 1981-1985 (novembre 1986) bilingue

Analyse des sommes payées au titre de l'impôt sur le revenu et les sommes reçues au titre des prestations familiales par les contribuables dont le revenu correspond à celui d'un ouvrier ; description, selon un plan normalisé, des systèmes d'impôt sur le revenu et des régimes de sécurité sociale pour tous les pays Membres de l'OCDE.

(23 86 04 3) ISBN 92-64-02839-0 256 pages

F135.00 £13.50 US\$27.00 DM60.00

TENDANCES DES MARCHÉS DES CAPITAUX

N° 34 - juin 1986. Étude spéciale. La gestion par les banques de leurs actifs et de leurs passifs (novembre 1986)

(27 86 02 2)

136 pages

Le numéro :

F70.00 £7.00 US\$14.00 DM30.00

(27 00 00 2) ISSN 0378-6528 Abonnement 1986 (N° 33

à N° 35) :

F130.00 £13.00 US\$26.00 DM58.00

ÉNERGIE

AEN (Agence pour l'énergie nucléaire)

DÉCLASSEMENT DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES : FAISABILITÉ, BESOINS ET COUTS. Rapport établi par un groupe d'experts (novembre 1986)

Description de l'expérience acquise à ce jour en matière de déclasserment des installations nucléaires ; évaluation de la technologie actuelle susceptible de servir de base au déclasserment de grandes installations commerciales à l'avenir ; comparaison des estimations des coûts du déclasserment et un examen de leurs incidences sur le coût de production de l'électricité.

(66 86 08 2) ISBN 92-64-22894-2 88 pages

F110.00 £11.00 US\$22.00 DM49.00

GESTION DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE IRRADIÉ. Expérience et options. Rapport établi par un groupe d'experts (novembre 1986)

Le combustible nucléaire irradié peut être stocké en toute sécurité pendant des périodes prolongées moyennant un coût relativement faible mais il sera nécessaire, en fin de compte, d'en assurer l'évacuation définitive d'une façon ou d'une autre. Ce rapport examine les options en matière de gestion du combustible irradié, étudie les perspectives susceptibles de s'offrir à chaque étape de la partie terminale du cycle du combustible et présente une analyse approfondie de l'expérience déjà acquise et de l'état d'avancement technique des diverses solutions de rechange. Il donne un aperçu des politiques et pratiques en vigueur dans douze pays de l'OCDE.

(66 86 07 2) ISBN 92-64-22883-7 122 pages

F150.00 £15.00 US\$30.00 DM67.00

TRANSPORTS

CEMT (Conférence européenne des ministres des transports)

321^e RAPPORT ANNUEL - 1985. ACTIVITÉ DE LA CONFÉRENCE. Résolutions du conseil des ministres des transports et rapports approuvés en 1985 (novembre 1986)

(75 86 06 2) ISBN 92-821-2110-0 154 pages

F125.00 £12.50 US\$25.00 DM56.00

Recherche en matière de routes et de transports routiers

CONCEPTION ÉCONOMIQUE DES ROUTES A FAIBLE TRAFIC. Rapport réalisé par un groupe d'experts scientifiques de l'OCDE (novembre 1986)

Les routes à faible trafic représentent jusqu'à 80% des réseaux routiers des pays de l'OCDE. Elles remplissent d'essentielles fonctions sociales et économiques. Ce rapport contient les lignes directrices pour leurs conception et gestion économiques.

(77 86 04 2) ISBN 92-64-22882-9 142 pages

F75.00 £7.50 US\$15.00 DM33.00

STATISTIQUES

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS N° 3/1986 (novembre 1986) bilingue

Données trimestrielles donnant la ventilation du PIB par emplois et par genres d'activité, la composition de la consommation finale et de la formation de capital.

(36 86 03 3)

158 pages

Le numéro :

F50.00 £5.00 US\$10.00 DM17.00

(36 00 00 3) ISSN 0304-3738 Abonnement 1986 :

F160.00 £16.00 US\$32.00 DM70.00

STATISTIQUES TRIMESTRIELLES DU PÉTROLE ET DU GAZ NATUREL. Deuxième trimestre 1986 - N° 3/1986 (novembre 1986) bilingue

Fournit des statistiques rapides, précises, et détaillées sur l'approvisionnement et la demande de pétrole et de gaz naturel dans la zone OCDE.

(60 86 03 3)

332 pages

Le numéro :

F160.00 £16.00 US\$30.00 DM70.00

(60 00 00 3) ISSN 0378-6536 Abonnement 1986 :

F480.00 £48.00 US\$95.00 DM210.00

Où obtenir les publications de l'OCDE

ALLEMAGNE
OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn Tél. (0228) 21.60.45

ARGENTINE
Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, 4º Piso,
(Galeria Guemes) 1333 Buenos Aires
Tél. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIE
D.A. Book (Aust.) Pty. Ltd.
11-13 Station Street (P.O. Box 163)
Mitcham, Vic. 3132 Tél. (03) 873 4411

AUTRICHE
OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse, 5300 Bonn (Allemagne)
Tél. (0228) 21.60.45

Agent local :
Gerold & Co., Graben 31, Wien 1 Tél. 52.22.35

BELGIQUE
Jean De Lannoy, Service Publications OCDE
avenue du Roi 202
B-1060 Bruxelles Tél. (02) 538.51.69

CANADA
Éditions Renouf Ltée,
1294 Algoma Road, Ottawa, Ont. K1B 3W8
Tél. (613) 741-4333

Sans Frais :
Ontario, Quebec, Maritimes:
1-800-267-1805
Western Canada, Newfoundland:
1-800-267-1826
Magasins :
61 rue Sparks, Ottawa, Ont. K1P 5A6
Tél. (613) 238-8985
211 rue Yonge, Toronto, Ont. M5B 1M4
Tél. (416) 363-3171

Bureau de Ventes :
7575 Trans Canada Hwy, Suite 305,
St. Laurent, Quebec H4T 1V6
Tél. (514) 335-9274

CORÉE
Kyobo Book Centre Co. Ltd.,
P.O. Box: Kwang Hwa Moon 1658,
Séoul Tél. (REP) 730.78.91

DANEMARK
Munksgaard Export and Subscription Service,
35, Nørre Søgade, DK 1370 København K
Tél. +45.1.12.85.70

ESPAGNE
Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, Madrid-28001
Tél. 431.33.99
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11,
Barcelone 7 Tél. 317.53.08/317.53.58

ÉTATS-UNIS
OECD Publications and Information Centre,
Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave. N.W.,
Washington, D.C. 20006 - 4582
Tél. (202) 724.1857

FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 Helsinki 10 Tél. 0.12141

FRANCE
OCDE
Commandes par correspondance :
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tél. (1) 45.24.82.00
Librairie : 33, rue Octave-Fuillet, 75016 Paris
Tél. (1) 45.24.81.67 ou (1) 45.24.81.81
Principal correspondant :
Librairie de l'Université,
12a, rue Nazareth,
13602 Aix-en-Provence Tél. 42.26.18.08

GRÈCE
Librairie Kauffmann,
28, rue du Stade,
105 64 Athènes Tél. 322.21.60

HONG-KONG
Government Information Services,
Publications (Sales) Office,
Beaconsfield House, 4/F.,
Queen's Road Central

INDE
Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, New Delhi 1
17 Park St., Calcutta 700016
Tél. 45896
Tél. 240832

INDONÉSIE
Pdii-Lipi, P.O. Box 3065/JKT., Jakarta.
Tél. 583467

IRLANDE
TDC Publishers - Library Suppliers,
12 North Frederick Street, Dublin 1.
Tél. 744835-749677

ISLANDE
Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 & 9,
P.O.B. 1131 - Reykjavik. Tél. 13133/14281/11936

ITALIE
Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Lamarmora 45, 50121 Firenze
Tél. 579751/584468
Via Bartolini 29, 20155 Milano. Tél. 365083

Sub-depositari :
Ugo Tassi, Via A. Farnese 28,
00192 Roma Tél. 310590
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 Roma
Tél. 6794628

Agenzia Libreria Pegaso,
Via de Romita 5, 70121 Bari. Tél. 540.105/540.195
Agenzia Libreria Pegaso, Via S. Anna dei Lom-
bardi 16, 80134 Napoli Tél. 314180
Libreria Hæpli,
Via Hæpli 5, 20121 Milano Tél. 865446
Libreria Scientifica
Dott. Lucio de Biasio "Aeiou"
Via Meravigli 16, 20123 Milano Tél. 807679
Libreria Zanichelli, Piazza Galvani 1/A,
40124 Bologna Tél. 237389
Libreria Lattes,
Via Garibaldi 3, 10122 Torino Tél. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata
dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPON
OECD Publications and Information Centre,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, Tokyo 107 Tél. 586.2016

LIBAN
Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss St.,
P.O.B. 5641, Beirut Tél. 354429-344425

MALAISIE
University of Malaya Co-operative
Bookshop Ltd., P.O. Box 1127,
Jalan Pantai Baru, Kuala Lumpur
Tél. 577701/577072

NORVÈGE
Tanum-Karl Johan
Karl Johans gate 43, Oslo 1
PB 1177 Sentrum, 0107 Oslo 1 Tél. (02) 42.93.10

NOUVELLE-ZÉLANDE
Government Printing Office Bookshops:
Auckland: Retail Bookshop, 25 Rutland
Street,
Mail Orders, 85 Beach Road
Private Bag C.P.O.
Hamilton: Retail: Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
Wellington: Retail, Mulgrave Street, (Head Office)
Cubacade World Trade Centre,
Mail Orders, Private Bag
Christchurch: Retail, 159 Hereford Street,
Mail Orders, Private Bag
Dunedin: Retail, Princes Street,
Mail Orders, P.O. Box 1104

PAKISTAN
Mirza Book Agency,
65 Shahrah Quaid-E-Azam, Lahore 3 Tél. 66839

PAYS-BAS
Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat 2 Postbus 20014
2500 EA S-Gravenhage Tél. 070.789911
Voor bestellingen: Tél. 070.789880

PORTUGAL
Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74, 1117 Lisboa Codex.
Tél. 360582/3

ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office,
P.O.B. 276, London SW8 5DT
Tél. (01) 622.3316, ou

49 High Holborn
London WC1V 6HB (personal callers)
Branches at : Belfast, Birmingham,
Bristol, Edinburgh, Manchester

SINGAPOUR
Information Publications Pte Ltd
Pei-Fu Industrial Building,
24 New Industrial Road N° 02-06
Singapore 1953 Tél. 2831786, 2831798

SUÈDE
AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16356, S 103 27, STH,
Regeringsgatan 12,
DS Stockholm Tél. (08) 23.89.00
Subscription Agency/Abonnements:
Wennergren-Williams AB,
Box 30004, S104 25 Stockholm Tél. (08) 54.12.00

SUISSE
OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Allemagne) Tél. (0228) 21.60.45
Agent local :
Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 Genève 11 Tél. (022) 31.89.50

TAIWAN
Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec.2
Chung Hsiao E. Road
Taipei Tél. 391-7396/391.7397

THAÏLANDE
Suksit Siam Co., Ltd.,
1715 Rama IV Rd.,
Samyambangkok 5 Tél. 2511630

TURQUIE
Kültür Yayınları İst-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvarı No. 191/Kat. 21
Kavaklıdere/Ankara Tél. 25.07.60
Dolmabahçe Cad. No: 29
Besiktas/Istanbul Tél. 160.71.88

VENEZUELA
Libreria del Este,
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337,
Edificio Galipan, Caracas 106
Tél. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

YUGOSLAVIE
Jugoslovenska Knjiga, Knez Mihajlova 2,
P.O.B. 36, Beograd Tél. 621.992

Les commandes en provenance de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à : OCDE, Service des Publications, Division des Ventes et Distribution, 2, rue André-Pascal, F 75775 Paris Cedex 16.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

